

CONSEIL COMMUNAL DU 20 NOVEMBRE 2013
GEMEENTERAAD VAN 20 NOVEMBER 2013

REGISTRE - REGISTER

Présents	Michel Eylenbosch, <i>Président du Conseil/Voorzitter van de Raad</i> ;
Aanwezig	Françoise Schepmans, <i>Bourgmestre/Burgemeester</i> ; Ahmed El Khannouss, Sarah Turine, Patricia Vande Maele, Abdelkarim Haouari, Karim Majoros, Jan Gypers, Ann Gilles-Goris, Olivier Mahy, Annalisa Gadaleta, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Christian Magérus, Jamal Ikazban, Abdellah Achaoui, Houria Ouberri, Mohammadi Chahid, Paulette Piquard, Jamel Azaoum, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Khadija El Hajjaji, Dina Bastin, Danielle Evraud, Luc Léonard, Mohamed El Abboudi, Lhoucine Aït Jeddig, Dirk De Block, Dirk Berckmans, Michaël Vossaert, Nader Rekik, Farida Tahar, Hassan Rahali, Shazia Manzoor, Georges Van Leeckwyck, Leonidas Papadiz, Nicole Linders-Dubocage, Roland Vandenhove, Laurie Carême-Palanga, Youssef Lakhroufi, Khadija Tamditi, Hassan Ouassari, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Jacques De Winne, <i>Secrétaire du Conseil/Secretaris van de Raad</i> .
Excusés	Badia El Belghiti, Pierre Vermeulen, Olivia P'tito, Tania Dekens, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .
Verontschuldigd	

LA SEANCE PUBLIQUE EST OUVERTE A 19:00
DE OPENBARE ZITTING WORDT GEOPEND OM 19:00

#012/20.11.2013/A/0001# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

Interpellation citoyenne au sujet de la demande de suppression de la décision de mettre fin à la gratuité de l'accueil extrascolaire.

DEMANDE DE SUPPRESSION DE LA DECISION DE METTRE FIN A LA GRATUITE DE L'ACCUEIL EXTRA SCOLAIRE.

En vertu des article 39 à 43 du Règlement d'Ordre Intérieure du Conseil communal de Molenbeek-Saint-Jean, nous, parents et citoyens Molenbeekois, demandons à être entendus par le Conseil Communal, au sujet des conséquences négatives et dommageables induites de la décision, prise par le Collège et applicable depuis septembre 2013, de mettre un terme à la gratuité de l'accueil extra-scolaire.

Notre commune s'est, durant de nombreuses années, démarquée de l'ensemble des communes bruxelloises favorisant l'encadrement de nos enfants et surtout des plus défavorisés. La majorité aujourd'hui en place prend le choix de faire participer les parents aux frais de garderie, justifiant cette démarche par un souci d'offrir un encadrement de qualité.

La participation financière demandée aux parents s'élève à 30 euros par enfant par mois. Si on prend l'exemple d'une famille avec trois enfants, le coût total annuel atteint les 900 euros par an !

Dans notre commune, malheureusement touchée par la crise, nous craignons que cette participation aux frais n'occasionne, à terme, l'exclusion des plus précarisés de nos concitoyens.

D'aucuns imaginent que les parents au chômage ou émergeant au CPAS ont bien le temps d'accompagner matin, midi et après-midi leurs enfants à l'école. Mais c'est oublier que certains d'entre eux suivent des formations professionnelles, s'investissent bénévolement auprès des associations, ...

En outre, pour une famille où les enfants sont inscrits dans des établissements différents, ces navettes domicile-école deviennent juste techniquement impossibles. Comment amener à l'heure deux enfants à deux endroits différents ?

Et ceci est vrai également pour les familles monoparentales, où encore bien souvent la maman doit se débrouiller seule avec son ou ses enfants et jongler avec un temps partiel qui lui permet de vivre tant bien que mal. Même si le règlement permet une réduction des frais en fonction des revenus il ne s'agit jamais que de 50%. Le solde devra être acquitté et représente dès lors quoiqu'il en soit une surcharge financière non négligeable quand chaque euro compte !

Depuis la mise en place de cette décision, nous pouvons constater que de nombreux enfants, souvent seuls, attendent devant les portes des écoles. Avec l'hiver qui s'annonce rude, nous ne pouvons pas rester les bras croisés et nous taire.

Ces enfants ont-ils le sentiment d'être les bienvenus à l'école ? Quelle image l'école renvoie t'elle ? Est-ce encore un lieu d'accueil, d'éducation ? Quelle valeur l'école pense t'elle véhiculer avec de tels agissements ? Un enfant dont les parents paient, peut entrer au chaud et, celui dont les parents ne peuvent payer, reste dehors et attend. L'école et ses missions deviennent des biens de marchandise ! C'est une honte au principe d'égalité des enfants et à celui de la gratuité de la scolarité obligatoire.

Une des justifications de ces frais réside dans l'amélioration de la qualité de l'accueil. Mais dans ces conditions, à qui va profiter cette amélioration? L'école de demain s'annonce élitiste et à deux vitesses.

Autre constat choquant, aujourd'hui, pour manger sa petite tartine à midi, l'enfant doit payer sa chaise au réfectoire! Où allons-nous!

Dès lors, au regard des différents constats énumérés, nous demandons de mettre fin à cette injustice et réclamons un retour à l'accueil gratuit.

DEMANDE D'UNE INTERPELLATION CITOYENNE

Nous, soussignés, demandons que Natalie Rasson, domiciliée rue Houzeau de Lehaie 23 à Molenbeek-Saint-Jean, puisse présenter nos arguments par le biais de l'interpellation citoyenne ci-dessus au Conseil communal du mercredi 20 novembre.

Nom et prénom	Domicile (Rue, Numéro de maison)	Signature
EL AISSAT: BILAL	RUE HOUZEAU DE LEHAIE 13	
MERTOL EYUP	RUE HOUZEAU DE LEHAIE 3	
HASANI DEMIRCI	RUE RIBAUCCOURT 100	
Marie De Leener	Rue Houzeau de Lehaie 33	
HASSI Aïcha	Rue Houzeau de Lehaie, 35	
BLAISE Lena	Rue Houzeau de Lehaie, 23	
Fermyel Tuitel	Rue Houzeau de Lehaie 16 - 1080 Bruxelles	
Fredric Vandevorde	Rue Houzeau de Lehaie 14 - 1080 Bxl	
Kritoulis Natrana	Rue Houzeau de Lehaie, 11, 1080 Bxl	
Blaise Aïcho	Rue Houzeau de Lehaie, n°23 - 1080 Bxl	

Nom et prénom	Domicile (Rue, Numéro de maison)	Signature
Depredomme Christel	21, Place Voltaine 1080 Nolenbeek	
De Troch Aloysius	Volvaineplein 22 1080 St-Jans-Nolenbeek	
ABID Mohammed	23 Place Voltaine 1080 Nolenbeek	
ABID Fatima	"	"ooo"
EL BOUTZAKATI Fatima	"	
Anne-Marie NDEYE	8 Place Voltaine "	
LACROIX FREDERIC	8 Place Voltaine	
Francine Villigenon	8 Wanten-koekstraat 3	
Van Vermeulen	Verrept-Dekeyserstraat 49 1080 Nolenbeek	
John Vandenberghe	Rue Houzeau de Lehaie 20A	
Natalie Rasson natalierasson@gmail.com	Rue Houzeau de Lehaie, 23	

Nom et prénom	Domicile (Rue, Numéro de maison)	Signature
BOUNDATI MUSTAFA	RUE LE LORRAIN 81 1080 BXL	
AZAOM CHAIB	Rue Verrept Dekeyser 49 1080 PXL	

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de burgers aangaande het verzoek om opheffing van het besluit om een einde te maken aan het gratis karakter van de buitenschoolse opvang.

De Raad neemt kennis.

LE CONSEIL,

Vu l'article 22 de la Nouvelle Loi communale ;

Prend connaissance de la lettre du 19 novembre 2013 par laquelle Madame Laura Pinti présente sa démission en qualité de conseiller communal.

La présente délibération sera transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil prend connaissance.

Ontslagneming van een gemeenteraadslid - Mededeling

DE RAAD,

Gelet op artikel 22 van de Nieuwe Gemeentewet;

NEEMT KENNIS van de brief van 19 november 2013 waarbij Mevrouw Laura Pinti haar ontslag in hoedanigheid van gemeenteraadslid aanbiedt.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de toezichhoudende overheid.

De Raad neemt kennis.

#012/20.11.2013/A/0003# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

Prestation de serment et installation d'un conseiller communal.

LE CONSEIL,

Considérant que Madame Laura Pinti a démissionné de son poste de conseiller communal ; que le conseil communal a pris connaissance de sa lettre de démission en sa séance de ce jour ;

Considérant que la liste n° 6 CDH-CD&V comporte 35 suppléants ;

Considérant qu'il y a lieu d'appeler Monsieur Hassan Ouassari en remplacement de

Madame Laura Pinti ;

Considérant que Monsieur Hassan Ouassari a conservé les conditions d'électorat, qu'il réunit les conditions d'éligibilité prescrites par l'article 65 de la loi électorale communale et qu'il ne se trouve pas dans aucun cas d'incapacité, d'incompatibilité et de parenté prévu par les articles 71 et 73 de la Nouvelle Loi communale ;

ARRETE :

Le nouveau titulaire est admis à entrer en fonction et prête entre les mains de Madame la Bourgmestre le serment suivant :

« Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du Peuple Belge »

Après quoi il est déclaré installé;

Le présent procès-verbal, revêtu de la signature du Conseiller communal installé ce jour, sera adressé à l'Autorité de tutelle.

Le Conseiller communal,

Hassan Ouassari

Le Conseil prend acte.

Eedaflegging en installatie van een gemeenteraadslid.

DE RAAD,

Overwegende dat Mevrouw Laura Pinti ontslag genomen heeft als gemeenteraadslid; de dat de raad kennisgenomen heeft van haar ontslagbrief in zitting van heden

Overwegende dat de lijst nr. CDH-CD&V 35 bijzitters telt;

Overwegende dat Mijnheer Hassan Ouassari dient opgeroepen te worden ter vervanging van Mevrouw Laura Pinti;

Overwegende dat de Heer Hassan Ouassari de kiesvoorwaarden behouden heeft dat hij zich niet in geen enkel geval van onmacht, onverenigbaarheid en verwantschap bevindt voorzien in artikels 71 en 73 van de nieuwe Gemeentewet;

BESLIST :

De nieuwe titularis wordt gemachtigd om in dienst te treden en legt de volgende eed af in

de handen van Mevrouw de Burgemeesters:

“Ik zweer getrouwheid aan de Koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de wetten van het Belgisch Volk”

Waarna hij geïnstalleerd is;

Het huidige proces-verbaal met de ondertekening van het Raadslid dat vandaag geïnstalleerd is, zal aan de Toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

Het Gemeenteraadslid,

Hassan Ouassari

De Raad neemt akte.

#012/20.11.2013/A/0004# **Organisation Générale - Algemene Organisatie
HYDROBRU - Projet de modifications des statuts sociaux.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 et 135 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 56 des statuts sociaux d'HYDROBRU;

Vu l'article 9 de la loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales et l'article 57 des statuts sociaux d'HYDROBRU;

Considérant la décision du Conseil d'Administration d'HYDROBRU du 27 septembre 2013 de soumettre à l'Assemblée générale un projet de modifications statutaires portant sur :

1. la refonte des mécanismes de rétrocession directs et indirects de l'Intercommunales vers les communes associées et l'uniformisation des tarifs d'abonnements à l'échelle de la Région de Bruxelles-Capitale [impact sur les articles 44, 54 bis (nouveau) et 55 des statuts sociaux] ;

2. la suppression du Collège des Commissaires, rendue possible par l'adoption par le Parlement bruxellois d'une ordonnance ad hoc le 1er mars 2012 [impact sur les articles 24, 25, 28, 29, 45, 50, 51, 52 et 66 des statuts sociaux];

3. la reformulation des dispositions statutaires relatives au respect par l'Intercommunale des lois et réglementations linguistiques [impact sur l'article 64 des statuts sociaux];

Considérant la note explicative relative aux modifications susmentionnées présentée par HYDROBRU;

Considérant que les modifications statutaires ainsi proposées sont pertinentes et justifiées en regard des objectifs poursuivis;

Sur proposition du collège des Bourgmestre et Echevins réuni en sa séance du 6 novembre 2013;

DECIDE:

Article unique:

d'approuver les modifications statutaires d'HYDROBRU, telles qu'adressées par l'Intercommunale en date du 9 octobre 2013 au Collège des Bourgmestre et Echevins, en vue de leur entrée en vigueur au 1er janvier 2014.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 25 votes positifs, 14 abstentions.

HYDROBRU - Ontwerp tot wijziging van de statuten.

DE RAAD,

Gelet op de artikelen 117 en 135 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 56 van de statuten van HYDROBRU;

Gelet op artikel 9 van de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales en artikel 57 van de statuten van HYDROBRU;

Gelet op de beslissing van de Raad van Bestuur van HYDROBRU op zijn zitting van 27 september 2013 om aan de Algemene Vergadering een ontwerp tot wijziging van de statuten voor te leggen met betrekking tot:

1. de herziening van de mechanismen voor directe en indirecte retrocessie door de intercommunale aan de aangesloten gemeenten en uniformering van de abonnementsstarieven in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest [impact op de artikelen 44, 54 bis (nieuw) en 55 van de statuten],
2. de afschaffing van het College van Commissarissen, die werd mogelijk gemaakt door de aanneming van een ad-hocordonnantie door het Brussels Parlement op 1 maart 2012 [impact op de artikelen 24, 25, 28, 29, 45, 50, 51, 52 en 66 van de statuten],
3. de herformulering van de statutaire bepalingen over de naleving van de wetten en bepalingen inzake talen door de intercommunale [impact op artikel 64 van de statuten];

Gelet op de door HYDROBRU voorgelegde verklarende nota over de hierboven vermelde wijzigingen;

Overwegende dat de aldus voorgestelde statutenwijzigingen relevant en gerechtvaardigd

zijn gezien de nagestreefde doelstellingen;

Op het voorstel van het college van burgemeester en schepenen vergaderd in zijn zitting van 6 november 2013;

BESLUIT:

Enig artikel:

in te stemmen met de statutenwijzigingen van HYDROBRU, zoals ze door de intercommunale op 9 oktober 2013 werden gestuurd naar het college van burgemeester en schepenen met het oog op de inwerkingtreding ervan op 1 januari 2014.

Onderhavige beraadslaging zal aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
39 stemmers : 25 positieve stemmen, 14 onthoudingen.

#012/20.11.2013/A/0005# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

Secrétariat communal - Congé du secrétaire communal - Remplacement - Ratification.

LE CONSEIL,

Considérant que Monsieur Jacques DE WINNE, Secrétaire communal, sera en congé du samedi 26 octobre 2013 au dimanche 3 novembre 2013;

Considérant qu'il y a lieu de prévoir en son remplacement;

Vu les articles 50 et 51 de la nouvelle loi communale;

DECIDE :

Article unique :

De confirmer la désignation de madame Carine Van Campenhout, Directeur, en qualité de Secrétaire faisant fonction, du samedi 26 octobre 2013 au dimanche 3 novembre 2013, en remplacement de Monsieur Jacques DE WINNE, Secrétaire communal, en congé.

La présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 39 votes positifs.

**Gemeentelijk secretariaat - Verlof van de gemeentesecretaris - Vervanging -
Bekrachtiging.**

DE GEMEENTERAAD,

Gezien de beraadslaging 6 februari 2013 waarbij het College van Burgemeester en Schepenen besloten heeft Mevrouw Carine VAN CAMPENHOUT, Directeur, aan te stellen als waarnemende Secretaris vanaf zaterdag 26 oktober 2013 tot en met zondag 3 november 2013, ter vervanging van de Heer Jacques DE WINNE, Gemeentesecretaris ; Gelet op artikels 50 en 51 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLUIT :

Enig artikel :

De beraadslaging van 6 februari 2013 waarbij het College van Burgemeester en Schepenen besloten heeft Mevrouw Carine VAN CAMPENHOUT, Directeur, aan te stellen als waarnemende Secretaris vanaf zaterdag 26 oktober 2013 tot en met zondag 3 november 2013, ter vervanging van de Heer Jacques DE WINNE, Gemeentesecretaris, te bekrachtigen.

Onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

#012/20.11.2013/A/0006# **Relation Et Action Sociale - Sociale Relaties En Acties**

Octroi d'un subside extraordinaire à l'a.s.b.l. Solidarité Savoir.

LE CONSEIL,

Vu le règlement relatif à l'octroi de subsides communaux arrêté par le Conseil communal, en séance du 19 avril 1984 ;

Vu la demande de subside introduite par l'association Solidarité Savoir pour la phase

2013/2014 de son projet de soutien à l'entrepreneuriat féminin sur la commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que ce projet vise à accompagner des femmes dont l'objectif est de créer une activité génératrice d'emploi de type sociale ou commerciale en région bruxelloise ;
Considérant que pour mener à bien ce projet, l'association « Solidarité Savoir » propose aux participantes les services suivants :

- un accompagnement gratuit, individuel, personnalisé et/ou une réorientation,
- l'organisation d'ateliers, de formations et de rencontres collectives,
- la mise en relation avec des volontaires possédant une expertise dans l'entrepreneuriat ;

Considérant que les crédits sont disponibles à l'article budgétaire 8510/332/02 de l'exercice en cours ;

Considérant que ce subside sera liquidé sur le compte bancaire de l'Association « Solidarité Savoir » ;

DECIDE :

Article 1 :

De proposer au Conseil communal d'accorder un subside extraordinaire d'un montant de € 1000,00 à l'association « Solidarité Savoir » sise Bd. Léopold II, 100 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean 2012 pour le projet de soutien à l'entrepreneuriat féminin sur la commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Article 2 :

D'engager la dépense de € 1000,00 à l'article budgétaire 8510/332-02 de l'exercice en cours et de verser le montant sur le compte bancaire IBAN BE92 5230 8036 9023 de l'association « Solidarité Savoir » ;

Article 3 :

De charger le service Emploi/Economie sociale de prendre les dispositions requises à cet effet.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 39 votes positifs.

Toekenning van een buitengewone subsidie aan de v.z.w. "Solidarité Savoir".

DE RAAD,

Gelet op het reglement betreffende de toekenning van gemeentelijke subsidies, zoals vastgesteld door de Gemeenteraad, in zitting van 19 april 1984 ;

Gelet op het verzoek om een subsidie, ingediend door de vereniging Solidarité Savoir, voor de fase 2013/2014 van haar project ter ondersteuning van het vrouwelijk ondernemerschap in de gemeente Sint-Jans-Molenbeek ;

Overwegende dat dit project gericht is op het begeleiden van vrouwen die zich ten doel stellen in het Brussels gewest een activiteit tot stand te brengen waarbij werkgelegenheid op sociaal of commercieel vlak wordt gecreëerd ;

Overwegende dat de vereniging « Solidarité Savoir », teneinde dit project tot een goed einde te brengen, de volgende diensten voorstelt aan de deelnemers :

- gratis, individuele, gepersonaliseerde begeleiding, en/of heroriëntering,
- organisatie van ateliers, opleidingen en collectieve ontmoetingen,

- het met elkaar in contact brengen van vrijwilligers, die deskundig zijn op het gebied van ondernemerschap ;
Overwegende dat de kredieten ingeschreven zijn onder artikel 8510/332/02 van de begroting van het lopend dienstjaar;
Overwegende dat deze subsidie zal worden betaald op de bankrekening van de Vereniging « Solidarité Savoir » ;

BESLUIT :

Artikel 1:

aan de Gemeenteraad voor te stellen om aan de vereniging « Solidarité Savoir », die gevestigd is in de Leopold II-laan 100, te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, een buitengewone subsidie toe te kennen voor een bedrag van 1000,00 EUR, voor het project ter ondersteuning van het vrouwelijk ondernemerschap in de gemeente Sint-Jans-Molenbeek ;

Artikel 2 :

de uitgave van 1000,00 EUR aan te wenden op artikel 8510/332-02 van de begroting van het lopend dienstjaar, en het bedrag te storten op de bankrekening IBAN BE92 5230 8036 9023 van de vereniging « Solidarité Savoir » ;

Artikel 3 :

de dienst Tewerkstelling/Sociale economie te belasten met het nemen van de vereiste maatregelen te dien einde.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

#012/20.11.2013/A/0007# **Relation Et Action Sociale - Sociale Relaties En Acties**

Octroi d'un subside extraordinaire au Nippon Karaté Club dans le cadre de la participation d'un athlète aux championnats du monde, en Espagne, entre le 7 et 10 novembre 2013.

LE CONSEIL

Considérant que le Nippon Karaté Club est une asbl molenbeekoise ;

Considérant qu'un compétiteur affilié à cette ASBL participe aux championnats du monde de Karaté, en Espagne, entre le 7 et 10 novembre 2013 ;

Considérant l'impact positif de cette participation sur l'image de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant l'intervention modeste de la Fédération Belge de Karaté dans les dépenses auxquelles doit faire face le compétiteur sur place ;

Considérant les exigences qu'impose la formation et la préparation d'un athlète de haut niveau en termes de financement ;

Considérant que ce compétiteur est un espoir sportif reconnu par l'adepts ;

Considérant les crédits disponibles à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours ;

DECIDE :

Article 1 :

d'accorder un subside extraordinaire d'un montant de 500,00 EUR au Nippon Karaté Club, numéro 839813825, sis Rue Mommaerts 67 à 1080 Bxl, dans le cadre de la participation d'un compétiteur affilié à cette ASBL aux championnats du monde, en Espagne, entre le 7 et le 10 novembre 2013 ;

Article 2 :

de verser le montant sur le n° de compte BE80 363 0994869 77 de l'asbl et d'engager la dépense à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 39 votes positifs.

Toekenning van een buitengewone toelage aan de Nippon Karate Club, in het kader van de deelname van en atleet aan de wereldkampioenschappen in Spanje, van 7 tot 10 november 2013

DE RAAD

Overwegende dat de Nippon Karate Club een Molenbeekse v.z.w is ;

Overwegende dat een mededinger, lid van deze VZW, van 7 tot 10 november 2013 deelneemt aan het wereldkampioenschap karate in Spanje ;

Gelet op de positieve impact van deze deelname op het imago van Sint-Jans-Molenbeek ;

Gezien de bescheiden tussenkomst van de Belgische Karate Federatie in de uitgaven waarmee de mededinger ter plaatse wordt geconfronteerd ;

Gelet op de vereisten qua vorming en de voorbereiding van een atleet van hoog niveau in termen van financiering ;

Overwegende dat deze mededinger een door de Adeps erkende sportbelofte is ;

Gezien de kredieten die ingeschreven zijn onder artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopend dienstjaar ;

BESLUIT :

Artikel 1 :

een buitengewone toelage, voor een bedrag van 500,00 EUR, toe te kennen aan de Nippon Karate Club, met nummer 839813825, gelegen Mommaertsstraat 67, te 1080 Brussel, in het kader van de deelname van een mededinger aan de wereldkampioenschappen in Spanje, van 7 tot 10 november 2013 ;

Artikel 2 :

het bedrag te storten op het rekeningnummer BE80 363 0994869 77 van de v.z.w., en de uitgave te verrekenen op artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopend dienstjaar ;

Het onderhavig besluit zal worden overgemaakt aan de voogdijoverheid, conform artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende de administratieve voogdij over de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

#012/20.11.2013/A/0008# **C.L.E.S. Gestion Administrative - CBSU Administratief Beheer**

Asbl « Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek - rpm 449.487.409 » Rapport moral 2012, Comptes de résultats et bilan 2012 - Rapport du Réviseur d'entreprises et Budget 2013.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

**Vzw « Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek – rpr 449.487.409 » :
Jaarverslag 2012, Resultaatrekeningen en balans 2012- Verslag van de
Bedrijfsrevisor en Begroting 2013.**

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

#012/20.11.2013/A/0009# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur**

**Enseignement communal fondamental francophone - Modification de certains
chapitres de tous les règlements d'ordre intérieur des écoles communales
francophones.**

Le point est retiré de l'ordre du jour.

**Gemeentelijk Franstalig basisonderwijs - Wijziging van sommige hoofdstukken van
al de reglementen van inwendige orde van de gemeentelijke franstalige scholen.**

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

#012/20.11.2013/A/0010# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur**

**Enseignement communal fondamental francophone - Approbation du projet
d'établissement de l'Ecole fondamentale communale francophone n°8.**

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Gemeentelijk Franstalig basisonderwijs - Goedkeuring van het schoolproject van

de Franstalige Gemeentelijke basisschool nr 8.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

#012/20.11.2013/A/0011# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur**
Enseignement communal fondamental francophone - Règlement d'ordre intérieur
de l'école fondamentale communale n°8.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Gemeentelijk Franstalig basisonderwijs - Huishoudelijk reglement van de
Franstalige basisschool nr 8.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

#012/20.11.2013/A/0012# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur**
Enseignement fondamental communal francophone - Approbation du projet
d'établissement de l'Ecole primaire communale francophone n°9.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Gemeentelijk Franstalig basisonderwijs - Goedkeuring van het schoolproject van
de Franstalige Gemeentelijke School nr 9.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

#012/20.11.2013/A/0013# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur**
Enseignement fondamental communal francophone - Règlement d'ordre intérieur
de l'école primaire communale n°9.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Gemeentelijk Franstalig basisonderwijs - Huishoudelijk reglement van de
Franstalige gemeentescholen - School 9.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

#012/20.11.2013/A/0014# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur**

Enseignement fondamental communal francophone - Règlement d'ordre intérieur de l'école primaire communale n°11.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Gemeentelijk Franstalig basisonderwijs - Huishoudelijk reglement van de gemeentelijke lagere school nr 11

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

#012/20.11.2013/A/0015# Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur

Enseignement fondamental communal francophone - Règlement d'ordre intérieur de l'école fondamentale communale n°12.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Gemeentelijk Franstalig basisonderwijs - Huishoudelijk reglement van de Franstalige Gemeentelijke Basisschool nr 12.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

#012/20.11.2013/A/0016# Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur

Enseignement fondamental communal francophone - Modification du Règlement d'ordre intérieur de l'école fondamentale communale n°13.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Gemeentelijk Franstalig basisonderwijs - Wijziging van het huishoudelijk reglement van de Franstalige gemeentelijke basisschool nr 13.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

#012/20.11.2013/A/0017# Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur

Enseignement fondamental communal francophone – Modification du Règlement d'Ordre Intérieur de l'école communale fondamentale n°14 – Flûte Enchantée.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Gemeentelijk Franstalig basisonderwijs - Wijziging van het huishoudelijk reglement van de Franstalige basisschool nr 14 - Toverfluit.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

#012/20.11.2013/A/0018# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur**
Enseignement fondamental communal francophone - Règlement d'ordre intérieur
de l'école maternelle communale francophone n°15.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Gemeentelijk Franstalig basisonderwijs - Huishoudelijk reglement van de
Franstalige gemeentelijke kleuterschool nr 15.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

#012/20.11.2013/A/0019# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur**
Enseignement fondamental communal francophone - Règlement d'ordre intérieur
de l'école primaire communale n°16.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Gemeentelijk Franstalig basisonderwijs - Huishoudelijk reglement van de
Franstalige gemeentelijke lagere school nr 16.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

Mohammadi Chahid quitte la séance / verlaat de zitting
Hassan Rahali quitte la séance / verlaat de zitting

#012/20.11.2013/A/0020# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur**
Enseignement fondamental communal francophone – Modification du Règlement
d'ordre intérieur de l'école communale maternelle Korenbeek.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Gemeentelijk Franstalig basisonderwijs - Wijziging van het huishoudelijk
reglement van de Franstalige gemeentelijke kleuterschool Korenbeek.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

#012/20.11.2013/A/0021# **Finances - Financiën**
Emprunt amortissable par tranches annuelles sous la garantie du Service Général

des infrastructures privées subventionnées (S.G.I.P.S.).

LE CONSEIL,

Vu l'obligation dans laquelle se trouve la commune de recourir à l'emprunt pour faire face au paiement de sa quote-part dans la construction d'une nouvelle école angle Bonne-Mariemont ;

Considérant que le Service Général des Infrastructures Privées Subventionnées a décidé en principe de garantir le remboursement en capital, intérêts et accessoires de l'emprunt que la commune contractera pour sa part dans les travaux et d'accorder pour cette même opération une subvention en intérêts ;

Vu la lettre en date du 20 août 2013, par laquelle Belfius Banque marque son accord ferme au sujet d'un prêt de 3.386.289,89 euros ;

DECIDE :

Article 1 :

d'emprunter auprès de Belfius Banque, sous la garantie du S.G.I.P.S un montant de 3.386.289,89 euros qui sera affecté au paiement de sa quote-part dans la dépense précitée.

Article 2 :

d'approuver toutes les stipulations ci-après :

Le crédit sera ouvert à un «compte ouverture de crédit» particulier dès que Belfius Banque sera possession d'une copie de la résolution d'emprunt votée par le Conseil communal, dûment contresignée par le S.G.I.P.S. La date-valeur qui sera appliquée à cette opération sera celle du jour où ce document sera parvenu à Belfius Banque.

A partir de ce moment, Belfius Banque pourra payer directement les créancier de la commune (entrepreneurs, fournisseurs ou ayants droit) sur ordres du receveur communal créés à leur profit et à imputer sur le compte susdit. Ces ordres devront au préalable être contresignés pour accord par le S.G.I.P.S., lequel devra également être mis en possession des documents justifiant les paiements.

Belfius Banque pourra refuser tout prélèvement si toutes les conditions de la présente convention ne sont pas remplies.

Le crédit sera fermé dès que la totalité des fonds aura été prélevée et au plus tard au moment de la 4e échéance semestrielle des intérêts. Si la totalité des fonds n'a pas été prélevée au moment de la fermeture du crédit, le solde non prélevé sera soit
- annulé d'office si la commune renonce à ce solde, soit
- maintenu à la disposition de la commune, en tout ou en partie, moyennant l'accord du S.G.I.P.S.

Le montant non prélevé sur le crédit pourra aussi être annulé si pour une raison quelconque les sommes déjà prélevées deviennent exigible avant terme suite à une dénonciation du crédit par Belfius Banque ou par le S.G.I.P.S. dans le cas où la commune ne respecterait pas les obligations mentionnées dans les conditions générales et spéciales ci-après.

Au moment de la fermeture et après déduction des montants éventuellement annulés, le montant total du crédit, en ce compris les fonds qui n'auraient pas encore été prélevés sera converti en un emprunt.

La conversion de l'ouverture de crédit en un emprunt entraîne la confection d'un tableau « compte de l'emprunt » qui sera adressé à l'emprunteur peu après cette conversion. A ce tableau apparaîtront entre autres l'évolution de la dette ainsi que les dates et montants des amortissements annuels.

Le taux d'intérêt applicable aux montants prélevés pendant la période de l'ouverture du crédit est fixé à la fin du semestre au cours duquel le premier prélèvement de fonds est effectué

Le taux unique par semestre est déterminé sur base de la moyenne arithmétique des OLO 5 ans journaliers de la période débutant le 21^{ème} jour du dernier mois du semestre précédent et se terminant le 20^{ème} jour du dernier mois du semestre en cours. Pour chaque jour non-coté il sera tenu compte du dernier taux connu. Pour autant que le S.G.I.P.S. paie à Belfius Banque une subvention en intérêts sur base de la loi du 29 mai 1959 modifiée par la loi du 11 juillet 1973, l'intérêt à charge de la commune sera par dérogation à ce qui est dit plus haut, ramené au taux non couvert par la subvention.

Le taux d'intérêts est fixe pendant cinq ans à dater de l'ouverture du crédit et est révisable par périodes quinquennale.

Le taux initial sera appliqué durant la première période quinquennale tant sur les montants prélevés sur le compte ouverture du crédit que sur le solde restant dû du prêt résultant de la conversion de l'ouverture de crédit.

Lors des révisions du taux, il sera fait appel aux mêmes critères que ceux retenus à l'occasion de la première fixation du taux d'intérêt, sauf si, de commun accord avec le S.G.I.P.S., Belfius Banque était amené entretemps à adopter de nouvelles dispositions.

Durant la période pendant laquelle le crédit est ouvert, une commission de réservation de 0,25% l'an sera calculée sur les fonds non prélevés. Cette commission ne sera plus due sur la tranche du crédit à laquelle l'emprunteur aurait renoncé.

Les intérêts et commissions de réservation seront portés d'office semestriellement au débit compte courant de la commune.

L'emprunt est conclu pour une durée de 20 ans, ce terme commençant à courir dès l'ouverture du crédit. Le nombre de tranches de remboursement sera fixé comme suit en fonction de l'époque de la fermeture du crédit:

- a) si la fermeture du crédit intervient avant la 2^e échéance semestrielle suivant l'ouverture du crédit, l'emprunt sera amorti en, 20 tranches;
- b) si la fermeture du crédit intervient après la 2^e et avant la 4^e échéance semestrielle suivant l'ouverture du crédit l'emprunt sera amorti en 19 tranches ;
- c) si la fermeture du crédit intervient à la 4^e échéance semestrielle suivant l'ouverture du crédit, c'est-à-dire à la date ultime pour la fermeture du crédit l'emprunt sera amorti en 18 tranches.

Le montant des tranches sera déterminé en multipliant le montant de l'emprunt préalablement divisé par mille, par les coefficients indiqués ci-dessous.

Coefficients de remboursement d'un prêt de 1.000 EUR

ANNEES	5 ANS			10 ANS			15 ANS			20 ANS			30 ANS		
	3t.	4t.	5t.	8t.	9t.	10t.	13t.	14t.	15t.	18t.	19t.	20t.	28t.	29t.	30t.
1 e année	-	-	164	-	-	63	-	-	31	-	-	17	-	-	6
2 e année	-	215	180	-	74	69	-	36	35	-	20	20	-	7	7
3 e année	302	237	198	87	81	76	41	39	38	22	21	21	7	7	7
4 e année	332	261	218	97	89	83	45	43	42	24	24	23	9	8	8
5 e année	366	287	240	105	98	92	49	48	46	27	26	26	9	9	9
6 e année				117	108	101	54	52	51	29	28	28	10	10	10
7 e année				128	118	111	60	58	56	32	32	31	10	11	11
8 e année				141	131	123	66	63	61	35	34	34	12	12	12
9 e année				155	143	134	72	70	67	39	39	37	14	13	13
10 e année				170	158	148	79	76	75	43	41	41	14	14	14
11 e année							88	85	81	47	47	46	16	16	16
12 e année							96	92	90	52	50	49	18	18	17
13 e année							106	102	99	56	56	55	19	19	19
14 e année							116	113	108	63	61	60	21	21	21
15 e année							128	123	120	69	68	67	24	23	23
16 e année										75	74	73	25	26	26
17 e année										84	82	80	29	28	27
18 e année										91	90	88	31	31	31
19 e année										101	98	97	34	34	34
20 e année										111	109	107	38	37	37
21 e année													41	41	41
22 e année													46	46	45
23 e année													50	49	50
24 e année													55	55	54
25 e année													61	60	60
26 e année													66	67	66
27 e année													74	73	72
28 e année													81	80	80
29 e année													88	88	88
30 e année													98	97	96

Au cas où la commune procéderait à des remboursements anticipés, Belfius Banque pourra lui réclamer le paiement d'une indemnité égale à 3 mois d'intérêts au taux plein de l'emprunt sur le montant remboursé anticipativement. Dans le cas où les sommes remboursées anticipativement seraient à charge du S.G.I.P.S., et moyennant préavis de 30 jours donné à Belfius Banque, l'indemnité ci-dessus ne sera pas due. Les remboursements anticipés ne pourront s'effectuer qu'après accord préalable de Belfius Banque et à condition qu'ils proviennent de ressources propres de la commune et non de fonds empruntés ailleurs. Ils seront affectés à l'apurement des tranches les plus éloignées.

Les tranches annuelles d'amortissement seront portées d'office au débit du compte courant de la commune.

La première tranche échera :

- lors de la 2e échéance semestrielle suivant le dernier prélèvement ou l'annulation du solde non prélevé sur le crédit ;
- au plus tard, 3 ans environ après la date de la présente résolution.

La date exacte de cette échéance, qui sera fixée à un premier juillet ou à un 31 décembre, sera arrêtée par Belfius Banque et portée à la connaissance de la commune au moment de la fermeture de crédit ; les tranches suivantes se succéderont à 1 an d'intervalle.

Lorsque le montant définitif du subside sera connu et s'il s'avère alors que le montant qui entre finalement en ligne de compte pour la garantie du S.G.I.P.S. et pour la subvention en intérêts est dépassé, la commune devra supporter la charge de ce dépassement. A cet effet, Belfius Banque est autorisé à convertir la partie non garantie par le S.G.I.P.S. en un emprunt normal dont les charges sont d'office prélevées à leurs échéances au compte courant de l'emprunteur et elles seront couvertes par les recettes de cette emprunteur centralisées auprès de Belfius Banque.

Au cas où la présente délibération serait annulée ou suspendue par l'autorité de tutelle, Belfius Banque se réservera le droit de prélever sur le compte courant de la commune :

- le montant du débit éventuel de « compte ouverture de crédit » ou la dette de l'emprunt ;
- les subventions en intérêts payées éventuellement par le S.G.I.P.S.

La commune s'engage, jusqu'à l'échéance finale de ses emprunts auprès Belfius Banque, à prendre toutes les dispositions utiles afin d'assurer le versement sur son compte ouvert auprès de cette Société, de toutes les sommes qui y sont actuellement centralisées

- soit en vertu de la loi notamment :

sa quote-part dans le Fonds des Communes et dans tout autre Fonds qui viendrait à s'y ajouter ou à le remplacer

le produit des centimes additionnels communaux aux impôts de L'Etat, de la Province, de la Région ainsi que le produit des taxes communales perçues par l'Etat

la quotité autorisée des subventions de fonctionnement accordées en vertu de l'article 32 de la loi de 29 mai 1959

- soit en vertu d'une convention, et ce nonobstant toute modification éventuelle de mode de perception de ces recettes.

La commune autorise irrévocablement Belfius Banque à affecter les recettes susmentionnées au paiement des intérêts semestriels, des commissions de réservation et des remboursements annuels, qui seront portés, à leurs échéances respectives, au débit du compte courant ainsi qu'au prélèvement éventuel dont question ci-dessus.

La présente autorisation donnée par la commune vaut délégation irrévocable au profit de Belfius Banque. En cas d'insuffisance des recettes susmentionnées pour le paiement des charges d'emprunt échues ainsi que pour le prélèvement éventuel repris plus haut, la commune s'engage à faire parvenir directement à Belfius Banque le montant nécessaire pour parfaire le paiement de sa dette en cas de retard à y ajouter des intérêts éventuels calculés au taux du jour depuis l'échéance jusqu'au jour inclus où les fonds parviendront à la Société.

Conditions Générales

Lieu et date de paiements

A chaque échéance les charges (tranches de remboursement et intérêts au taux plein) de l'emprunt seront imputées au débit du compte courant de la commune auprès de Belfius Banque.

Pour autant que le S.G.I.P.S. ait constitué une provision suffisante, la subvention en intérêts sera portée valeur de l'échéance, au crédit dudit compte courant.

Exigibilité avant terme

Belfius Banque se réserve le droit d'exiger le remboursement immédiat de toutes les sommes prélevées sur le crédit, sans préavis ni mise en demeure, dans les cas suivants, et ce moyennant un simple avis recommandé dont l'envoi sera suffisamment justifié par la production de récépissé délivré par la poste :

1. Si les montants prélevés sur le crédit n'étaient pas employés exclusivement aux fins convenues pendant toute la durée de l'opération.
2. Au cas où se révélerait inexactes ou incomplètes les déclarations faites par la commune dans la présente convention ou les renseignements fournis par elle à Belfius Banque ou à ses délégués, soit pour l'instruction de la demande, soit pendant la durée du crédit.
3. Et, en général, si la commune ne remplissait pas ponctuellement les obligations contractées par elle aux termes de la présente convention, ainsi que dans tous les cas d'exigibilité avant terme prévus ou à prévoir par la loi.

Assurance-incendie

La commune s'engage à faire assurer le biens construit ou acquis au moyen du présent crédit, contre les risques de l'incendie, de la foudre, des explosions, des chutes d'avions et d'autres dangers dont ils peuvent être menacés et contre tous dommages à en résulter et ce jusqu'à l'entière libération en principal, intérêts et accessoires.

Cette assurance devra être conclue pour une valeur jugée suffisante par Belfius Banque auprès d'une ou des compagnies agréées pas celle-ci.

Frais, honoraires et débours

Les frais, droits et honoraires quelconques dus en raison du présent acte et de son exécution, seront supportés par la commune. Belfius Banque sera en droit de réclamer à la commune les frais relatifs aux contrôles qu'elle serait amené à effectuer en matière d'utilisation des fonds provenant du crédit aux fins convenues, si ces contrôles lui étaient imposés par le S.G.I.P.S. et qu'elle estimera qu'ils sortent du cadre des contrôles qu'elle effectue habituellement en la matière.

La commune s'oblige à rembourser à Belfius Banque dans la quinzaine de la demande, tous débours faits par celle-ci, notamment pour frais de procédure et de contrôle ; à défaut d'être remboursés dans la quinzaine, ces débours produiront intérêt jusqu'au jour de leur remboursement effectif et à dater de leur décaissement par Belfius Banque au taux du contrat, compte non tenu de la subvention accordée par le Fonds de garantie en vue de réduire les intérêts à charge de la commune.

Emploi des fonds

La commune s'engage à informer immédiatement Belfius Banque s'il y a lieu, de ce que l'affection du crédit aux fins prévues n'est pas ou n'est plus possible.

Tout prélèvement sur le crédit sera subordonné à la production de documents (ex. : quittance) admis par le S.G.I.P.S. prouvant l'utilisation du crédit à la réalisation du projet d'investissement pour lequel il a été ouvert. Ces pièces justificatives seront jointes aux ordres de prélèvement que la commune remet au S.G.I.P.S. pour visa préalable avant leur exécution par Belfius Banque. La commune devra en outre transmettre au S.G.I.P.S. jusqu'à la réalisation complète du programme prévu, des relevés trimestriels donnant les dépenses effectuées (paiements frais) et les dépenses engagées (commandes passées et paiements à effectuer dans un proche avenir) en vue de la réalisation du programme.

Ces relevés devront être arrêtés à la fin de chaque trimestre et autant que possible, les chiffres seront ventilés entre les différents postes importants du programme à réaliser.

Conditions spéciales découlant des dispositions de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement

L'opération s'effectuant sous la garantie du S.G.I.P.S. et moyennant l'octroi d'une subvention, la commune est tenue de respecter les obligations imposées par la loi en vertu de laquelle les avantages sont accordés.

Dans le but de faciliter à la commune la bonne compréhension de ces obligations, mais sans qu'il puisse en découler, pour Belfius Banque, une responsabilité quelconque en cas d'oubli ou d'omission, les obligations et prescriptions découlant des textes légaux sont rappelées ci-après :

- a) la commune doit, pendant toute la durée du crédit, utiliser aux fins et conditions prévues les immeubles et le matériel construit ou acquis au moyen du crédit consenti ;
- b) elle s'interdit, sans accord préalable du S.G.I.P.S., d'aliéner lesdits immeubles et matériel ou de les donner en garantie au profit de tiers avant le complet remboursement du crédit et s'oblige à en aviser le S.G.I.P.S. dès qu'elle pourra prévoir qu'elle sera amenée à aliéner ou à cesser d'utiliser aux fins et conditions prévues lesdits immeubles et matériel.
- c) elle s'engage à se conformer aux conditions requises pour bénéficier des avantages légaux ou mises à l'octroi de ces avantages et elle déclare que tous les renseignements fournis par elle sont exacts ;
- d) elle s'engage à fournir à Belfius Banque ainsi qu'au Ministre des Finances et au S.G.I.P.S., les renseignements nécessaires à la sauvegarde des intérêts de S.G.I.P.S., ainsi que les justifications de l'utilisation du crédit aux fins prévues et de la bonne exécution du programme d'investissement approuvé ; elle s'oblige à permettre la visite de ses installations par les délégués des Ministres des Finances, de l'Education Nationale compétant et du S.G.I.P.S. chargés de l'application de la loi et à leur fournir tous renseignements utiles ;
- e) elle marque expressément son accord pour que Belfius Banque donne aux Ministres compétents et au S.G.I.P.S. tous éclaircissements sur la réalisation du programme et leur signale les inexactitudes et les lacunes des déclarations faites par elle. Elle autorise même Belfius Banque à faire connaître aux Ministres et au S.G.I.P.S. , le cas échéant, les causes de dénonciation du crédit.

Belfius Banque aura le droit de réclamer le remboursement immédiat des sommes prélevées sur le crédit si la commune n'exécute pas l'une ou l'autre des prescriptions préappelées ou vient à perdre le bénéfice de la loi.

Toutefois, en cas d'infraction au paragraphe B littera a) ci-dessus, ce droit d'exiger le remboursement avant terme sera limité aux sommes qui n'auront pas été utilisées aux fins et conditions prévues.

Le remboursement sera demandé sans mise en demeure quelconque, autre qu'un simple avis recommandé dont l'envoi sera suffisamment justifié par la production du récépissé délivré par la poste.

La présente délibération est soumise à la tutelle générale conformément à la loi communale et aux décrets applicables ainsi qu'au contreseing du S.G.I.P.S.

Le pouvoir organisateur est tenu de prévenir immédiatement par lettre recommandée, Belfius Banque et le S.G.I.P.S. de toute mesure prise par l'autorité de tutelle à l'égard de la présente délibération.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

37 votants : 34 votes positifs, 3 abstentions.

Lening terug te betalen met jaarlijkse tranches onder waarborg van de Service Général des Infrastructures privées subventionnées (S.G.I.P.S.).

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeente genoodzaakt is een lening aan te gaan tot het dekken van haar aandeel in het bouwen van een nieuwe school hoek Bonne-Mariemont;
Aangezien de "Service Général des Infrastructures Privées Subventionnées" principieel beslist heeft de terugbetaling te waarborgen in kapitaal, interesten en bijbehorende onkosten van de lening die de gemeente zal aangaan voor haar aandeel in de werken ;
Gelet op de brief van 20 augustus 2013 waarbij Belfius Bank haar akkoord verleent met een lening van 3.386.289,89 euro;

BESLUIT :

Artikel 1 :

bij Belfius Bank, onder waarborg van de S.G.I.P.S.; een bedrag van 3.386.289,89 euro te lenen dat aangewend zal worden tot de betaling van haar aandeel in bovenvermelde uitgave.

Artikel 2 :

Keurt al de hierna vermelde bepalingen goed:

Het krediet zal worden geopend op een afzonderlijke « rekening kredietopening » zodra Belfius Bank in het bezit zal zijn van een afschrift van het leningbesluit genomen door de Gemeenteraad, medeondertekend door de S.G.I.P.S. De valutatum die voor deze verrichting zal toegepast worden, zal deze zijn van de dag waarop dit document bij Belfius Bank zal zijn toegekomen.

Vanaf dat moment zal Belfius Bank de schuldeisers van de gemeente (aannemers, leveranciers of rechthebbenden) rechtstreeks kunnen betalen, tegen overlegging van orders in hun voordeel opgesteld door de gemeenteontvanger en te boeken op bovenvermelde rekening. Deze orders zullen medeondertekend worden door de

S.G.I.P.S., die tevens in het bezit zal gesteld worden van de documenten die de betaling rechtvaardigen.

Belfius Bank mag elke opneming weigeren, indien niet al de voorwaarden van onderhavige overeenkomst vervuld zijn.

Het krediet zal gesloten worden op het moment dat het geheel der fondsen opgenomen is of ten laatste bij de 4e semestriële vervaldag van de interesten. Indien het geheel der fondsen niet opgenomen werd bij het sluiten van het krediet, zal het niet opgenomen saldo ofwel:

- ambtshalve geannuleerd worden indien de gemeente aan dit saldo verzaakt, ofwel
- geheel of gedeeltelijk ter beschikking gesteld worden op aanvraag van de gemeenten en mits het akkoord van de S.G.I.P.S.

Het niet opgenomen kredietbedrag zal ook kunnen worden geannuleerd indien om een of andere reden de reeds opgenomen bedragen vervroegd opeisbaar worden als gevolg van een opzegging door Belfius Bank of door de S.G.I.P.S. ingeval de gemeente de hiernavermelde algemene of bijzondere voorwaarden niet in acht neemt.

Bij de sluiting van het krediet en na aftrek van de eventueel geannuleerde bedragen zal het totale bedrag van het krediet met inbegrip van de eventueel nog niet gebruikte fondsen omgezet worden in een lening.

De omzetting van de kredietopening in een lening geeft aanleiding tot de opstelling van een tabel "rekening van de lening" die aan de ontlener zal worden toegestuurd kort na deze omzetting. Op deze tabel zullen onder meer de evolutie van de schuld vermeld worden, evenals de data en bedragen van de jaarlijkse aflossingen.

De rentevoet van toepassing op de opgenomen bedragen gedurende de periode van kredietopening wordt vastgesteld op het einde van het semester waarin de eerste opneming werd gedaan.

De rentevoet per semester wordt bepaald op basis van het rekenkundige gemiddelde van de OLO 5 jaar van de periode die aanvangt op de 21e dag van de laatste maand van het vorige semester en eindigt op de 20e dag van de laatste maand van het lopende semester. Voor elke niet-genoteerde dag zal rekening worden gehouden met de laatst gekende rentevoet. Voor zover de S.G.I.P.S. aan Belfius Bank een rentetoelage uitbetaalt op basis van de wet van 29 mei 1959, gewijzigd bij de wet van 11 juli 1973, zal de interest ten laste van de gemeente, in afwijking van wat hieronder volgt, teruggebracht worden tot het percentage dat niet gedekt wordt door de toelage.

De rentevoet blijft vast gedurende vijf jaar te rekenen vanaf de opening van het krediet en is vervolgens te herzien per vijfjaarlijkse periode.

De oorspronkelijke rentevoet zal dus toegepast worden gedurende de eerste vijfjaarlijkse periode zowel op de opgenomen bedragen op de rekening kredietopening als op de schuld van de lening die voortvloeit uit de omzetting van de kredietopening.

Bij de herziening van de rentevoet zullen dezelfde criteria toegepast worden als deze waarin is voorzien bij de bepaling van de oorspronkelijke rentevoet, tenzij Belfius Bank, met het akkoord van de S.G.I.P.S., intussen nieuwe schikkingen zou hebben getroffen.

Gedurende de periode dat het krediet geopend is, zal een reserveringsprovisie berekend worden van 0,25 % 's jaars op de niet opgenomen bedragen. Deze provisie zal niet meer verschuldigd zijn voor de tranche waaraan de ontleners verzaakt zou hebben.

De interesten en de reserveringsprovisies zullen ambtshalve op elke semestriële vervaldag geboekt worden op het debet van de rekening-courant van de gemeente.

De lening wordt aangegaan voor een looptijd van 20 jaar ; deze termijn begint te lopen van bij de opening van het krediet. Het aantal terugbetalingstranches zal als volgt bepaald worden volgens het moment waarop het krediet gesloten wordt:

- a) zo het krediet gesloten wordt vóór de 2e semestriële vervaldag volgend op de opening van het krediet, zal de lening aflosbaar zijn bij 20 tranches;
- b) zo het krediet gesloten wordt na de 2e en vóór de 4e semestriële vervaldag volgend op de opening van het krediet, zal de lening aflosbaar zijn bij 19 tranches ;
- c) zo het krediet gesloten wordt op de 4e semestriële vervaldag volgend op de opening van het krediet, d.w.z. op de uiterste datum voor de sluiting van het krediet, zal de lening terugbetaalbaar zijn bij 18 tranches.

Het bedrag van de tranches zal bepaald worden door het bedrag van de lening, vooraf gedeeld door duizend, te vermenigvuldigen met elk van de hierna volgende coëfficiënten.

Terugbetalingscoëfficiënten voor een lening van 1.000 EUR.

Jaren	5 Jaren			10 Jaren			15 Jaren			20 Jaren			30 Jaren		
	3t.	4t.	5t.	8t.	9t.	10t.	13t.	14t.	15t.	18t.	19t.	20t.	28t.	29t.	30t.
1 e jaar	-	-	164	-	-	63	-	-	31	-	-	17	-	-	6
2 e jaar	-	215	180	-	74	69	-	36	35	-	20	20	-	7	7
3 e jaar	302	237	198	87	81	76	41	39	38	22	21	21	7	7	7
4 e jaar	332	261	218	97	89	83	45	43	42	24	24	23	9	8	8
5 e jaar	366	287	240	105	98	92	49	48	46	27	26	26	9	9	9
6 e jaar				117	108	101	54	52	51	29	28	28	10	10	10
7 e jaar				128	118	111	60	58	56	32	32	31	10	11	11
8 e jaar				141	131	123	66	63	61	35	34	34	12	12	12
9 e jaar				155	143	134	72	70	67	39	39	37	14	13	13
10 e jaar				170	158	148	79	76	75	43	41	41	14	14	14
11 e jaar							88	85	81	47	47	46	16	16	16
12 e jaar							96	92	90	52	50	49	18	18	17
13 e jaar							106	102	99	56	56	55	19	19	19
14 e jaar							116	113	108	63	61	60	21	21	21
15 e jaar							128	123	120	69	68	67	24	23	23
16 e jaar										75	74	73	25	26	26
17 e jaar										84	82	80	29	28	27
18 e jaar										91	90	88	31	31	31
19 e jaar										101	98	97	34	34	34
20 e jaar										111	109	107	38	37	37

De gemeente verbindt zich er tot de einddatum van haar leningen bij Belfius Bank toe om alle nodige maatregelen te nemen om de storting op haar bij deze maatschappij geopende rekening te verzekeren van al de sommen die er op dit ogenblik gecentraliseerd worden,

- hetzij uit hoofde van de wet, o.a.

- haar aandeel in het gemeentefonds en in elk ander fonds dat dit zou vervangen of aanvullen,
- de opbrengst van de gemeentelijke opcentiemen op de rijks- en provinciebelastingen, alsmede de opbrengst van de gemeentebelastingen geïnd door de Staat,
- de toegelaten quotiteit van de werkingstoelagen toegekend krachtens artikel 32 van de wet van 29 mei 1959

- hetzij uit hoofde van een overeenkomst, en dit niettegenstaande elke eventuele wijziging in de manier van inning van deze inkomsten.

De gemeente geeft onherroepelijk aan Belfius Bank machtiging om deze inkomsten aan te wenden tot de betaling van de semestriële interesten, van de reserveringsprovisie en van de jaarlijkse delgingen die op hun respectieve vervaldagen op het debet van de rekening-courant zullen geboekt worden, evenals tot de eventuele bovenvermelde afname.

Deze door de gemeente gegeven machtiging geldt als onherroepelijke delegatie ten voordele van Belfius Bank. Mochten de voorvermelde ontvangsten ontoereikend zijn voor de betaling van de vervallen leninglasten, evenals voor de eventueel bovenvermelde afname, dan gaat de gemeente de verbintenis aan om bij Belfius Bank onmiddellijk het nodige bedrag te storten om de vervallen schuld volledig af te betalen, en, ingeval zij hierbij ten achter blijft, er verwijlinteresten bij te voegen, berekend tegen de op dat ogenblik van kracht zijnde rentevoet, vanaf de vervaldag tot en met de dag waarop de gelden bij de maatschappij toekomen.

A. Algemene voorwaarden

Plaats en datum van de betalingen

Op elke vervaldag zullen de leninglasten (terugbetalingstranches en interesten berekend tegen de volle rentevoet) op het debet van de rekening-courant van de gemeente bij Belfius Bank geboekt worden.

Voor zover de S.G.I.P.S. een voldoende voorziening zal aangelegd hebben, zal de rentetoeelage op het credit van de rekening-courant geboekt worden, met valutadatum van de vervaldag.

Vervroegde opeisbaarheid

Belfius Bank behoudt zich het recht voor om zonder opzegging of ingebrekestelling de onmiddellijke terugbetaling te eisen van alle op het krediet opgenomen sommen in de volgende gevallen en dit mits het overleggen van een aangetekend bericht waarvan de verzending voldoende zal bewezen zijn door het door de posterijen afgeleverde

ontvangstbewijs.

1. Indien gedurende de hele duur van de verrichting de op het krediet opgenomen bedragen niet uitsluitend voor het overeengekomen doel worden gebruikt.
2. Indien de verklaringen gedaan door de gemeente in onderhavige overeenkomst of indien de inlichtingen door de gemeente verstrekt aan Belfius Bank of aan haar afgevaardigden, hetzij voor het onderzoek van de kredietaanvraag, hetzij gedurende de duur van het krediet, onjuist of onvolledig zouden blijken te zijn.
3. En, in het algemeen, indien de gemeente de verbintenissen door haar aangegaan volgens de bepalingen van onderhavige overeenkomst, niet stipt naleeft, alsook in alle gevallen van vervroegde opeisbaarheid waarin de wet voorziet of nog zal voorzien.

Brandverzekering

De gemeente verbindt zich ertoe de gebouwen, opgericht of aangekocht door middel van onderhavig krediet, te laten verzekeren tegen de risico's van brand, van blikseminslag, van ontploffingen, van neerstorting van vliegtuigen en van andere gevaren waardoor zij bedreigd kunnen worden, en tegen alle daaruit voortvloeiende schade en zulks tot de volledige terugbetaling in hoofdsom, interesten en bijkomende lasten.

Deze verzekering zal voor een door Belfius Bank voldoende geachte waarde moeten afgesloten worden bij een of meer verzekeringsmaatschappijen door haar aanvaard.

Onkosten, honoraria en uitgaven

Gelijk welke onkosten, rechten en honoraria, verschuldigd ingevolge onderhavige akte en haar tenuitvoerlegging, zullen ten laste vallen van de gemeente.

Belfius Bank zal het recht hebben om van de gemeente de betaling te eisen van de kosten betreffende de controles waartoe het inzake de aanwending van de op het krediet opgenomen bedragen zou moeten overgaan, indien deze controles haar door de S.G.I.P.S. worden opgelegd, en als zij van oordeel is dat zij buiten het kader vallen van de controles die zij op dat gebied gewoonlijk uitvoert.

De gemeente verbindt zich ertoe om binnen vijftien dagen na het verzoek aan Belfius Bank al de door haar gedane uitgaven, onder meer voor procedure- en controlekosten, terug te betalen; indien deze uitgaven niet worden terugbetaald binnen vijftien dagen zal hierop tot op de dag van de werkelijke terugbetaling en te rekenen vanaf de dag dat deze uitgaven door Belfius Bank werden gedaan, een interest verschuldigd zijn berekend tegen de rentevoet van het contract, zonder rekening te houden met de gebeurlijk door het Waarborgfonds toegekende rentetoelage met het oog op de vermindering van de interesten ten laste van de gemeente.

Gebruik der fondsen

De gemeente verbindt zich ertoe Belfius Bank onmiddellijk in te lichten indien het krediet niet of niet meer voor de voorziene doeleinden kan worden gebruikt.

Elke opneming van het krediet zal gestaafd worden door het voorleggen van documenten (bv. kwijtschriften), aanvaard door de S.G.I.P.S., die de aanwending van het krediet voor de realisatie van het investeringsproject bewijzen. Deze bewijsstukken zullen bij de afnemingsorders gevoegd worden, die de gemeente aan de S.G.I.P.S. ter visering voorlegt, vóór de uitvoering ervan door Belfius Bank.

De gemeente zal daarenboven tot na de volledige uitvoering van het voorziene

programma aan de S.G.I.P.S. trimestriële staten voorleggen van de gedane uitgaven (gedane betalingen) en de aangegane verbintenissen (gedane bestellingen en uit te voeren betalingen in een nabije toekomst) om het voorziene programma te realiseren. Deze staten moeten worden afgesloten op het einde van elk trimester en de cijfers zullen in de mate van het mogelijke uitgesplitst worden over de verschillende belangrijke posten van het te realiseren programma.

B. Bijzondere voorwaarden die voortvloeien uit de beschikkingen van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van bepaalde beschikkingen van de wetgeving op de het onderwijs

Daar de verrichting tot stand wordt gebracht met de waarborg van de S.G.I.P.S. en met toekenning van een toelage, is de gemeente ertoe gehouden de verplichtingen na te leven die haar zijn voorgeschreven door de wet in uitvoering waarvan de voordelen worden toegekend.

Ten einde de gemeente in staat te stellen de juiste draagwijdte van deze verplichtingen gemakkelijker te begrijpen, maar met afwijzing van iedere verantwoordelijkheid voor Belfius Bank in geval van vergetelheid of verzuim, wordt hierna herinnerd aan de verplichtingen en voorschriften die voortvloeien uit de wetteksten:

- a) de gemeente moet de gebouwen en het materieel, opgericht of aangekocht door middel van het toegestane krediet, gedurende heel de looptijd van het krediet gebruiken overeenkomstig de voorziene doeleinden en voorwaarden;
- b) zij gaat de verbintenis aan om, zonder het voorafgaande akkoord van de S.G.I.P.S., voormelde gebouwen en materieel niet te vervreemden noch ze in waarborg te geven ten gunste van derden, vóór de volledige terugbetaling van het krediet, en zij verbindt zich ertoe om de S.G.I.P.S. ervan op de hoogte brengen zodra zij kan voorzien dat zij er zou kunnen toe gebracht worden om de bewuste gebouwen en het materieel te vervreemden of niet langer te kunnen gebruiken overeenkomstig de voorziene doeleinden en voorwaarden;
- c) zij verbindt zich ertoe de voorwaarden na te leven die gesteld zijn om de wettelijke voordelen te kunnen genieten en die vereist zijn voor de toekenning van deze voordelen en zij verklaart dat al de door haar verstrekte inlichtingen juist zijn;
- d) zij verbindt zich ertoe aan Belfius Bank alsmede aan de minister van Financiën en de S.G.I.P.S. alle inlichtingen nodig voor de vrijwaring van de belangen van de S.G.I.P.S. te verstrekken, alsmede verantwoording te geven van de besteding van het krediet volgens de voorziene doeleinden en van de nauwkeurige uitvoering van het goedgekeurde investeringsprogramma; zij verbindt zich ertoe haar installaties te laten bezichtigen door de afgevaardigden van de minister van Financiën, de minister bevoegd voor Nationale Opvoeding en van het S.G.I.P.S. belast met de toepassing der wet en hun alle voor hun opdracht nuttige inlichtingen te verstrekken. Belfius Bank heeft eveneens het recht de installaties te bezichtigen en alle nuttige inlichtingen te verkrijgen;
- e) zij gaat er uitdrukkelijk mee akkoord dat Belfius Bank aan de bevoegde ministers en de S.G.I.P.S. alle inlichtingen in verband met de verwezenlijking van het programma verstrekt en hun tevens in voorkomend geval alle onjuistheden of leemten in de door haar afgelegde verklaringen mededeelt. Zij geeft zelfs aan Belfius Bank toelating om eventueel aan de ministers en de S.G.I.P.S. de redenen van opzegging van het krediet bekend te maken.

Belfius Bank zal het recht hebben de onmiddellijke terugbetaling van de op het krediet opgenomen sommen te eisen indien de gemeente een van de hierboven bedoelde beschikkingen niet naleeft of het voordeel van de wet zou verliezen. In geval van inbreuk op paragraaf B, littera a) hiervoor wordt het recht om de vervroegde terugbetaling te vorderen, evenwel beperkt tot de bedragen die niet overeenkomstig de voorziene doeleinden en voorwaarden zouden gebruikt zijn.

De terugbetaling zal gevorderd worden zonder enige andere ingebrekestelling of gerechtelijke formaliteit dan een eenvoudig aangetekend schrijven, waarvan de verzending voldoende zal bewezen worden door de overlegging van het door de postbode afgeleverde ontvangstbewijs.

Dit besluit is onderworpen aan het algemeen toezicht bepaald bij artikels 86 en 87 van de gemeentewet en de toepasselijke decreten, alsook aan de medeondertekening door de S.G.I.P.S.

De inrichtende macht dient zowel Belfius Bank als de S.G.I.P.S. onmiddellijk door middel van een aangetekend schrijven op de hoogte stellen van elke maatregel van administratief toezicht waardoor dit leningsbesluit wordt getroffen.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
37 stemmers : 34 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

#012/20.11.2013/A/0022# **Finances - Financiën**

Budget communal 2013 - Rectification des résultats présumés de l'exercice 2012 inscrits au budget initial 2013.

LE CONSEIL,

Vu l'article 9 du nouveau Règlement général sur la comptabilité communale qui stipule que, aussitôt que le compte budgétaire de l'exercice précédent est arrêté, l'excédent ou le déficit estimé qui a été porté au budget de l'année en cours est remplacé par celui résultant du compte ainsi arrêté, par voie de modification budgétaire ;

Considérant, dès lors, que le résultat présumé de l'exercice 2012 inscrit au budget initial 2013 à l'article 0600/951/01 pour le service ordinaire et à l'article 0600/992/51 pour le service extraordinaire doit être corrigé, dans la mesure où les résultats du compte budgétaire 2012 sont connus ;

Considérant que le résultat budgétaire du compte de l'exercice 2012 se présente comme suit :

Service ordinaire - € 1.540.220,58

Service extraordinaire - € 20.028.782,07

DECIDE

Article unique:

D'approuver la rectification des résultats présumés de l'exercice 2012 inscrits au budget initial 2013.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

37 votants : 37 votes positifs.

Gemeentebegroting 2013 - Aanpassing van de vermoedelijke resultaten van het dienstjaar 2012 ingeschreven in de aanvangsbegroting 2013.

DE RAAD,

Gezien artikel 9 van het Reglement op de gemeentelijke boekhouding dat bepaalt dat, van zodra de begrotingsrekening van het vorig dienstjaar is vastgesteld, het vermoedelijk overschot of tekort dat op de begroting van het lopend dienstjaar werd gebracht, door middel van begrotingswijzigingen, vervangen wordt door het vastgesteld resultaat van de rekening ;

Overwegende dat het vermoedelijk resultaat van het dienstjaar 2012 ingeschreven in de aanvangsbegroting 2013 op artikel 0600/951/01 voor de gewone dienst en op artikel 0600/992/51 voor de buitengewone dienst, moet verbeterd worden in die zin dat de resultaten van de begrotingsrekening 201 gekend zijn ;

Overwegende dat het resultaat van de begrotingsrekening van het dienstjaar 2012 zich als volgt vaststelt :

Gewone dienst : - € 1.540.220,58

Buitengewone dienst : - € 20.028.782,07

BESLUIT

Enig artikel:

de aanpassing van de vermoedelijke resultaten van het dienstjaar 2012 ingeschreven in de aanvangsbegroting 2013 goed te keuren.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

Sarah Turine entre en séance / treedt in zitting

Christian Magérus entre en séance / treedt in zitting

#012/20.11.2013/A/0023# **Logement-Propriétés Communales - Huisvesting-Gemeentelijke Eigendommen**
Adoption du Contrat Logement entre la Région de Bruxelles-Capitale et la
commune de Molenbeek-Saint-Jean.

LE CONSEIL,

Considérant le Droit au Logement reconnu tant par la Déclaration universelle des Droits de l'Homme que la Constitution ;

Considérant la Note de politique générale 2012-2018 et plus spécifiquement son volet intitulé « Un logement plus accessible et plus durable », lequel prévoit la construction ou la prise en gestion publique d'au moins 800 logements, de même que la rénovation des logements sociaux existants, la régulation du marché privé, ainsi que la gestion et la transparence de la politique du logement ;

Considérant la nécessité de développer une politique du logement coordonnée entre les différents opérateurs présents sur le territoire de la commune (SLRB/Logement molenbeekois, Fonds du Logement, SDRB, Commune, CPAS, AIS, associations etc.) ;

Considérant la nécessité de rénover le parc de logements publics existant ;

Considérant la nécessité de concrétiser les projets existants d'ouverture de logements publics et d'en développer de nouveaux pour faire face au boom démographique et à la crise du logement ;

Considérant les opportunités nouvellement offertes par l'adoption de plusieurs plans particuliers du sol en terme de développement de logements et d'infrastructures sur des terrains communaux ;

Considérant la nécessité d'établir une programmation des différentes opérations de construction, pour en anticiper leur impact sur le développement des quartiers, tout en assurant une bonne mixité sociale ;

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale constitue un acteur essentiel du développement de la politique du logement à Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant la possibilité offerte à la Commune par la Région à travers son Secrétaire d'Etat au Logement de conclure un « Contrat Logement » reprenant les engagements de chacune des parties pour la période 2013-2019, dans le cadre d'un projet-pilote ;

Considérant que ce contrat détaille les projets régionaux et communaux en matière d'investissements, de développements stratégiques, de régulation, de gestion et d'accompagnement social ;

Considérant que ce contrat prévoit la mise en place d'une coordination et d'une évaluation régulière, laquelle inclut un rapport régulier au Conseil communal ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 09.10.2013 ;

D E C I D E :

Article 1 :

D'adopter le « Contrat Logement 2013-2019 » porté par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et la Région de Bruxelles-Capitale ;

Article 2 :

De charger l'Echevin du Logement et la Division Logement d'en coordonner la mise en

œuvre.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 25 votes positifs, 14 abstentions.

Aanneming van een Huisvestingscontract tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Sint-Jans-Molenbeek

DE RAAD,

Overwegende dat het Recht op Huisvesting zowel door de Universele verklaring van de Rechten van de Mens als door de Grondwet wordt erkend ;

Gezien de Algemene beleidsnota 2012-2018 en meer in het bijzonder haar luik met als titel « Huisvesting die toegankelijker en duurzamer is », waarin de bouw of het in openbaar beheer nemen van minstens 800 woningen voorzien is, alsook de renovatie van de bestaande sociale woningen, de regulering van de private markt, evenals het beheer en de transparantie van het huisvestingsbeleid ;

Gezien de noodzaak om een gecoördineerd huisvestingsbeleid te ontwikkelen tussen de verschillende operatoren (SLRB/Logement molenbeekoï, Woningfonds, GOMB, Gemeente, OCMW, SVK's, verenigingen, enz.) die op het grondgebied van de gemeente aanwezig zijn

Considérant la nécessité de développer une politique du logement coordonnée entre les différents opérateurs présents sur le territoire de la commune ;

Gezien de noodzaak om het bestaande openbare woningpark te renoveren ;

Gezien de noodzaak om de bestaande projecten voor de opening van openbare woningen te concretiseren en er nieuwe te ontwikkelen om tegemoet te komen aan de demografische expansie en de woningcrisis ;

Gezien de nieuwe geboden mogelijkheden door de aanneming van verscheidene bijzondere bestemmingsplannen in termen van de ontwikkeling van woningen en infrastructuur op terreinen van de gemeente ;

Gezien de noodzaak om een programmering van de verschillende bouwingrepen vast te leggen, om te anticiperen op de impact op de ontwikkeling van de wijken, en tegelijk een goede sociale mix te verzekeren ;

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een wezenlijke initiatiefnemer vormt van de ontwikkeling van een huisvestingsbeleid in Sint-Jans-Molenbeek ;

Gezien de mogelijkheid die aan de Gemeente wordt geboden door het Gewest via zijn Staatssecretaris voor Huisvesting om een « Huisvestingscontract » te sluiten dat de verbintenissen vermeldt van elk van de partijen voor de periode 2013-2019, in het kader van een stuurproject ;

Overwegende dat dit contract de gewestelijke en gemeentelijke voorstellen detailleert on het gebied van investeringen, strategische ontwikkelingen, regulering, beheer en sociale begeleiding ;

Overwegende dat dit contract voorziet in het opzetten van een coördinatie en een regelmatige evaluatie, welke een regelmatig verslag inhoudt aan de Gemeenteraad ;
Geizne artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.10.2013 ;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Het « Huisvestingscontract 2013-2019 », dat door de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt gedragen, aan te nemen ;

Artikel 2 :

De Schepen van Huisvesting en de Afdeling Huisvesting te belasten om er de uitvoering van te coördineren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
39 stemmers : 25 positieve stemmen, 14 onthoudingen.

#012/20.11.2013/A/0024# **Logement-Propriétés Communales - Huisvesting-Gemeentelijke Eigendommen**
Sécurisation des logements sociaux – Programme de subsidiation 2007 – Paiement
du subside de la SCRL Le Logement Molenbeekois.

LE CONSEIL,

Vu l'Arrêté du 6 décembre 2007 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale accordant une subvention aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale pour des travaux de sécurisation de logements sociaux ;

Considérant que sur l'allocation de base 10.007.28.03.63.21 du budget 2007, intitulée « subventions aux communes pour les investissements en matière de sécurité », un montant de 1.566.230, 23 EUR est réservé à des projets spécifiques de logement sociaux ;
Considérant que la répartition de ce montant prévoyait une enveloppe de 146.257, 18 EUR pour les projets situés sur le territoire de la commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Vu sa délibération du 19 février 2009, décidant :

Article 1

D'approuver les sites proposés par la s.c.r.l. Le Logement Molenbeekois et la Commune dans le cadre du programme 2007 de subsidiation octroyé par la Région de Bruxelles-Capitale en soutien à la politique de sécurisation des logements sociaux, à savoir :

Pour la s.c.r.l. « Le Logement Molenbeekois »

Sites	Estimation en €
Boulevard du Jubilé, 42	8.000,00
Boulevard E. Machtens, 2-6	10.000,00
Boulevard E. Machtens, 14-24	20.000,00
Rue F. Brunfaut, 36-38	14.000,00

Rue F. Brunfaut, 40	6.000,00
Rue Ev. Pierron, 34	6.000,00
Parvis Saint-Jean-Baptiste, 26-27	16.073,00
Rue de l'Escaut, 153	6.000,00
Av. Mahatma Gandhi, 6-10	10.000,00

Pour la Commune :

Sites	Estimation en €
Rue des Quatre-Vents, 186	12.500,00
Rue Sainte-Marie, 37	12.500,00
Petite rue Courtois, 1	12.500,00
Boulevard Léopold II, 101-103	12.500,00

Article 2

D'approuver le projet d'avenant à la convention de partenariat, établi par le service des Propriétés communales, entre la Commune et la S.C.R.L. « Le Logement Molenbeekois » précisant les projets retenus par chacune des parties ;

Considérant que les travaux exécutés par la S.C.R.L « Le Logement Molenbeekois » dans le cadre de ce subside ont été réceptionnés et que la SCRL a sollicité la liquidation de ce subside portant sur un montant de 96.257,18 EUR à la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que l'article 6 de l'Arrêté du 6 décembre 2007 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale prévoit que les subventions sont versées sur le compte bancaire des communes qui les verseront le cas échéant au bénéficiaire ;

Considérant que l'Administration Communale a reçu ce paiement en date du 11 septembre 2013 et qu'il y a lieu de le verser à la S.C.R.L « Le Logement Molenbeekois » ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'art. 3000/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 23.10.2013 ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

D E C I D E :

Article 1

D'engager la dépense relative au programme régional de subsidiation 2007 dans le cadre de la sécurisation des logements sociaux à l'art. 3000/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 et de la couvrir par le subside ;

Article 2

De charger le Receveur Communal d'effectuer le paiement du subside de 96.257,18 EUR en faveur de la S.C.R.L « Le Logement Molenbeekois », parvis Saint- Jean Baptiste, 27 à 1080 Bruxelles -TVA BE 0401.984.331.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 39 votes positifs.

Beveiliging van de sociale woningen – Subsidiëringsprogramma 2007 – Betaling van de subsidie van de CVBA “Le Logement Molenbeekois”.

DE RAAD,

Gezien het Besluit van 6 december 2007 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dat een subsidie toekent aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk gewest voor beveiligingswerken aan sociale woningen

Overwegende dat op de basistoewijzing 10.007.28.03.63.21 van de begroting 2007, met als benaming « subsidies aan de gemeenten voor de investeringen op het vlak van de veiligheid », een bedrag van 1.566.230, 23 EUR gereserveerd is voor specifieke projecten voor sociale woningen ;

Overwegende dat de herverdeling van dit bedrag een enveloppe van 146.257, 18 EUR voorziet voor projecten die op het grondgebied van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek zijn gelegen ;

Gezien zijn beraadslaging d.d. 19 februari 2009 houdende beslissing :

Artikel 1

De plaatsen voorgelegd door de C.V.B.A. “Le Logement Molenbeekois” en de Gemeente in het kader van het subsidiëringsprogramma 2007 toegekend door het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest in steun aan de beveiligingspolitiek van sociale woningen goed te keuren, te weten:

Voor de C.V.B.A. "Le Logement Molenbeekois"

Plaatsen	Raming in EUR
Jubelfeestlaan 42	8.000,00
E. Machtenslaan 2-6	10.000,00
E. Machtenslaan 14-24	20.000,00
F. Brunfautstraat 36-38	14.000,00
F. Brunfautstraat 40	6.000,00
Ev. Pierronstraat 34	6.000,00
Sint-Jan-Baptiste voorplein 26-27	16.073,00
Scheldestraat 153	6.000,00
Mahatma Gandhilaan 6-10	10.000,00

Voor de Gemeente:

Plaatsen	Raming in EUR
Vier-Windenstraat 186	12.500,00
Sint-Mariastraat 37	12.500,00
Korte Courtoisstraat 1	12.500,00
Leopold II laan 101-103	12.500,00

Artikel 2

Over te gaan tot de goedkeuring van het ontwerp van aanhangsel aan de partnerschapsovereenkomst, opgesteld door de dienst Gemeentelijke Eigendommen, tussen de Gemeente en de C.V.B.A. "Le Logement Molenbeekois" die voorziet in de ontwerpen gekozen door elke partij.

Overwegende dat de werken die in het kader van deze subsidie werden uitgevoerd door de C.V.B.A. « Le Logement Molenbeekois » opgeleverd zijn en dat de C.V.B.A. aan het Brussels Hoofdstedelijk gewest de verrekening gevraagd heeft ten belope van een bedrag van 96.257,18 EUR ;

Overwegende dat artikel 6 van het Besluit van 6 december 2007 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voorziet dat de subsidies op de bankrekening van de gemeenten worden gestort die ze in voorkomend geval aan de begunstigde zullen doorstorten ;

Overwegende dat het Gemeentebestuur deze betaling op 11 september 2013 heeft ontvangen en dat ze moet worden doorgestort aan de C.V.B.A. « Le Logement Molenbeekois » ;

Overwegende dat de nodige kredieten zijn ingeschreven op artikel 3000/724/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2013 ;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen d.d. 23.10.2013;

Gezien artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

B E S L U I T:

Artikel 1:

Deze uitgave subsidiëringsprogramma 2007 in het kader van beveiliging van de sociale woningen aan te rekenen op artikel 3000/724/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2013 en ze te dekken door de subsidie ;

Artikel 2:

De Gemeenteontvanger te belasten met het verrichten van de betaling van de subsidie van 96.257,18 EUR ten gunste van de C.V.B.A. « Le Logement Molenbeekois », Sint-Jan-Baptistvoorplein 27 te 1080 Brussel - BTW BE 0401.984.331.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

#012/20.11.2013/A/0025# **Logement-Propriétés Communales - Huisvesting-Gemeentelijke Eigendommen**
Sécurisation des logements sociaux – Programme de subside 2008 – Paiement
du subside de la SCRL Le Logement Molenbeekois.

Vu l'Arrêté du 8 mai 2008 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale accordant une subvention aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale pour des travaux de sécurisation de logements sociaux ;
Considérant que sur l'allocation de base 10.007.28.03.63.21 du budget 2008, intitulée « subventions aux communes pour les investissements en matière de sécurité », un montant de 1.566.230, 23 EUR est réservé à des projets spécifiques de logement sociaux ;
Considérant que la répartition de ce montant prévoyait une enveloppe de 146.257, 18 EUR pour les projets situés sur le territoire de la commune de Molenbeek-Saint-Jean ;
Vu sa délibération du 19 février 2009, décidant :

Article 1

De solliciter le subside, d'un montant de € 146.257,18, octroyé par la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre du programme 2008 de soutien à la politique de sécurisation des logements sociaux;

Article 2

D'approuver le projet de convention de partenariat, établi par le service des Propriétés communales, entre la Commune et la S.C.R.L.

« Le Logement molenbeekois » prévoyant la répartition des interventions et des montants.

Considérant que les travaux exécutés par la S.C.R.L « Le Logement Molenbeekois » dans le cadre de ce subside ont été réceptionnés et que la SCRL a sollicité la liquidation de ce subside portant sur un montant de 146.257,18 EUR à la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que l'article 6 de l'Arrêté du 8 mai 2008 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale prévoit que les subventions sont versées sur le compte bancaire des communes qui les verseront le cas échéant au bénéficiaire ;

Considérant que l'Administration Communale a reçu ce paiement en date du 11 septembre 2013 et qu'il y a lieu de le verser à la S.C.R.L « Le Logement Molenbeekois » ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'art. 3000/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 23.10.2013 ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

D E C I D E :

Article 1

D'engager la dépense relative au programme régional de subsidiation 2008 dans le cadre de la sécurisation des logements sociaux à l'art. 3000/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 et de la couvrir par le subside ;

Article 2

De charger le Receveur Communal d'effectuer le paiement du subside de 146.257,18 EUR en faveur de la S.C.R.L « Le Logement Molenbeekois », parvis Saint- Jean Baptiste, 27 à 1080 Bruxelles -TVA BE 0401.984.331.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 39 votes positifs.

Beveiliging van de sociale woningen – Subsidiëringsprogramma 2008 – Betaling van de subsidie van de CVBA “Le Logement Molenbeekois”.

DE RAAD,

Gezien het Besluit van 8 mei 2008 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dat een subsidie toekent aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk gewest voor beveiligingswerken aan sociale woningen

Overwegende dat op de basistoewijzing 10.007.28.03.63.21 van de begroting 2008, met als benaming « subsidies aan de gemeenten voor de investeringen op het vlak van de veiligheid », een bedrag van 1.566.230, 23 EUR gereserveerd is voor specifieke projecten voor sociale woningen ;

Overwegende dat de herverdeling van dit bedrag een enveloppe van 146.257, 18 EUR voorziet voor projecten die op het grondgebied van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek zijn gelegen ;

Gezien zijn beraadslaging d.d.19 februari 2009 houdende beslissing :

Artikel 1

De plaatsen voorgelegd door de C.V.B.A. “Le Logement Molenbeekois” en de Gemeente in het kader van het subsidiëringsprogramma 2008 toegekend door het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest in steun aan de beveiligingspolitiek van sociale woningen goed te keuren;

Artikel 2

Over te gaan tot de goedkeuring van het ontwerp van aanhangsel aan de partnerschapsovereenkomst, opgesteld door de dienst Gemeentelijke Eigendommen, tussen de Gemeente en de C.V.B.A. “Le Logement Molenbeekois” die voorziet in de ontwerpen gekozen door elke partij.

Overwegende dat de werken die in het kader van deze subsidie werden uitgevoerd door de C.V.B.A. « Le Logement Molenbeekois » opgeleverd zijn en dat de C.V.B.A. aan het Brussels Hoofdstedelijk gewest de verrekening gevraagd heeft ten belope van een bedrag van 146.257,18 EUR ;

Overwegende dat artikel 6 van het Besluit van 8 mei 2008 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voorziet dat de subsidies op de bankrekening van de gemeenten worden gestort die ze in voorkomend geval aan de begunstigde zullen doorstorten ;
Overwegende dat het Gemeentebestuur deze betaling op 11 september 2013 heeft ontvangen en dat ze moet worden doorgestort aan de C.V.B.A. « Le Logement Molenbeekois » ;

Overwegende dat de nodige kredieten zijn ingeschreven op artikel 3000/724/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2013 ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen d.d. 23.10.2013;
Gezien artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

B E S L U I T:

Artikel 1:

Deze uitgave subsidiëringsprogramma 2008 in het kader van beveiliging van de sociale woningen aan te rekenen op artikel 3000/724/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2013 en ze te dekken door de subsidie ;

Artikel 2:

De Gemeenteontvanger te belasten met het verrichten van de betaling van de subsidie van 146.257,18 EUR ten gunste van de C.V.B.A. « Le Logement Molenbeekois », Sint-Jan-Baptistvoorplein 27 te 1080 Brussel - BTW BE 0401.984.331.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

#012/20.11.2013/A/0026# **Logement-Propriétés Communales - Huisvesting-Gemeentelijke Eigendommen**
Centre Communautaire Maritime - Rue Vandenboogaerde, 89-91-93 - Occupation
de bureaux par l'ASBL GSARA.

LE CONSEIL,

Considérant que l'ASBL GSARA, active dans le domaine de la formation socio-politique du citoyen, a émis le souhait de renouveler la convention d'occupation des bureaux au Centre Communautaire Maritime ;

Considérant que l'ASBL GSARA s'engage à mettre en place annuellement 250 heures d'activités sur le quartier Maritime dans le cadre de son travail d'éducation permanente pour un public adulte (16 ans et plus) tel que défini à l'axe 1 du décret de la Communauté Française du 17 juillet 2003 sur l'Education permanente ;

Considérant que ces activités feront l'objet d'une évaluation annuelle réalisée conjointement avec l'asbl « Centre Communautaire Maritime » ;

Considérant que l'ASBL GSARA occupera deux bureaux et une réserve ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de conclure une nouvelle convention d'occupation entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et l'ASBL GSARA pour une durée limitée de 3 ans ;

Considérant que cette convention prévoit un loyer mensuel de 100,00 EUR assorti de charges forfaitaires d'un montant de 75,00 EUR , soit 175,00 EUR par mois ;

Considérant que cette convention a été soumise au service des Affaires juridiques ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins ;

DECIDE:

Article 1 :

D'approuver le projet de convention d'occupation, pour une durée de 3 ans, par l'ASBL

GSARA, de deux bureaux et d'une réserve du Centre Communautaire Maritime sis rue Vandenboogaerde, 89-91-93 ;

Article 2 :

De fixer le montant du loyer mensuel à la somme de 100 EUR, augmentée de 75 EUR en guise de forfait pour les charges locatives.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 39 votes positifs.

Gemeenschapscentrum Maritiem - Vandenboogaerdestraat 89-91-93 - Gebruik van kantoorlokalen door de vzw GSARA.

DE RAAD,

Overwegende dat de vzw "GSARA", actief op het gebied van de sociaal-politieke opvoeding van de burger, de wens heeft geuit om de gebruiksovereenkomst van de kantoorlokalen in het Gemeenschapscentrum "Maritiem" te hernieuwen ;
Overwegende dat de vzw "GSARA" zich ertoe verbindt jaarlijks 250 uren activiteiten in de Maritiemwijk op touw te zetten in het kader van haar werk van permanente opvoeding voor een volwassen publiek (16 jaar en ouder) zoals vastgesteld in as 1 van het decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 17 juli 2003 over Permanente opvoeding;
Overwegende dat deze activiteiten het voorwerp zullen uitmaken van een jaarlijkse evaluatie samen met de vzw "Gemeenschapscentrum Maritiem" ;
Overwegende dat de vzw "GSARA" twee kantoorlokalen en een opbergplaats zal gebruiken;
Overwegende dat het daarom nodig is om een nieuwe gebruiksovereenkomst te sluiten tussen het Gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en de vzw "GSARA" voor een beperkte duur van 3 jaar;
Overwegende dat deze overeenkomst voorziet in een maandelijks gebruiksrecht van 100,00 EUR verhoogd met een bedrag van 75,00 EUR als forfaitaire lasten, hetzij 175,00 EUR per maand;
Overwegende dat deze overeenkomst voorgelegd werd aan de Dienst Juridische Zaken;
Gezien artikel 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT:

Artikel 1 :

De ontwerpovereenkomst voor het gebruik, door de vzw "GSARA" voor een duur van 3 jaar, van twee kantoorlokalen en een opbergplaats van het Gemeenschapscentrum "Maritiem" gelegen Vandenboogaerdestraat 89-91-93, goed te keuren;

Artikel 2 :

De maandelijks huurprijs op 100,00 EUR vast te leggen, verhoogd met een bedrag van 75,00 EUR als forfaitaire lasten.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

#012/20.11.2013/A/0027# **Logement-Propriétés Communales - Huisvesting-Gemeentelijke Eigendommen**
Convention entre la Commune de Molenbeek-St-Jean et le Port de Bruxelles
relative à l'occupation par la péniche communale du Quai aux Matériaux.

LE CONSEIL,

Revu sa délibération du 28/08/2013 décidant d'approuver le projet de convention entre la Commune de Molenbeek-St-Jean et le Port de Bruxelles relative à l'occupation gratuite par la péniche communale du Quai aux Matériaux jusqu'au 31.12.2014 ;
Considérant que le Conseil d'Administration du Port de Bruxelles a finalement décidé de ne pas accorder une occupation gratuite et qu'il demande le paiement forfaitaire de 100,00 EUR par an pour amarrer la péniche communale au quai des Matériaux du 01/09/2013 au 31/12/2014 ;

Vu le contrat de concession entre le Port de Bruxelles et la Commune de Molenbeek-Saint-Jean amendé en ce sens (articles 4 et 5) ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 06.11.2013 ;

D E C I D E :

Article unique :

D'approuver le contrat de concession amendé (articles 4 et 5) entre la Commune de Molenbeek-St-Jean et le Port de Bruxelles relatif à l'occupation, moyennant un paiement forfaitaire de 100,00 EUR par an, par la péniche communale du Quai aux Matériaux jusqu'au 31.12.2014.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 39 votes positifs.

Overeenkomst tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de Haven van Brussel met betrekking tot het gebruik van de Materialenkaai door het gemeentelijke woonschip.

DE RAAD,

In herziening van zijn beraadslaging d.d. 28/08/2013 houdende goedkeuring van de ontwerpovereenkomst tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de Haven van

Brussel met betrekking tot het gratis gebruik van de Materialenkaai door het gemeentelijke woonschip tot en met 31.12.2014;
Overwegende dat de Raad van Bestuur van de Haven van Brussel uiteindelijk beslist heeft om het gratis gebruik niet toe te staan en dat hij het forfaitaire betaling van 100 EUR per jaar vraagt om het gemeentelijke woonschip aan te meren aan de Materialenkaai vanaf 01/09/2013 tot en met 31/12/2014;
Gelet op de concessieovereenkomst tussen de Haven van Brussel en de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek die in die zin (artikel 4 en 5) werd gewijzigd;
Gezien artikel 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet ;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepen d.d. 06.11.2013;

B E S L U I T

Einig artikel :

De gewijzigde concessieovereenkomst (artikel 4 en 5) tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de Haven van Brussel, met betrekking tot het gebruik van de Materialenkaai door het gemeentelijke woonschip tot en met 31.12.2014 tegen een forfaitaire betaling van 100,00 EUR per jaar, goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

#012/20.11.2013/A/0028# **Logement-Propriétés Communales - Huisvesting-Gemeentelijke Eigendommen**
Convention d'occupation précaire du rez-de-chaussée sis place Communale, 28,
cadastré 337x3 - 2ème division - Section B.

LE CONSEIL,

Considérant la demande d'utilisation des locaux du rez-de-chaussée du bâtiment sis place Communale, 28 cadastré 337x3 , 2ème division section B ;

Considérant que le demandeur souhaite utiliser le rez-de-chaussée pour y installer son bureau de chantier dans le cadre des travaux de rénovation de la place Communale, 28 ;

Considérant que s'agissant d'un chantier communal, cette occupation se fera à titre gratuit ;

Prend connaissance du projet de convention d'occupation;

Considérant que cette convention a été soumise au service des Affaires juridiques ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 23 octobre 2013 ;

D E C I D E :

Article 1 :

D'approuver le projet de convention d'occupation précaire des locaux du rez-de-chaussée sis place Communale, 28 cadastré 337x3, 2ème division, section B afin d'y installer le bureau de chantier dans le cadre des travaux de rénovation de la place Communale ;

Article 2 :

D'approuver la gratuité de l'occupation.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 39 votes positifs.

Bruikleenovereenkomst van het gelijkvloers gelegen Gemeenteplaats 28, gekadastréerd 337x3 - 2e afdeling - Sectie B.

DE RAAD,

Gelet op de vraag voor het gebruik van de lokalen van het gelijkvloers van het gebouw gelegen Gemeenteplaats 28 gekadastréerd 337x3, 2e afdeling sectie B ;

Overwegende dat de aanvrager het gelijkvloers wenst te gebruiken om er zijn kantoor voor de werf te installeren in het kader van de herinrichtingswerken van de Gemeenteplaats ;

Overwegende dat dit gebruik gratis zal zijn omdat het om een gemeentelijke werf gaat ;
Neemt kennis van het ontwerp van bruikleenovereenkomst;

Overwegende dat deze overeenkomst voorgelegd is aan de dienst Juridische Zaken;

Gezien artikel 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen d.d. 23 oktober 2013 ;

B E S L U I T :

Artikel 1 :

Het ontwerp van bruikleenovereenkomst van de lokalen van het gelijkvloers gelegen Gemeenteplaats 28 gekadastréerd 337x3, 2e afdeling sectie B goed te keuren om er het kantoor voor de werf te installeren in het kader van de herinrichtingswerken van de Gemeenteplaats ;

Artikel 2 :

Het gratis karakter van het gebruik goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

#012/20.11.2013/A/0029# **Travaux Publics Et Travaux De Voirie - Openbare Werken En Wegenwerken**
Nouvelle Loi communale article 234 alinéa 3 - Marchés publics - Communication
des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins - CC13.0054.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale notamment l'article 234§3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006 ;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins relatives à la passation de marchés par procédure négociée en vertu de l'article 26§1-1^oa) et l'article 53§2 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services ;

EST INFORME DES DECISIONS DU COLLEGE SUIVANTES :

- 23 octobre 2013 - Travaux Publics – Marché de travaux - Remplacement du revêtement de sol au service urbanisme – Projet - 60.500,00 EUR TVAC – Art. 1040/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 - Fonds d'emprunt ;
- 16 octobre 2013 - Travaux Publics – Marché de travaux relatif à la restauration du monument situé Square des libérateurs – Projet –66.000,00 EUR TVAC – Art. 4210/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 - Fonds d'emprunt ;
- 06 novembre 2013 - Travaux Publics – Marché de travaux – Sécurisation des entrées du Stade Henri pévenage – Projet - 50.000,00 EUR TVAC - Art. 7640/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 - Fonds d'emprunt ;
- 06 novembre 2013 - Travaux Publics – Marché de fourniture - Fourniture et placement relatif à la salle beudin – clôture de l'entrée – projet - 4.000,00 EUR TVAC - Art. 7640/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 - Fonds d'emprunt ;
- 06 novembre 2013 - Travaux Publics – Marché de travaux relatif au Stade Machtens – Remplacement des châssis de la conciergerie – projet - 31.000,00 EUR TVAC - Art. 9220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 - Fonds d'emprunt ;
- 06 novembre 2013 - Travaux Publics – Marché de fourniture – Fourniture et placement de stores dans les écoles (phases 4) – projet - 75.000,00 EUR TVAC - Art. 7220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 - Fonds d'emprunt ;

ET DECIDE

Article unique:

D'approuver le mode de financement des dépenses susvisées.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 39 votes positifs.

Nieuwe Gemeentewet artikel 234 alinea 3 - Overheidsopdrachten - Mededeling van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen - GR13.0054.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234§3 zoals gewijzigd door de ordonnanties van 17 juli 2003 en 9 maart 2006 ;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij opdrachten gegund worden door onderhandelingsprocedure volgens artikel 26§1, 1° a) en artikel 53§2 van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ;

WORDT GEÏNFORMEERD VAN DE VOLGENDE BESLISSINGEN VAN HET COLLEGE :

- 23 oktober 2013 – Openbare Werken – Werkenopdracht – Vervanging van de vloerbekleding bij de dienst stedenbouw – Ontwerp – 60.500,00 EUR btw inbegrepen - Art. 1040/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013 – Leningsgelden;
- 16 oktober 2013 – Openbare Werken – Werkenopdracht betreffende de Verandering van de vloerbekleding – Stedenbouwdienst - Ontwerp – 66.000,00 EUR btw inbegrepen – Art. 4210/731/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013 – Leningsgelden;
- 06 november 2013 – Openbare Werken – Werkenopdracht - Beveiligingswerken aan de ingangen van de Stadium Henri pévenage – Ontwerp – 50.000,00 EUR btw inbegrepen – Art. 7640/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013 – Leningsgelden;
- 06 november 2013 – Openbare Werken – Leveringopdracht - Levering en plaatsing betreffende de Beudin zaal – afsluiting van de ingang – Ontwerp – 4.000,00 EUR btw inbegrepen – Art. 7640/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013 – Leningsgelden;
- 06 november 2013 – Openbare Werken – Werkenopdracht betreffende het Machtens stadion – Vervanging van de ramen van de conciërgewoning – Ontwerp – 31.000,00 EUR btw inbegrepen – Art. 9220/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013 – Leningsgelden;
- 06 november 2013 – Openbare Werken – Leveringopdracht - Levering en plaatsing van jaloezieën in de scholen (fase 4) – Ontwerp – 75.000,00 EUR btw inbegrepen – Art. 7220/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013 – Leningsgelden;

EN BESLUIT

Enig artikel:

De financieringswijze van de bovenvermelde uitgaven goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

#012/20.11.2013/A/0030# **Travaux Publics Et Travaux De Voirie - Openbare Werken En Wegenwerken**
Nouvelle Loi communale article 236 alinéa 2 - Marchés publics - Communication
des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins - CC13.0053.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale notamment l'article 236§2 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006 ;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins relatives à la modification de marchés publics en cours entraînant une dépense supplémentaire de plus de 10%, en vertu des art. 7 et 8 de l'A. R. du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

EST INFORME DES DECISIONS DU COLLEGE SUIVANTES :

- 23 octobre 2013 – Travaux Publics – Ecole communale n°9 – Prégardiennat – Rue du Gulden Bodem, 2 – Construction d'un nouveau bâtiment – Adaptation de la dépense - Avenant n°1 au cahier spécial des charges – 14.520,00 EUR TVAC – Art. 8440/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 – Fonds d'emprunt ;
- 23 octobre 2013 – Travaux Publics – Marché de services d'auteur de projet en vue de la rénovation lourde et du réaménagement des hangars de la rue de l'Intendant, 63/65 et de l'ensemble du bien immobilier situé rue des Quatre-Vents, 25/31 – Adaptation de la dépense – 18.128,32 EUR TVAC – Art. 1370/724/60 et Art. 1040/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 – Fonds d'emprunt;
- 06 novembre 2013 – Travaux Publics – Rénovation lourde et réaménagement des hangars de la rue de l'Intendant, 63/65 – Adaptation de la dépense – 79.449,70 EUR TVAC – Art. 1040/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 – Fonds d'emprunt ;
- 06 novembre 2013 – Travaux Publics – Ecole communale 13bis, rue des Béguines, 101 – Marché de travaux relatif à la fourniture et au placement de deux classes pavillonnaires et d'un sanitaire central – Adaptation de la dépense – 8.652,53 EUR TVAC – Art. 7220/723/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 – Fonds d'emprunt ;
- 06 novembre 2013 – Travaux Publics – Restauration des galeries funéraires du Cimetière communal – Travaux de stabilisation d'ornement - Adaptation de la dépense – 798,60 EUR TVAC – Art. 8780/725/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 –

Fonds d'emprunt ;

- 23 octobre 2013 – Travaux Publics – Marché de services pour l'entretien et la réparation en cas de panne des installations de chauffage dans les bâtiments communaux – Adaptation de la dépense – 11.460,62 EUR TVAC – Art. 0000/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 – Fonds d'emprunt ;

- 13 novembre 2013 – Mission d'auteur de projet en vue de la construction de logements à la rue Ransfort, 40 – Marché de services - Adaptation de la dépense - Avenant n°1 au cahier spécial des charges – Marché de services – 114.950,00 EUR TVAC – art. 9220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 – fonds d'emprunt ;

- 20 novembre 2013 - Marché de services en vue de l'entretien et la réparation en cas de panne des systèmes de détection intrusion et incendie dans les bâtiments communaux – adaptation de la dépense - Avenant n°1 au cahier spécial des charges – 48.664,02 EUR TVA comprise - Art 0000/125/06 du budget ordinaire l'exercice 2013 et de la couvrir par fonds d'emprunt.

ET DECIDE

Article unique:

D'approuver le mode de financement des dépenses susvisées.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 39 votes positifs.

Nieuwe Gemeentewet artikel 236 alinea 2 - Overheidsopdrachten - Mededeling van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen - GR13.0053.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 236§2 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003 en 9 maart 2006 ;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen m.b.t. het wijzigen van de aangang zijnde overheidsopdrachten die een bijkomende uitgave van meer dan 10% teweeg brengen krachtens art. 7 en 8 van het K.B. van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken ;

WORDT GEÏNFORMEERD VAN DE VOLGENDE BESLISSINGEN VAN HET COLLEGE :

- 23 oktober 2013 – Openbare Werken – Gemeenteschool 9 – Kinderkribbe – Gulden Bodemstraat 2, Nieuwbouw - Aanpassing van de uitgave - Aanhangsel 1 aan het bijzonder bestek – 14.520,00 EUR btw inbegrepen – Art. 8440/724/60 van de

buitengewone begroting van het dienstjaar 2013 – Leningsgelden;

- 23 oktober 2013 – Openbare Werken – Dienstenopdracht met een ontwerper met het oog op de zware renovatie en herinrichting van de loodsen Opzichterstraat 63/65 en van het geheel van het pand gelegen Vierwindenstraat 25/31 – aanpassing van de uitgave – 18.128,32 EUR btw inbegrepen – Art. 1370/724/60 en Art. 1040/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013 – Leningsgelden;
- 06 november 2013 – Openbare Werken – Zware renovatie en herinrichting van de hangars in de Opzichterstraat 63/65 – Aanpassing van de uitgave – 79.449,70 EUR btw inbegrepen – Art. 1040/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013 – Leningsgelden;
- 06 november 2013 – Openbare Werken - Gemeenteschool nr 13bis, Begijnenstraat,101 – Werkenopdracht betreffende de levering en plaatsing van 2 paviljoenenklassen en van centraal sanitair - Aanpassing van de uitgave – 8.652,53 EUR btw inbegrepen – Art. 7220/723/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013 – Leningsgelden;
- 06 november 2013 – Openbare Werken - Restauratie van de grafgaleries van de gemeentelijke begraafplaats - Stabilisatiewerken ornamenten – Aanpassing van de uitgave – 798,60 EUR btw inbegrepen – Art. 8780/725/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013 – Leningsgelden;
- 23 oktober 2013 – Openbare Werken - Dienstenopdracht voor het onderhoud en herstelling in geval van panne van de verwarmingsinstallaties van gemeentelijke gebouwen - Aanpassing van de uitgave – 11.460,62 EUR btw inbegrepen – Art. 0000/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013 – Leningsgelden;
- 13 november 2013 – Opdracht van ontwerper met het oog op het bouw van woningen Ransfortstraat, 40 – Opdracht van diensten – Aanpassing van de uitgave - Aanhangsel 1 aan het bijzonder bestek - 114.950,00 EUR TVAC inbegrepen – art. 9220/724/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2013 – leningsgelden ;
- 20 november 2013 - Dienstenopdracht voor het onderhoud en interventies in geval van panne van de inbraak- en branddetectiesystemen in de gemeentelijke gebouwen - Aanpassing van de uitgave - Aanhangsel 1 aan het bijzonder bestek - 48.664,02 EUR BTW inbegrepen - Art 0000/125/06 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2013 – leningsgelden ;

EN BESLUIT

Enig artikel:

De financieringswijze van de bovenvermelde uitgaven goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

#012/20.11.2013/A/0031# **Travaux Publics Et Travaux De Voirie - Openbare Werken En Wegenwerken**
Acquisition d'une parcelle de terrain appartenant au CPAS de la ville de Bruxelles
sise rue Jean-Baptiste Decock – Accord de principe.

LE CONSEIL,

Considérant que dans le cadre de la construction d'une nouvelle école rue Jean-Baptiste Decock en remplacement de l'actuelle école Windekind l'Administration communale doit disposer d'une surface de terrain suffisante;

Considérant qu'actuellement la surface disponible ne permet pas la construction d'une nouvelle école d'un gabarit tel que celui de la future nouvelle école sise rue de la Semence ;

Considérant que le CPAS de la Ville de Bruxelles est disposé à vendre une partie de son bien contigu à notre parcelle pour la somme de 2.072.875,00 EUR ;

Considérant que les crédits nécessaires sont disponibles à l'article 7220/722/60 du budget extraordinaire 2013 ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le principe d'acquisition et de transmettre un dossier complet au service des Affaires Juridiques ;

Article 2 :

De charger le service des affaires juridiques de lancer la procédure d'acquisition de la parcelle du terrain susmentionnée ;

Article 3 :

D'engager la dépense global d'un montant de 2.072.875,00 EUR à l'article 7220/722/60 du budget extraordinaire 2013 et de la couvrir par des fonds d'emprunt

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 39 votes positifs.

Aankoop van een perceel grond, eigendom van het OCMW van de stad Brussel,
gelegen aan de Jean-Baptiste Decockstraat – Principe-overeenkomst.

DE RAAD,

Overwegende dat in het kader van de bouw van een nieuwe school aan de Jean-Baptiste Decockstraat, ter vervanging van de huidige Windekindschool, het Gemeentebestuur dient te beschikken over een terrein met een oppervlakte die voldoende groot is;

Overwegende dat de beschikbare oppervlakte op dit ogenblik de constructie van een nieuwe school met een omvang zoals die van de toekomstige nieuwe school gelegen aan de Zaadstraat niet mogelijk maakt;

Overwegende dat het OCMW van de Stad Brussel bereid is een gedeelte van zijn goed dat grenst aan ons perceel te verkopen voor de som van 2.072.875,00 EUR;

Overwegende dat de noodzakelijke kredieten beschikbaar zijn volgens artikel 7220/722/60 van het buitengewoon budget 2013;

BESLUIT :

Artikel 1:

Het principe van aankoop goed te keuren en een volledig dossier over te maken aan de dienst Juridische Aangelegenheden;

Artikel 2:

De dienst der juridische aangelegenheden te gelasten met het opstarten van de aankoopprocedure van het bovenvermelde terreinperceel;

Artikel 3:

Zich te verbinden tot de globale uitgave van een bedrag van 2.072.875,00 EUR onder artikel 7220/722/60 van het buitengewoon budget 2013 en dit te dekken door leningfondsen.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

#012/20.11.2013/A/0032# **Travaux Publics Et Travaux De Voirie - Openbare Werken En Wegenwerken**
Marché de travaux relatif à la modernisation des ascenseurs des bâtiments communaux - Projet.

LE CONSEIL,

Considérant que les ascenseurs des bâtiments communaux ne répondent plus aux normes en vigueur en matière de sécurité ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à la modernisation desdits ascenseurs afin qu'ils puissent répondre aux normes en vigueur ;

Prend connaissance du cahier spécial des charges, des métrés établis à cet effet par le service des Travaux Publics ;

Considérant que la dépense peut être estimée à 258.500,00 EUR TVAC ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits aux articles 8440/724/60, 7220/724/60, 9220/724/60 et 7626/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 ;

Considérant que ces travaux peuvent être confiés au secteur privé par la voie d'une adjudication ouverte ;

Vu la loi du 15 juin 2006, l'A.R. du 15 juillet 2011 et l'A.R. du 14 janvier 2011 relatifs aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'art. 117 et 234 de la Nouvelle Loi communale ;

DE C I D E :

Article 1

d'approuver le projet relatif à la modernisation des ascenseurs des bâtiments communaux;

Article 2

d'approuver le cahier spécial des charges, les métrés établis à cet effet par le service des Travaux Public ;

Article 3

d'approuver la dépense globale estimée à 258.500,00 EUR TVAC ;

Article 4

d'engager cette dépense comme suit :

- 31.000,00 TVAC à l'art. 8440/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013,
- 1.500,00 TVAC à l'art. 7220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013,
- 223.000,00 TVAC à l'art. 9220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 ,
- 3.000,00 TVAC à l'art. 7626/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013

et de la couvrir par le solde par fonds d'emprunt ;

Article 5

de recourir à la procédure de l'adjudication ouverte.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 39 votes positifs.

Werken opdracht betreffende de moderniseringwerken van de liften van de gemeentelijke gebouwen - Ontwerp.

DE RAAD,

Overwegende dat de liften in de gemeentelijke gebouwen niet meer voldoen aan de normen die inzake veiligheid van kracht zijn ;

Overwegende dat de genoemde liften dienen te worden gemoderniseerd, zodat ze kunnen voldoen aan de geldende normen ;

Neemt kennis van het bestek en de meetstaten, hiertoe opgesteld door de dienst Openbare Werken ;

Overwegende dat de uitgave geraamd kan worden ad. 258.500,00 EUR BTW inbegrepen ;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn op artikels 8440/724/60, 7220/724/60, 9220/724/60 en 7626/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013;

Overwegende dat deze werken kunnen toevertrouwd worden aan de privé-sector bij openaanbesteding;

Gelet de wet van 15 juni 2006, van het K.B. van 15 juli 2011 en van het K.B. van 14 januari 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken,

leveringen en diensten;
Gelet op art. 117 en 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

B E S L U I T :

Artikel 1

het ontwerp betreffende de moderniseringwerken van de liften van de gemeentelijke gebouwen, goed te keuren ;

Artikel 2

het bestek, de meetstaten hiertoe opgesteld door de dienst Openbare Werken goed te keuren;

Article 3

de globale uitgave geraamd ad. 258.500,00 EUR BTW inbegrepen goed te keuren ;

Artikel 4

deze uitgave als volgt aan te rekenen:

- 31.000,00 EUR BTW inbegrepen op art. 8440/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013,
- 1.500,00 EUR BTW inbegrepen op art. 7220/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013,
- 223.000,00 EUR BTW inbegrepen op art. 9220/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013,
- 3.000,00 EUR BTW inbegrepen op art. 7626/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013,

en ze te dekken met leningsgelden;

Artikel 5

gebruik te maken van de openaanbesteding;

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

#012/20.11.2013/A/0033# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

Nouvelle Loi communale article 236 alinéa 2 – Marchés publics - Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment l'article 236;

Considérant que le 2ième paragraphe de cet article 236 stipule que "si la modification entraîne une dépense supplémentaires de plus de 10 %, le collège communique sa décision au conseil communal pour information lors de sa prochaine séance";

Est par conséquent informé des décisions du Collège suivantes :

- Séance du 16/10/2013 : Projets Subsidiés - Contrat de quartier Ecluse Saint-Lazare – (op. 4.2 bis)- Réaménagement léger de la place de la Duchesse et aménagements de confort et de sécurité de l'espace public - décompte

1bisEngagement de la dépense - Marché de travaux - Estimation de la dépense supplémentaire engendrée par le décompte n°1bis introduit par l'entreprise « De Dender nv » pour un montant total de €14.399,77HTVA soit €17.423,72TVAC relatif aux travaux de réaménagement léger de la place de la Duchesse de Brabant à Molenbeek-Saint-Jean. Article budgétaire 9301/731-60/12; exercice extraordinaire 2013. Dépense couverte par des subsides du Contrat de quartier Ecluse-Saint-Lazare et le solde par des fonds d'emprunt ;

- Séance du 09/10/2013 : Projets Subsidiés - PGV – Adaptation de la grille de la cour du Centre Communautaire Maritime – décomptes 1 & 2 et adaptation de la dépense Marché de travaux relatifs aux travaux engendrés par le décompte relatif à la fourniture et l'installation de 4 émetteurs Rolling Code ainsi qu'à l'installation de 8 bords sensibles avec kit radio-contrôle pour la gestion de barres sensibles – Estimation de la dépense 3.000,00€ TVAC - Article budgétaire 9304/731/60 - exercice 2013 et de couvrir la dépense par les subsides octroyés dans le cadre de la Politique des Grandes Villes et le solde par des fonds d'emprunt;

ET DECIDE

Article unique:

D'approuver le mode de financement des dépenses susvisées.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 39 votes positifs.

Nieuwe Gemeentewet artikel 236 alinea 2 – Overheidsopdrachten - Mededeling van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen.

DE RAAD,

Gezien de Nieuwe Gemeentewet, meer bepaald atikel 236;

Overwegende dat de 2de paragraaf van dit artikel 236 bepaalt dat "indien de wijziging een bijkomende uitgave van meer dan 10% veroorzaakt, deelt het college zijn beslissing ter kennisgeving mee aan de gemeenteraad op diens eerstvolgende vergadering";

Wordt bijgevolg geïnformeerd over de volgende beslissingen van het College:

- Zitting van 16/10/2013 : Gesubsidieerde Projecten – Wijkcontract Sluis Sint - Lazarus – (ingreep 4.2 bis)- Lichte herinrichting van de Hertogin van Brabantplaats en inrichtingswerken ter verbetering van het comfort en de veiligheid van de openbare ruimte - afrekening 1bis Inschrijving van de uitgave – Opdracht voor werken – Raming van de bijkomende uitgave die voortvloeit uit afrekening nr.1bis die ingediend werd door de onderneming « De Dender nv » voor een totaal bedrag van 14.399,77 EUR btw excl. hetzij 17.423,72 EUR btw incl. met betrekking tot de lichte herinrichtingswerken van de Hertogin van

Brabantplaats te Sint-Jans-Molenbeek. Artikel 9301/731-60/12 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2013. Uitgave gedekt door de subsidies van Wijkcontract Sluis-Sint-Lazarus en het saldo door leningsgelden ;

- Zitting van 09/10/2013 : Gesubsidieerde Projecten – Grootstedenbeleid – Aanpassing van het hek van de binnenplaats van Gemeenschapscentrum Maritiem – verrekening 1 & 2 en aanpassing van de uitgave Opdracht voor werken betreffende de werken die voortvloeien uit de afrekening betreffende de levering en de plaatsing van 4 zend-ontvangapparaten Rolling Code evenals betreffende de installatie van 8 gevoelige randen met radio-controle-kit voor het beheer van de gevoelige staven – Raming van de uitgave 3.000,00 EUR btw incl. - begrotingsartikel 9304/731/60 - dienstjaar 2013 en de uitgave te dekken door de in het kader van het Grootstedenbeleid toegekende subsidies en het saldo door leningsgelden;

EN BESLUIT

Enig artikel:

De financieringswijze van de bovenvermelde uitgaven goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

#012/20.11.2013/A/0034# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

Politique des grandes Villes – Programme Plan Logement 2005-2008 - Approbation du neuvième décompte 2005-2008 – décompte final

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil communal en date du 30 juin 2005 portant décision d'approuver la Convention 2005- 2007 relative au Plan Logement du Programme Politique des Grandes Villes ;

Vu la délibération du Conseil communal en date du 23 octobre 2008 portant décision d'approuver l'avenant n°2 à la convention 2005- 2007 relative au Plan Logement du Programme Politique des Grandes Villes ;

Considérant que le montant octroyé par cette convention et ses avenants est de € 4.423.883,00 ;

Vu les directives administratives et financières transmises par l'autorité fédérale fixant les échéances et les modalités de paiement de la subvention ;

Vu le courriel du 5 août 2013 de la coordinatrice des programmes "Politique Grandes Villes" et "Plan Logement" en charge de la commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein du Service Public Fédéral Intégration enjoignant de déposer en urgence un ultime décompte pour le programme "Plan Logement - avenant 2008" ;

Considérant que ce décompte représente un montant de € 37.086,50 pour des frais d'investissement ;

Considérant que ce dernier décompte portera le taux d'utilisation de la subvention "Plan Logement 2005 - 2008" à 99,91% ;

DECIDE :

Article 1:

d'approuver le neuvième décompte 2005-2008 relatif aux différents projets du Plan Logement du Programme Politique des Grandes Villes ;

Article 2:

d'autoriser la Division des Projets Subsidiés à transmettre le neuvième décompte 2005-2008 et les justificatifs à l'administration fédérale compétente en vue de leur approbation et du versement de la dixième et ultime tranche de subside ;

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 39 votes positifs.

Grootstedenbeleid – Programma Huisvestingsbeleid 2005-2008 – Goedkeuring van de negende afrekening 2005-2008 – eindafrekening

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 30 juni 2005 houdende goedkeuring van de Overeenkomst 2005-2007 betreffende het Huisvestingsplan van het Grootstedenbeleid ;

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 23 oktober 2008 houdende goedkeuring van aanhangsel nr.2 van de overeenkomst 2005-2007 betreffende het Huisvestingsplan van het Grootstedenbeleid ;

Overwegende dat het door deze overeenkomst en zijn aanhangsels toegekende bedrag 4.423.883,00 EUR is ;

Gezien de administratieve en financiële richtlijnen die door de federale overheid overgemaakt zijn en de termijnen en betalingswijze van de subsidiëring vastleggen ;

Gezien de e-mail van 5 augustus 2013 van de coördinatrice van de programma's "Grootstedenbeleid" en "Huisvestingsplan " die binnen de Federale Overheidsdienst Integratie belast is met de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, die gelast om met spoed een laatste afrekening voor het programma "Huisvestingsplan - aanhangsel 2008" in te dienen ;

Overwegende dat deze afrekening een bedrag van 37.086,50 EUR vertegenwoordigt voor de investeringskosten ;

Overwegende dat deze laatste afrekening het gebruikte percentage van de subsidie "Huisvestingsplan 2005 - 2008" op 99,91% brengt ;

BESLUIT :

Artikel 1:

De negende afrekening 2005-2008 betreffende de verschillende projecten van het Huisvestingsplan van het Grootstedenbeleid goed te keuren ;

Artikel 2:

De Afdeling Gesubsidieerde projecten te machtigen om de negende afrekening 2005-2008 en de stavingstukken aan de bevoegde federale administratie over te maken met het oog op hun goedkeuring en de storting van het tiende en laatste gedeelte van de subsidie ;

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

#012/20.11.2013/A/0035# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

Politique des Grandes Villes – Avenant à la convention Ville Durable 2009 pour l'année 2010 – approbation de décompte intermédiaire – 3ème décompte

LE CONSEIL,

Vu le courrier du Ministre en charge des Grandes Villes daté du 15 décembre 2009 informant le Collège des Bourgmestres et Echevins que le Gouvernement a décidé d'inclure un crédit de liquidation de 84 millions d'Euro pour le budget 2010;

Vu la délibération du Conseil communal en date du 26 août 2010 portant décision d'approuver les termes de l'avenant à la convention « Ville Durable 2009 » de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean pour l'année 2010 dans le cadre du programme Politique des Grandes Villes ;

Considérant que le montant octroyé par cet avenant est de € 3.989.193,00 ;

Vu les directives administratives et financières transmises par l'autorité fédérale fixant les échéances et les modalités de paiement de la subvention ;

Vu le courrier du ministre en charge des Grandes Villes du 29 juin 2012 autorisant la prolongation du délai d'introduction des pièces justificatives au 1er octobre 2013 ;

Considérant que la Commune a déjà reçu les versements suivants :

- € 598.379,00 reçu en date du 15 novembre 2010 (à titre d'acompte)

- € 2.373.908,86 reçu en date du 2 décembre 2011 (à titre de 2ème tranche de subvention)

Considérant que le deuxième décompte représentait un montant de € 318.628,87 pour des frais d'investissement ;

Considérant que le troisième décompte représente un montant de 334.153,25 euros pour des frais d'investissement ;

Vu l'article 123 de la Nouvelle Loi Communale;

DECIDE :

Article 1

d'approuver l'état provisoire des dépenses 2010 (3ème décompte) relatif aux différents projets du Programme Politique des Grandes Villes à 334.153,25 euros.

Article 2

d'autoriser la Division des Projets Subsidiés à transmettre le troisième décompte intermédiaire 2010 et les justificatifs à l'administration fédérale compétente en vue de leur approbation et du versement de la troisième tranche de subside.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 39 votes positifs.

Grootstedenbeleid – Aanhangsel aan de overeenkomst Duurzame Stad 2009 voor het jaar 2010 – Goedkeuring van de tussenliggende afrekening – 3e afrekening

DE RAAD,

Gezien de op 15 december 2009 gedateerde brief van de Minister bevoegd voor het Grootstedenbeleid, waarin aan het College van Burgemeester en Schepenen wordt meegedeeld dat de Regering beslist heeft om een afrekeningskrediet van 84 miljoen euro in de begroting 2010 op te nemen;

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 augustus 2010 houdende goedkeuring van de bepalingen van het aanhangsel bij de overeenkomst « Duurzame Stad 2009 » van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor het jaar 2010 in het kader van het programma Grootstedenbeleid ;

Overwegende dat het door dit aanhangsel toegekende bedrag 3.989.193,00 EUR bedraagt ;

Gezien de administratieve en financiële richtlijnen die door de federale overheid werden overgemaakt en die de termijnen en betalingswijzen van de subsidiëring vastleggen ;

Gezien de brief van 29 juni 2012 van de Minister bevoegd voor het Grootstedenbeleid, waarmee een verlenging van de termijn voor de indiening van de stavingstukken tot 1 oktober 2013 wordt toegekend;

Overwegende dat de Gemeente de volgende stortingen al heeft ontvangen:

- 598.379,00 EUR ontvangen op datum van 15 november 2010 (als voorschot)

- € 2.373.908,86 gekregen op datum van 2 december 2011 (voor het 2de gedeelte van de subsidie)

Overwegende dat de tweede afrekening een bedrag van 318.628,87 EUR voor investeringskosten vertegenwoordigt ;

Overwegende dat de derde afrekening een bedrag van 334.153,25 EUR voor investeringskosten vertegenwoordigt ;

Gezien artikel 123 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT:

Artikel 1:

de voorlopige staat van de uitgaven 2010 (3e afrekening) met betrekking tot de verschillende projecten van het Programma Grootstedenbeleid voor 334.153,25 EUR goed te keuren;

Artikel 2:

de Afdeling Gesubsidieerde Projecten te machtigen om de derde tussenliggende afrekening 2010 en de stavingstukken over te maken aan het bevoegde federale bestuur met het oog op hun goedkeuring en de storting van het derde gedeelte van de subsidie.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

#012/20.11.2013/A/0036# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

Politique des Grandes Villes – Avenant à l’avenant "Ville Durable 2010" pour l’année 2011 – Approbation du troisième décompte

LE CONSEIL,

Vu le courrier du Ministre en charge de la Politique des Grandes Villes daté du 20 décembre 2010, informant le Collège des Bourgmestres et Echevins de la décision favorable prise par le Conseil des Ministres en date du 3 décembre 2010 relative à la prolongation, pour une durée de 6 mois à partir du 1er janvier 2011, des conventions « Ville Durable » qui ont été mises en route dans le cadre de la Politique des Grandes Villes ;

Vu le courrier du Ministre en charge de la Politique des Grandes Villes daté du 16 juin 2011, informant le Collège des Bourgmestres et Echevins de la décision favorable prise par le Conseil des Ministres en date du 1 juin 2011 relative à la prolongation, pour une durée de 6 mois à partir du 1er juillet 2011, des conventions « Ville Durable » qui ont été mises en route dans le cadre de la Politique des Grandes Villes ;

Vu la délibération du Conseil communal en date du 24 mars 2011 portant décision d’approuver les termes de l’avenant à l’avenant « Ville Durable 2010 » pour l’année 2011, pour la période allant du 1er janvier jusqu’au 30 juin 2011, dans le cadre du programme Politique des Grandes Villes ;

Vu la délibération du Conseil communal en date du 25 août 2011 portant décision d’approuver les termes de l’avenant à l’avenant « Ville Durable 2010 » pour l’année 2011, pour la période allant du 1er juillet jusqu’au 31 décembre 2011, dans le cadre du programme Politique des Grandes Villes ;

Considérant que les montants octroyés par ces deux avenants représentent un montant global de 3.989.194,00 EUR;

Vu les directives administratives et financières transmises par l’autorité fédérale fixant les échéances et les modalités de paiement de la subvention ;

Considérant que le premier décompte représente un montant de 2.200.682,80 EUR pour les frais d'investissement, de personnel et de fonctionnement ;

Considérant que le deuxième décompte représente un montant de 1.461.741,35 EUR pour les frais d'investissement ;

Considérant que le troisième décompte représente un montant de 294.925,18 EUR pour les frais d'investissement ;

DECIDE :

Article 1

d'approuver l'état provisoire des dépenses 2011 relatif aux différents projets du Programme Politique des Grandes Villes ;

Article 2

d'autoriser la Division des Projets Subsidiés à transmettre le troisième décompte 2011 et les justificatifs à l'administration fédérale compétente en vue de leur approbation et du versement de la troisième tranche de subside.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 39 votes positifs.

Grootstedenbeleid – Aanhangsel aan het aanhangsel “Duurzame Stad 2010” voor het jaar 2011 – Goedkeuring derde afrekening

DE RAAD,

Gezien de op 20 december 2010 gedateerde brief van de Minister bevoegd voor het Grootstedenbeleid, waarin aan het College van Burgemeester en Schepenen wordt meegedeeld dat de Ministerraad op 3 december 2010 gunstig heeft beslist met betrekking tot de verlenging voor de duur van 6 maanden vanaf 1 januari 2011, van de overeenkomsten « Duurzame Stad » die in het kader van het Grootstedenbeleid werden opgestart ;

Gezien de op 16 juni 2011 gedateerde brief van de Minister bevoegd voor het Grootstedenbeleid, waarin het College van Burgemeester en Schepenen op de hoogte wordt gebracht dat de Ministerraad op 1 juni 2011 gunstig heeft beslist met betrekking tot de verlenging, voor de duur van 6 maanden vanaf 1 juli 2011, van de overeenkomsten « Duurzame Stad » die in het kader van het Grootstedenbeleid werden opgestart;

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 24 maart 2011 houdende goedkeuring van de bepalingen van het aanhangsel bij het aanhangsel « Duurzame Stad 2010 » voor het jaar 2011 voor de periode gaande van 1 januari tot 30 juni 2011 in het kader van het programma Grootstedenbeleid ;

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 25 augustus 2011 houdende goedkeuring van de bepalingen van het aanhangsel bij het aanhangsel « Duurzame Stad

2010 » voor het jaar 2011 voor de periode gaande van 1 juli tot 31 december 2011 in het kader van het programma Grootstedenbeleid ;
Overwegende dat de door deze twee aanhangsels toegekende bedragen een totaal van 3.989.194,00 EUR vertegenwoordigen ;
Gezien de administratieve en financiële richtlijnen die door de federale overheid werden overgemaakt en die de termijnen en betalingswijzen van de subsidiëring vastleggen ;
Overwegende dat de eerste afrekening een bedrag vertegenwoordigde van 2.200.682,80 EUR voor de investerings-, personeels- en werkingskosten;
Overwegende dat de tweede afrekening een bedrag van 1.461.741,35 EUR vertegenwoordigde voor de investeringskosten ;
Overwegende dat de derde afrekening een bedrag van 294.925,18 EUR vertegenwoordigde voor de investeringskosten;

BESLUIT:

Artikel 1:

de voorlopige staat van de uitgaven 2011 met betrekking tot de verschillende projecten van het Programma Grootstedenbeleid goed te keuren;

Artikel 2:

de Afdeling Gesubsidieerde Projecten te machtigen om de derde afrekening 2011 en de stavingstukken over te maken aan het bevoegde federale bestuur met het oog op hun goedkeuring en de storting van het derde gedeelte van de subsidie.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

#012/20.11.2013/A/0037# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

Politique des Grandes Villes – Avenant à l’avenant "Ville Durable 2011" pour l’année 2012 – approbation du 2ème décompte

LE CONSEIL,

Vu le courrier du Ministre en charge de la Politique des Grandes Villes daté du 30 décembre 2011, informant le Collège des Bourgmestres et Echevins de la décision favorable prise par le Conseil des Ministres en date du 23 décembre 2011 relative à la prolongation, pour une durée de 6 mois à partir du 1er janvier 2012, des conventions « Ville Durable » qui ont été mises en route dans le cadre de la Politique des Grandes Villes ;

Vu le courriel de l’Administration fédérale de la Politique des Grandes Villes daté du 27 avril 2012 communiquant au Collège des Bourgmestres et Echevins que le Conseil des Ministres, en date du 27 avril 2012, a pris une décision favorable relative à la

prolongation, pour la durée de toute l'année 2012 à partir du 1er janvier 2012, des conventions « Ville Durable » qui ont été mises en route dans le cadre de la Politique des Grandes Villes ;

Vu la délibération du Conseil communal en date du 25 avril 2012 portant décision d'approuver les termes de l'avenant à l'avenant « Ville Durable 2011 » pour l'année 2012, pour la période allant du 1er janvier jusqu'au 31 décembre 2012, dans le cadre du programme Politique des Grandes Villes ;

Considérant que les montants octroyés par cet avenant représentent un montant global de 3.989.193,00 EUR;

Vu les directives administratives et financières transmises par l'autorité fédérale fixant les échéances et les modalités de paiement de la subvention ;

Considérant que le premier décompte représente un montant de 1.987.422,67 EUR pour les frais d'investissement, de personnel et de fonctionnement ;

Considérant que le deuxième décompte représente un montant de 646.900,84 EUR pour les frais d'investissement ;

DECIDE :

Article 1

d'approuver l'état provisoire des dépenses 2012 relatif aux différents projets du Programme Politique des Grandes Villes ;

Article 2

d'autoriser la Division des Projets Subsidiés à transmettre le deuxième décompte 2012 et les justificatifs à l'administration fédérale compétente en vue de leur approbation et du versement de la première tranche de subside.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 39 votes positifs.

Grootstedenbeleid – Aanhangsel aan het aanhangsel "Duurzame Stad 2011" voor het jaar 2012 - Goedkeuring tweede afrekening

DE RAAD,

Gezien de op 30 december 2011 gedateerde brief van de Minister bevoegd voor het Grootstedenbeleid, waarin aan het College van Burgemeester en Schepenen wordt meegedeeld dat de Ministerraad op 23 december 2011 gunstig heeft beslist met betrekking tot de verlenging voor de duur van 6 maanden vanaf 1 januari 2012, van de overeenkomsten « Duurzame Stad » die in het kader van het Grootstedenbeleid werden opgestart ;

Gezien de op 27 april 2012 gedateerde e-mail van het federaal bestuur voor het Grootstedenbeleid met de mededeling dat de Ministerraad op 27 april 2012 gunstig heeft beslist met betrekking tot de verlenging, voor de duur van het hele jaar 2012 vanaf 1

januari 2012, van de overeenkomsten « Duurzame Stad » die in het kader van het Grootstedenbeleid werden opgestart;
Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 25 april 2012 houdende goedkeuring van de bepalingen van het aanhangsel bij het aanhangsel « Duurzame Stad 2011 » voor het jaar 2012 voor de periode gaande van 1 januari tot 31 december 2012 in het kader van het programma Grootstedenbeleid ;
Overwegende dat de door het aanhangsel toegekende bedragen een totaal van 3.989.194,00 EUR vertegenwoordigen ;
Gezien de administratieve en financiële richtlijnen die door de federale overheid werden overgemaakt en die de termijnen en betalingswijzen van de subsidiëring vastleggen;
Overwegende dat de eerste afrekening een bedrag vertegenwoordigt van 1.987.422,67 EUR voor de investerings-, personeels- en werkingskosten;
Overwegende dat de tweede afrekening een bedrag vertegenwoordigt van 646.900,84 EUR voor de investeringskosten;

BESLUIT:

Artikel 1:

de voorlopige staat van de uitgaven 2012 met betrekking tot de verschillende projecten van het Programma Grootstedenbeleid goed te keuren;

Artikel 2:

de Afdeling Gesubsidieerde Projecten te machtigen om de tweede afrekening 2012 en de stavingsstukken over te maken aan het bevoegde federale bestuur met het oog op hun goedkeuring en de storting van het eerste gedeelte van de subsidie.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

#012/20.11.2013/A/0038# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

Politique des Grandes Villes – approbation de la ‘Convention « Ville Durable 2013 »’

LE CONSEIL,

Considérant que l’administration à la Politique Fédérale des Grandes Villes (SPP Intégration Sociale), suite à l’approbation de la Note de Politique Générale de la PGV 2013 par la commission parlementaire responsable, a demandé à l’administration communale de Molenbeek-Saint-Jean de rédiger un projet de convention pour l’année 2013 ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 20 février 2013 décidant entre autres d’approuver les termes du projet de convention Politique des

Grandes Villes 2013 (période allant du 1er janvier au 31 décembre 2013) à introduire à la Politique Fédérale des Grandes Villes ;

Considérant que l'Etat fédéral s'engage à octroyer un montant de 4.065.040,00 euros pour la période du 1 janvier 2013 au 31 décembre 2013 ;

Considérant qu'aucune modification au projet de convention n'a été demandée par le Conseil des Ministres en date du 4 octobre 2013 ;

Vu le projet de convention fourni par l'Etat fédéral ;

DECIDE :

Article 1 :

d'approuver la 'Convention « Ville Durable 2013 »' pour la période allant du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2013 relatif à la Politique des Grandes Villes.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 25 votes positifs, 14 abstentions.

Grootstedenbeleid – goedkeuring van de overeenkomst 'Duurzame Stad 2013'

DE RAAD,

Gelet op de vraag van de administratie van het Federale Grootstedenbeleid (POD Maatschappelijke Integratie), ingevolge de goedkeuring van de Algemene Beleidsnota Grootstedenbeleid 2013 door de verantwoordelijke parlementaire commissie, aan het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek om een ontwerpovereenkomst op te stellen voor het jaar 2013;

Gezien de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen d.d. 20 februari 2013 houdende onder andere de beslissing van goedkeuring van de bepalingen van de ontwerpovereenkomst Grootstedenbeleid 2013 (periode gaande van 1 januari tot 31 december 2013), die moet worden ingediend bij het Federale Grootstedenbeleid;

Gelet op de toezegging door de Federale Overheid om een bedrag van 4.065.040,00 euro toe te kennen voor de periode gaande van 1 januari 2013 tot 31 december 2013;

Overwegende dat geen enkele wijziging aan de ontwerpovereenkomst werd gevraagd door de Ministerraad van 4 oktober 2013;

Gezien de ontwerpovereenkomst overgemaakt door de Federale Overheid;

BESLUIT:

Artikel 1:

de overeenkomst 'Duurzame Stad 2013', gaande van 1 januari 2013 tot 31 december 2013, betreffende het Grootstedenbeleid goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van ordonnantie van 14 mei 1998

houdende regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
39 stemmers : 25 positieve stemmen, 14 onthoudingen.

#012/20.11.2013/A/0039# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

Contrat de Quartier Cinéma Belle-Vue –Opération 1.6 et 5a.1 – Construction d’une crèche et de logements – Nouvelle estimation et adaptation de la dépense.

LE CONSEIL,

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 5 février 2009 d’octroyer à la Commune un nouveau contrat de quartier ;

Vu le dossier de base modifié dans lequel sont reprises comme prioritaires les opérations 1.6 et 5a.1 : Crèche et logements;

Vu la décision du Conseil communal en date du 23 mai 2013 décidant entre autres :

- d’approuver la dépense estimée à 1.790.711,91 euros HTVA (soit 142.244,70 euros HTVA pour la rampe, 786.111,81 euros HTVA pour la crèche et 862.355,40 euros HTVA pour les logements), soit 2.089.149,43 euros TVAC ;

- d’engager un montant de 2.507.000,00 euros à l’article 9301/731/60 du budget extraordinaire 2013 sous réserve d’approbation de celui-ci par les autorités de tutelle et de couvrir cette dépense par les subsides octroyés dans le cadre du Contrat de Quartier Cinéma – Belle-Vue, par les primes énergie et par Vipa et le solde par des fonds d’emprunt ;

Considérant que suite à une procédure d’adjudication publique la seule offre déposée est de 2.171.250,95 euros TVA comprise après analyse ;

Considérant que l’offre est supérieure à l’estimation ;

Vu la circulaire ministérielle du 25 septembre 1991 et plus particulièrement son point 2.3.6. « Marché public » sur la procédure à suivre en cas de dépassement de l’estimation initiale du marché mais se situant néanmoins dans les crédits budgétaires approuvés ;

Considérant que l’article 234 al. 1 de la Nouvelle Loi communale attribue au conseil communal notamment la compétence de fixation des conditions du marché et par ce fait l’estimation du marché ;

Considérant qu’il faut dès lors approuver une nouvelle estimation du marché ;

DECIDE :

Article 1

D’approuver la nouvelle estimation des travaux en vue de la construction d’un immeuble mixte comprenant 4 logements et 1 crèche pour 28 enfants, sur le site de la petite Senne à

1080 Molenbeek-Saint-Jean (rue Vandermaelen 18) pour un montant de 2.171.250,95 euros TVAC ;

Article 2

D'imputer un montant supplémentaire de 98.500,00 euros pour ces opérations à l'article 9301/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 et de couvrir cette dépense par les subsides octroyés dans le cadre du Contrat de Quartier Cinéma – Belle-Vue, par les primes énergie et par Vipa et le solde par des fonds d'emprunt.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 39 votes positifs.

**Gesubsidieerde Projecten – Wijkcontract Cinema-Belle-Vue – Ingrep 1.6 en 5a.1 –
Bouw van een kinderdagverblijf en woningen – nieuwe raming en aanpassing van
de uitgave.**

DE RAAD,

Gezien de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 5 februari 2009 om aan de Gemeente een nieuw wijkcontract toe te kennen;
Gezien het gewijzigde basisdossier waarin de ingrepen 1.6 en 5a.14 « Kinderdagverblijf en woningen » als prioritair worden vermeld ;
Gezien de beslissing van de Gemeenteraad van 23 mei 2013 houdende beslissing onder andere:
- de uitgave die geraamd is op 1.790.711,91 EUR btw excl. (oftewel 142.244,70 euro BTW excl. voor de helling, 786.111,81 euro BTW excl. voor het kinderdagverblijf en 862.355,40 euro BTW excl. voor de woningen), hetzij 2.089.149,43 EUR btw incl. goed te keuren;
- Een bedrag van 2.507.000,00 EUR in te schrijven op artikel 9301/731/60 van de buitengewone begroting van 2013 onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting door de Toezichthoudende overheden en de uitgave te dekken door de in het kader van Wijkcontract Cinema Belle-Vue en Vipa toegekende subsidies, door energieprijzen en het saldo door leningsgelden;
Overwegende dat ingevolge een openbare aanbestedingsprocedure de enige ingediende offerte na analyse 2.171.250,95 euro btw incl. bedraagt;
Overwegende dat de weerhouden offerte meer bedraagt dan de raming;
Gezien de ministeriële omzendbrief van 25 september 1991 en in het bijzonder zijn punt 2.3.6. "Overheidsopdracht" over de te volgen procedure in het geval van overschrijding van de oorspronkelijke raming van de opdracht die echter binnen de goedgekeurde kredieten van de begroting ligt;
Overwegende dat artikel 234 alinea 1 van de Nieuwe Gemeentewet de gemeenteraad onder andere de bevoegdheid toekent om de voorwaarden van de opdracht en hierdoor

de raming van de opdracht vast te leggen;
Overwegende dat er dus een nieuwe raming van de opdracht moet worden
goedgekeurd;

BESLUIT:

Artikel 1

De nieuwe raming voor de bouw van een gemengd gebouw bestaande uit 4 woningen et
1 kinderdagverblijf voor 28 kinderen op de site van het Zinneke te 1080 Sint-Jans-
Molenbeek (Vandermaelenstraat 18) voor een bedrag van 2.171.250,95 euro btw incl.
goed te keuren;

Artikel 2

Een bijkomend bedrag van 98.500,00 euro aan te rekenen voor deze ingrepen op het
artikel 9301/731/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2013 en deze uitgave
te dekken door de in het kader van Wijkcontract Cinema Belle-Vue en Vipa toegekende
subsidies, door energiepremies en het saldo door leningsgelden.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei
1998 houdende regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

#012/20.11.2013/A/0040# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

**Contrat de Quartier Cinéma Belle-Vue – Op. 4.2 et 1.3 : Construction d’une allée
verte et d’un immeuble de logements – Op. 1.4 (tranche conditionnelle) :**
**Construction de logements – Opération hors CQ/FRBRTC: Construction de
bureaux et de parking – Nouvelle estimation et adaptation de la dépense.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 5 février
2009 d’octroyer à la Commune un nouveau contrat de quartier ;

Vu le dossier de base modifié dans lequel sont reprises comme prioritaires les opérations
4.2 et 1.3 (construction d’une allée verte et d’un immeuble de logements), 1.4 (tranche
conditionnelle : construction de logements) et hors CQ (construction de bureaux et de
parking) ;

Vu la décision du Conseil communal en date du 20 juin 2013 décidant entre autres :

- d'approuver la dépense estimée à 810.621,74 euros HTVA (soit 907.896,35 euros TVAC) pour la tranche 1 – logements (1.3), à 4.366.484,23 euros HTVA (soit 5.283.445,91 euros TVAC) pour la tranche 1 – bureaux et parking (Hors CQ), à 333.754,25 euros HTVA (soit 403.842,64 euros TVAC) pour la tranche 1 – allée verte (4.2), à 313.902,99 euros HTVA (soit 351.571,34 euros TVAC) pour la tranche 2 – logements (1.4) et à 80.211,01 euros HTVA (soit 97.055,32 euros TVAC) pour la tranche 2 – bureaux et servitude (Hors CQ) ;

- d'engager un montant de 8.453.000,00 euros à l'article 9301/731/60 du budget extraordinaire 2013 et de couvrir cette dépense par les subsides octroyés dans le cadre du Contrat de Quartier Cinéma – Belle-Vue, par le FRBRTC, par les subsides complémentaires « Brussels Greenfields », « Batex » et « Région / primes énergie » et le solde par des fonds d'emprunt ;

Considérant que suite à une procédure d'adjudication publique les offres déposées vont de 7.334.407,87 euros à 7.377.492,35 euros TVA comprise après analyse alors que le montant total estimé était de 7.043.811,56 euros TVAC ;

Considérant que l'offre retenue est supérieure à l'estimation ;

Vu la circulaire ministérielle du 25 septembre 1991 et plus particulièrement son point 2.3.6. « Marché public » sur la procédure à suivre en cas de dépassement de l'estimation initiale du marché mais se situant néanmoins dans les crédits budgétaires approuvés ;

Considérant que l'article 234 al. 1 de la Nouvelle Loi communale attribue au conseil communal notamment la compétence de fixation des conditions du marché et par ce fait l'estimation du marché ;

Considérant qu'il faut dès lors approuver une nouvelle estimation du marché ;

DECIDE :

Article 1

D'approuver la nouvelle estimation des travaux de construction d'une allée verte et d'un immeuble de logements, la construction de logements (tranche conditionnelle) et la construction de bureaux et de parking (hors CQ/FRBRTC), sur le site de la petite Senne à 1080 Molenbeek-Saint-Jean (rue Vandermaelen 8-18 et rue Sainte Marie 21-31 et 35) pour un montant de 7.334.407,87 euros TVAC ;

Article 2

D'imputer un montant supplémentaire de 348.300,00 euros à l'article 9301/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 et de couvrir cette dépense par les subsides octroyés dans le cadre du Contrat de Quartier Cinéma – Belle-Vue, par le FRBRTC, par les subsides complémentaires « Brussels Greenfields », « Batex » et « Région / primes énergie » et le solde par des fonds d'emprunt.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

**Gesubsidieerde Projecten – Wijkcontract Cinema-Belle-Vue – Ingreep 4.2 en 1.3 :
Aanleg van een Groene dreef en Bouw van een woninggebouw - ingreep 1.4
(voorwaardelijk gedeelte) : Bouw van woningen – Ingreep buiten
Wijkcontract/BGHGT: Bouw van kantoren en parking – nieuwe raming en
aanpassing van de uitgave.**

DE RAAD,

Gezien de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 5 februari 2009 om aan de Gemeente een nieuw wijkcontract toe te kennen;
Gezien het gewijzigde basisdossier waarin de ingrepen 4.2 en 1.3 (Aanleg van een groene dreef en bouw van een woninggebouw), 1.4 (voorwaardelijk gedeelte: Bouw van woningen) en buiten wijkcontract / BGHGT (Bouw van kantoren en een parking) als prioritair zijn vermeld;
Gezien de beslissing van de Gemeenteraad van 20 juni 2013 houdende beslissing onder andere:

- de uitgave goed te keuren die geraamd is op 810.621,74 EUR btw excl. (hetzij 907.896,35 EUR btw incl. voor gedeelte 1 – woningen (1.3), op 4.366.484,23 EUR btw excl. (hetzij 5.283.445,91 EUR btw incl.) voor gedeelte 1 – kantoren en parking (Buiten Wijkcontract), op 333.754,25 EUR btw excl. (hetzij 403.842,64 EUR btw incl.) voor gedeelte 1 – groene dreef (4.2), op 313.902,99 EUR btw excl. (hetzij 351.571,34 EUR btw incl.) voor gedeelte 2 – woningen (1.4) en op 80.211,01 EUR btw excl. (hetzij 97.055,32 btw incl.) voor gedeelte 2 – kantoren en erfdienstbaarheid (Buiten Wijkcontract);
- een bedrag van 8.453.000,00 EUR in te schrijven op artikel 9301/731/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2013 en deze uitgave te dekken door de toegekende subsidies in het kader van Wijkcontract Cinema – Belle-Vue, door het BGHGT, door de aanvullende subsidies « Brussels Greenfields », « Batex » en « Gewest / energiepremies » en het saldo door leningsgelden;

Overwegende dat ingevolge een openbare aanbestedingsprocedure de ingediende offertes na analyse van 7.334.407,87 euro tot 7.377.492,35 euro btw incl. gaan terwijl de uitgave aanvankelijk werd geraamd op 7.043.811,56 euro btw incl.;

Overwegende dat de weerhouden offerte meer bedraagt dan de raming;

Gezien de ministeriële omzendbrief van 25 september 1991 en in het bijzonder zijn punt 2.3.6. “Overheidsopdracht” over de te volgen procedure in het geval van overschrijding van de oorspronkelijke raming van de opdracht die echter binnen de goedgekeurde kredieten van de begroting ligt;

Overwegende dat artikel 234 alinea 1 van de Nieuwe Gemeentewet de gemeenteraad onder andere de bevoegdheid toekent om de voorwaarden van de opdracht en hierdoor de raming van de opdracht vast te leggen;

Overwegende dat er dus een nieuwe raming van de opdracht moet worden goedgekeurd;

BESLUIT:

Artikel 1

De nieuwe raming voor de werken voor de aanleg van een groene dreef en de bouw van een woninggebouw, de bouw van woningen (voorwaardelijk gedeelte) en de bouw van kantoren en een parking (buiten Wijkcontract) op de site van het Zinneke te 1080 Sint-Jans-Molenbeek (Vandermaelenstraat 8-18 en Sint-Mariastraat 21-31 en 35) voor een bedrag van 7.334.407,87 euro btw incl. goed te keuren;

Artikel 2

Een bijkomend bedrag van 348.300,00 euro aan te rekenen op het artikel 9301/731/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2013 en deze uitgave te dekken door de toegekende subsidies in het kader van Wijkcontract Cinema – Belle-View, door het BGHGT, door de aanvullende subsidies « Brussels Greenfields », « Batex » en « Gewest / energiepremies » en het saldo door leningsgelden.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

#012/20.11.2013/A/0041# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

Contrat de quartier Ecluse Saint-Lazare – (op. 4.2 bis)- Réaménagement léger de la place de la Duchesse et aménagements de confort et de sécurité de l'espace public - Adaptation de la dépense

LE CONSEIL

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins en date du 03 octobre 2012 décidant entre autre:

- sur base du rapport d'analyse, de désigner et de passer commande à l'entreprise « De Dender nv », Kolonel Bourgstraat 40, 1030 Brussel (TVA : BE 0438.634.493) , n° compte: 293-0416999-51 pour le marché de travaux relatifs aux travaux de réaménagement léger de la place de la Duchesse de Brabant à Molenbeek-Saint-Jean pour un montant total de 227.611,01 EUR HTVA, soit 275.409,32 EUR TVAC;
- d'engager un montant de 330.500,00 EUR à l'article 9301/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 et de la couvrir par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier Ecluse/ Saint-Lazare, du programme Politique des Grandes Villes et le solde par des fonds d'emprunt .

Considérant que le taux de TVA à appliquer est de 21% ;

Vu le décompte n°1 approuvé par la délibération du Collège des Bourgmestres et

Echevins en date du 09 octobre 2013 d'un montant total de € 50.715,01 t vac ;
Considérant que le crédit initialement engagé pour cette opération est insuffisant pour couvrir toutes les dépenses supplémentaires (décomptes, travaux supplémentaires et révision des prix des travaux);
Considérant qu'un crédit supplémentaire estimé à € 60.000,00 doit être prévu pour pouvoir couvrir les décomptes ultérieurs ainsi que la révision des prix ;
Considérant que les crédits nécessaires sont disponibles à l'article 9301/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice en cours ;
Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

Article unique:

D'imputer un montant supplémentaire de € 60.000,00 pour cette opération à l'article 9301/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 et de couvrir la dépense par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier et le solde par des fonds d'emprunt;

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 39 votes positifs.

Wijkcontract Sluis Sint-Lazarus – (ingreep 4.2 bis)- Lichte herinrichting van de Hertogin van Brabantplaats en inrichtingswerken ter verbetering van het comfort en de veiligheid van de openbare ruimte – Aanpassing van de uitgave

DE RAAD

Gezien de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 03 oktober 2012 houdende beslissing onder andere:

- op basis van het analyserapport, de onderneming « De Dender nv », Kolonel Bourgstraat 40, 1030 Brussel (BTW : BE 0438.634.493) , rekeningnr.: 293-0416999-51 aan te duiden en er de bestelling bij te plaatsen voor de opdracht voor werken betreffende de lichte herinrichtingswerken van de Hertogin van Brabantplaats te Sint-Jans-Molenbeek voor een totaalbedrag van 227.611,01 EUR btw excl., hetzij 275.409,32 EUR btw incl.;

- een bedrag van 330.500,00 EUR in te schrijven op artikel 9301/731/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2012 en het te dekken door de in het kader van wijkcontract Sluis / Sint-Lazarus en het Grootstedenbeleid toegekende subsidies en het saldo door leningsgelden.

Overwegende dat het btw-percentage dat moet worden toegepast 21% bedraagt;

Gezien de afrekening nr.1 die door de beraadslaging van het College van burgemeester en Schepenen van 09 oktober 2013 is goedgekeurd voor een totaalbedrag van 50.715,01 EUR btw incl. ;

Overwegende dat het krediet dat oorspronkelijk voor deze ingreep was ingeschreven onvoldoende is om al de bijkomende uitgaven (afrekeningen, bijkomende werken en prijssherzieingen van de werken) te dekken;

Overwegende dat een op 60.000 EUR geraamd bijkomend krediet moet voorzien worden om de latere afrekeningen evenals de prijssherziening te kunnen dekken ;

Overwegende dat de nodige kredieten beschikbaar zijn op artikel 9301/731/60 van de buitengewone begroting van het lopende dienstjaar ;

Gezien artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST :

Enig artikel

Een bijkomend bedrag van 60.000 EUR voor deze ingreep aan te rekenen op artikel 9301/731/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2013 en de uitgave te dekken door de in het kader van het wijkcontract toegekende subsidies en het saldo door leningsgelden;

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

#012/20.11.2013/A/0042# **Relation Et Action Sociale - Sociale Relaties En Acties**

Vente de cartes postales représentants des lieux ou personnes de Molenbeek-Saint-Jean en différents endroits qui présentent un lien avec la culture et/ou le tourisme sur le territoire de Molenbeek-Saint-Jean - Approbation du contrat-type.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale et plus particulièrement son article 123 ;

Vu la note d'orientation politique 2012-2015 et plus particulièrement ses points 18 (« la culture »)

et 20 (le tourisme à la découverte de Molenbeek-Saint-Jean) ;

Vu la délibération du Collège en date du 25 septembre 2013 ;

Considérant les nouvelles observations du service juridique ;

Considérant que dans sa note d'orientation politique 2012-2015, particulièrement en son point 20, le collège veut promouvoir le patrimoine culturel de Molenbeek-Saint-Jean, de façon originale et de manière continue, il veut rappeler la richesse de la commune et de ses habitants;

Considérant l'intérêt marqué pour ce projet de façon générale et par les personnes responsables des points de distribution ;

Considérant qu'il y a lieu d'approuver le contrat type entre l'administration communale et les personnes morales ou les commerçants de vendre lesdites cartes postales ;

DECIDE :

Article unique:

d'approuver le contrat-type tel que proposé en annexe de la présente délibération.

De transmettre la présente délibération aux services : la Recette communale (B4), la Comptabilité (B6), l'Economat (B10), le Service du Tourisme ; B19 (HD) ;

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 39 votes positifs.

Verkoop van prentkaarten met afbeeldingen van plaatsen en mensen van Sint-Jans-Molenbeek op verschillende punten die een band hebben met cultuur en toerisme op het grondgebied van Sint-Jans-Molenbeek - Goedkeuring van de typeovereenkomst.

DE RAAD,

Gezien de Nieuwe Gemeentewet en in bijzonder haar artikel 123;

Gezien de politieke oriëntatienota 2012-2015 en in bijzonder zijn punten 18 (“cultuur”) en 20 (toerisme om Sint-Jans-Molenbeek te ontdekken).

Gezien de beraadslaging van het college van 25 september 2013;

Gezien de nieuwe opmerkingen van de juridische dienst;

Overwegende dat in zijn politieke oriëntatienota van 2012-2015, in het bijzonder in zijn punt 20,

het college het cultureel erfgoed van Sint-Jans-Molenbeek op een bestendige en originele manier wil promoten; het wil de rijkdom van de gemeente en haar inwoners tot zijn recht brengen;

Gezien de belangstelling voor dit project in het algemeen en in het bijzonder van mensen die verantwoordelijk zijn voor de distributiepunten;

Overwegende dat het nodig is om de typeovereenkomst tussen het gemeentebestuur en de rechtspersonen of handelaars met betrekking tot de verkoop van deze prentkaarten goed te keuren.

BESLUIT:

Enig artikel:

De typeovereenkomst zoals voorgesteld in bijlage van deze beraadslaging goed te keuren

.

De huidige beraadslaging aan de volgende diensten door te sturen : B4, B6, B10, dienst Toerisme, B19 (HD);

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

#012/20.11.2013/A/0043# **Relation Et Action Sociale - Sociale Relaties En Acties**

Subside pour une activité en faveur de jeunes présentant des troubles mentaux.

LE CONSEIL,

Vu la décision du 19/04/1984 par laquelle le Conseil communal a approuvé le règlement relatif à la répartition des subsides, primes et autres libéralités, devenu exécutoire par décision du Ministre de la Région bruxelloise en date du 26/07/1984 ;

Vu la loi du 14 novembre 1983, relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions ;

Vu l'article 8330/332/02, "assistance aux moins valides" du budget communal pour l'exercice 2013 ;

Vu la lettre de l'asbl Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek par laquelle il sollicite une aide financière pour une activité en faveur de jeunes présentant des troubles de la personnalité avérés ainsi que des jeunes présentant des troubles mentaux fréquentant l'enseignement spécial;

Vu que cette activité a coûté à l'asbl la somme de 300,00 EUR ;

DECIDE :

Article 1 :

De rembourser 50 % du coût total (150,00 EUR) à l'asbl Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek, (n° d'entreprise 0449.487.409), rue du Comte de Flandre, 15 à 1080 Molenbeek-St-Jean sur le n° de compte IBAN BE11 0012 7347 9048, directeur Administratif et financier : Christophe DENOEL.

Article 2 :

D'imputer la dépense à l'article 8330/332/02 du budget de l'année 2013.

Expédition de la présente délibération sera transmise au service de la Comptabilité (B6) et à la Recette communale (B4).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 39 votes positifs.

Subsidie voor een activiteit ten voordele van jongeren met mentale stoornissen.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 19 april 1984 tot goedkeuring van het reglement met betrekking tot de toekenning van subsidies, premies en andere giften en uitvoerbaar door de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op datum van 26 juli 1984;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle over de toekenning en de besteding van subsidies;

Gezien het artikel 8330/332/02, "assistentie aan minder-valide" van het gemeentelijk budget voor het dienstjaar 2013;

Gezien de brief van de vzw Cel ter Bestrijding van de Sociale Uitsluiting te St-Jans-Molenbeek, waarin zij een financiële hulp vraagt voor een activiteit ten voordele van jongeren met een erkende stoornis in hun persoonlijkheidsstructuur en jongeren met mentale stoornissen, schoolgaand in het bijzonder onderwijs;

Gezien deze activiteit 300,00 EUR gekost heeft aan de vzw;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Het terugbetalen van 50 % van de totale kost (150,00 EUR) aan de vzw Cel ter Bestrijding van de Sociale Uitsluiting te St-Jans-Molenbeek (ondernemingsnummer 0449.487.409), Graaf van Vlaanderenstraat, 15 te 1080 St-Jans-Molenbeek op het rekeningnummer IBAN BE11 0012 7347 9048, administratief en financieel Directeur : Christophe DENOEL.

Artikel 2 :

De uitgave in te schrijven onder het artikel 8330/332/02 van het budget van het dienstjaar 2013.

Een kopie van de huidige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de dienst Boekhouding (B6) en aan de Gemeentkas (B4).

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

#012/20.11.2013/A/0044# **Développement Urbain - Stadsontwikkeling**

Nouvelle loi communale article 234 alinéa 3 – Marchés publics – Communication des décisions du collège des Bourgmestre et Echevins.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234§3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006 ;

Vu les décisions du collège de Bourgmestre et Echevins relatives à la passation de marchés par procédure négociée en vertu de l'article 17§2, 1^oa) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services,

EST INFORMÉ DE LA DÉCISION DU COLLÈGE SUIVANTE :

- Séance du 09/10/2013 - principe d'élaboration d'un Règlement Communal d'Urbanisme portant sur l'ensemble du territoire complété d'un Règlement Communal d'Urbanisme zoné portant sur la Place Communale - procédure négociée sans publicité - € 40.000 TVAC (montant arrondi) - art. 9300/747/60 du budget extraordinaire (2013)

ET DÉCIDE:

Article unique:

D'approuver le mode de financement de la dépense susvisée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 39 votes positifs.

Nieuwe Gemeentewet artikel 234 alinea 3 – Overheidsopdrachten – Mededeling van de beslissingen van het College van Burgmeester en Schepenen.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234§3 zoals gewijzigd door de ordonnanties van 17 juli 2003 en 9 maart 2006;

Gelet op de beslissingen van het college van Burgemeester en Schepenen waarbij opdrachten gegund worden door onderhandelingsprocedure volgens artikel 17§2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

WORDT GEÏNFORMEERD VAN DE VOLGENDE BESLISSING VAN HET COLLEGE:

- Zitting van 09/10/2013 - het principe van uitwerking van een Gemeentelijke Stedenbouwkundige Verordening, die betrekking heeft op het volledig grondgebied, aangevuld met een Gemeentelijke Stedenbouwkundige Zoneverordening betreffende de Gemeenteplaats - onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - 40.000 €, inclusief BTW (afgerond bedrag) - art. 9300/747/60 van de begroting (2013)

EN BESLUIT:

Enig artikel:

de financieringswijze van de bovenvermelde uitgave goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

#012/20.11.2013/A/0045# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur**
Approbation de la convention Brede School Bruxelles 2013-2014.

Les membres du Conseil communal sont invités à approuver la convention entre la commune de Molenbeek-Saint-Jean et la VGC (Vlaamse Gemeenschapscommissie).

Cette convention a comme but de recevoir un soutien financier de la VGC afin d'engager un coordinateur Brede School.

Vu que le projet est soutenu financièrement par la VGC ; vu que collaborateur de projet sera engagé par la commune de Molenbeek-Saint-Jean, grâce à ces subsides, le collaborateur s'occupera principalement d'augmenter le potentiel de toutes les Brede Scholen et d'augmenter les possibilités de développement des enfants et des jeunes et leur environnement à un maximum; vu la tendance croissante de collaborer en partenariat en fonction du développement plus large des enfants et des jeunes, le collaborateur s'occupera donc également de nouer les liens entre plusieurs partenaires et les écoles à Molenbeek.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
39 votants : 39 votes positifs.

Goedkeuring van de overeenkomst Brede School Brussel 2013-2014.

DE RAAD,

Gelet op het decreet van 13 juli 2001 houdende het stimuleren van een kwalitatief en integraal lokaal cultuurbeleid;

Gelet op het potentieel van Brede Scholen om te werken aan maximale ontwikkelingskansen van alle kinderen en jongeren en hun omgeving;

Gelet op de groeiende tendens om sectoroverstijgend samen te werken in functie van de bredere ontwikkeling van kinderen en jongeren;

Overwegende dat de gemeente Sint-Jans-Molenbeek subsidies ontvangt van de Vlaamse Gemeenschapscommissie voor het project Brede School Brussel, specifiek voor Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat de gemeente Sint-Jans-Molenbeek zich ertoe engageert een projectmedewerker Brede School Molenbeek (Brom-coördinator) tewerk te stellen die gesubsidieerd wordt via de Vlaamse Gemeenschapscommissie voor de periode van 1 september 2013 tot en met 31 augustus 2014;

Gezien er geen op- of aanmerkingen zijn van de dienst Betwiste Zaken;

BESLUIT:

Enig artikel :

De overeenkomst Brede School voor het schooljaar 2013- 2014 in bijlage goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overgemaakt worden aan de Nederlandstalige Pedagogische cel.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

#012/20.11.2013/A/0046# **Relation Et Action Sociale - Sociale Relaties En Acties**

Octroi d'un subside extraordinaire à l'Association Real Molenbeek- Malem 2014.

LE CONSEIL,

Vu la note d'orientation politique sectorielles inscrites dans une réelle politique de solidarité internationale en soutenant modestement un partage d'expérience et bonnes pratiques avec d'autres pouvoirs locaux du Sud notamment en termes de bonne gouvernance, d'éducation, de participation citoyenne, de culture, d'environnement ou de santé;

Vu que la note d'orientation politique définit également les différentes missions du service des Relations Internationales, à savoir soutenir les associations locales qui œuvrent en faveur des droits humains et de la solidarité internationale ;

Vu le dossier déposé par Real Molenbeek relatif à une demande de soutien financier dans le cadre du projet Malem 2014 ;

Considérant que Malem 2014 est un projet d'initiation à l'action humanitaire et découverte socioculturel au Sénégal ;

Considérant que cette action humanitaire concerne 10 jeunes de 14 à 18 ans ;

Considérant que l'objectif est d'approfondir la connaissance et la maîtrise des nouvelles Technologies de l'Information en vue d'aller tenter de résoudre le problème de fracture numérique qui touche les jeunes sénégalais ;

Considérant que le budget 2013, prévoit à l'article 1500/332/02 un subside de 2500 euro destiné à financer des frais de fonctionnement du projet;

Considérant que ce subside sera liquidé à l'ASBL « Real Molenbeek », dont le siège social est établi Rue Jennart, 51 à Molenbeek-Saint-Jean sur le compte à vue n° 001-3108224-32 ;

DECIDE :

Article 1

D'octroyer un subside extraordinaire d'un montant de 2.500 euro à l'ASBL « Real Molenbeek », dont le siège social est établi Rue Jénnart, 51 à Molenbeek-Saint-Jean et de le verser sur le compte à vue n° 001-3108224-32 de ladite ASBL ;

Article 2

De réserver la dépense de 2500 euro à l'article 1500/332/02 du budget 2013 ;

Article 3

De charger le service des Relations Internationales de prendre les dispositions requises à cet effet.

Expédition de la présente délibération sera transmis à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle sur actes des communes de la Région de Bruxelles - Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 38 votes positifs, 1 abstention.

Toekenning van een buitengewone subsidie aan de Vereniging Real Molenbeek-Malem 2014.

DE RAAD,

Gelet op de sectorale beleidsnota, die kadert in een daadwerkelijk beleid dat gericht is op internationale solidariteit, door op een bescheiden manier het delen van ervaring en goede praktijken, met name in termen van goed beheer, onderwijs, burgerparticipatie, cultuur, leefmilieu of gezondheid, met andere lokale overheden in het Zuiden te steunen; Overwegende dat in de beleidsnota tevens de verschillende opdrachten van de dienst Internationale betrekkingen worden omschreven, namelijk ondersteuning van de plaatselijke verenigingen, die zich inzetten voor mensenrechten en internationale solidariteit ;

Gezien het dossier dat ingediend is door Real Molenbeek, betreffende een verzoek om financiële steun in het kader van het Project Malem 2014 ;

Overwegende dat Malem 2014 een project is voor initiatie in het nemen van initiatieven op humanitair vlak en ontdekking op sociaal-cultureel gebied in Senegal ;

Overwegende dat bij deze initiatieven op humanitair vlak 10 jongeren tussen 14 en 18 jaar oud betrokken zijn ;

Overwegende dat dit project ten doel heeft de kennis van de nieuwe informatietechnologie te verdiepen en de beheersing ervan te vergroten, om op die manier te streven naar de oplossing van het probleem van de numerieke kloof waarmee de Senegalese jongeren worden geconfronteerd ;

Overwegende dat onder artikel 1500/332/02 van de begroting 2013 een subsidie van 2500,00 EUR ingeschreven is, die bestemd is voor financiering van de werkingskosten van dit project ;

Overwegende dat deze subsidie zal worden betaald aan de V.Z.W. "Real Molenbeek", waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is Jennartstraat 51, te Sint-Jans-Molenbeek, op het rekeningnummer 001-3108224-32 van de zichtrekening ;

BESLUIT:

Artikel 1

aan de v.z.w. “Real Molenbeek”, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is Jennartstraat 51, te Sint-Jans-Molenbeek, een buitengewone subsidie van 2.500,00 EUR toe te kennen, dit buitengewone subsidie op het rekeningnummer 001-3108224-32 van de zichtrekening van de zogenoemde VZW te storten ;

Artikel 2

de uitgave van 2.500,00 EUR voor te behouden op artikel 1500/332/02 van de begroting van het lopend dienstjaar ;

Artikel 3

de dienst Internationale betrekkingen te belasten met het nemen van de nodige maatregelen te dien einde.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

39 stemmers : 38 positieve stemmen, 1 onthouding.

#012/20.11.2013/A/0047# **Relation Et Action Sociale - Sociale Relaties En Acties**

Octroi d'un subside extraordinaire à l'asbl FC Molenbeek Girls.

LE CONSEIL,

Considérant la création d'une nouvelle association sans but lucratif dénommée FC Molenbeek Girls au mois de juillet dernier ;

Considérant les objectifs poursuivis par cette association, à savoir la promotion du football auprès des jeunes filles et dames de Molenbeek-Saint-Jean et alentours, leur participation à une compétition officielle et à travers cela la stimulation de leur émancipation et la création d'une activité de loisirs qui leur est destinée ;

Considérant la quasi inexistence d'équipes féminines sur notre commune et le peu de perspectives proposées dans ce domaine actuellement ;

Considérant que cette association regroupe déjà une cinquantaine de jeunes filles dont la majorité est issue de notre commune ;

Considérant les valeurs portées par cette association, telles que l'épanouissement de la personne, l'esprit d'équipe et de solidarité ou encore la tolérance et le respect ;

Considérant l'encadrement de qualité assuré par un employé de Buurtsport Brussel ;

Considérant les crédits disponibles à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours ;

DECIDE :

Article 1 :

d'accorder un subside extraordinaire d'un montant de 2.500 EUR à l'asbl FC

Molenbeek Girls (n°0536.785.726) afin de lui permettre de démarrer ses activités destinées aux jeunes filles et aux dames ;

Article 2 :

d'engager la dépense à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours et verser le montant sur le compte bancaire IBAN BE51 7340 3745 7062 de l'association, sise Chaussée de Merchtem, 9 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 39 votes positifs.

Toekenning van een buitengewone subsidie aan de v.z.w. FC Molenbeek Girls.

DE RAAD,

Gelet op de oprichting van een nieuwe vereniging zonder winstoogmerk, FC Molenbeek Girls genaamd, in juli jongstleden ;

Gelet op de doelstellingen die door deze vereniging worden nagestreefd, namelijk voetbal promoten bij jonge meisjes en dames van Sint-Jans-Molenbeek en omgeving, hun deelname aan officiële wedstrijden bevorderen, en op die manier hun emancipatie en de invoering van een vrijetijdsactiviteit die voor hen bestemd is, in de hand werken ;
Overwegende dat vrouwenteams in onze gemeente vrijwel onbestaand zijn, en dat er op dit gebied momenteel weinig perspectieven zijn ;

Overwegende dat deze vereniging al een vijftigtal jonge meisjes groepeerd, van wie de meesten woonachtig zijn in onze gemeente ;

Gezien de waarden die worden ondersteund door deze vereniging, zoals persoonlijke ontplooiing, teamgeest en solidariteit, en ook verdraagzaamheid en respect ;

Gelet op de kwaliteitsvolle omkadering die door een werknemer van Buurtsport Brussel wordt verstrekt ;

Gezien de kredieten die ingeschreven zijn onder artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopend dienstjaar ;

BESLUIT :

Artikel 1 :

een buitengewone subsidie voor een bedrag van 2.500 EUR toe te kennen aan de v.z.w. FC Molenbeek Girls (nr. 0536.785.726) om de vereniging zodoende de gelegenheid te bieden te starten met haar activiteiten, die bestemd zijn voor jonge meisjes en dames ;

Artikel 2 :

de uitgave te verrekenen op artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopend dienstjaar, en het bedrag te storten op het IBAN-bankrekeningnummer BE51 7340 3745 7062 van de vereniging, gelegen steenweg op Merchtem 9, te 1080 Sint-Jans-Molenbeek.

Het onderhavig besluit wordt overgemaakt aan de voogdijoverheid, overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende de administratieve voogdij op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

#012/20.11.2013/A/0048# **Relation Et Action Sociale - Sociale Relaties En Acties**

Octroi d'un subside extraordinaire aux activités et évènements à la Fonderie.

LE CONSEIL,

Considérant que La Fonderie est une asbl molenbeekoise qui a pour but de conserver et collecter la mémoire du travail, en présentant des expositions retraçant l'histoire industrielle et sociale de la ville.Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que La Fonderie est un lieu incontournable à Molenbeek, participant au rayonnement de notre Commune, de son patrimoine historique, économique, social et touristique ;

Considérant l'impact positif des activités menées par La Fonderie sur l'image de Molenbeek ;

Considérant les crédits disponibles pour des subsides aux organismes à l'article 5610/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours ;

Vu la demande de soutien aux activités et évènements festifs parvenu à l'échevinat du Tourisme par courrier daté du 12 juin 2013 de la part de La Fonderie,

DECIDE:

Article 1 :

D'accorder un subside extraordinaire d'un montant de 750€ à La Fonderie, dont le numéro de compte est le BE57 068104819035

Article 2 :

De réserver la dépense à l'article 5610/332/02 du budget ordinaire de l'exercice 2013.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la région de Bruxelles-Capitale et aux services de la Comptabilité (B6), la Recette communale (B4), l'Economat (B10).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 39 votes positifs.

Toekenning van een buitengewone subsidie aan aan de activiteiten en evenementen van de Fonderie.

DE RAAD,

Overwegend dat « La Fonderie » een Molenbeekse vzw is die tot doel heeft de geschiedenis van de arbeid in Brussel te verzamelen en te bewaren door het voorstellen van exposities die het industriële en sociale verleden van Sint-Jans-Molenbeek weergeven.

Overwegend dat « La Fonderie » een plaats is in Molenbeek waar men niet omheen kan, en die aan de uitstraling van de historische, economische, sociale en toeristische eigendom van onze Gemeente meewerkt;

Gezien de positieve invloed op het beeld van Molenbeek verkregen door de activiteiten die door « La Fonderie » gevoerd worden;

Overwegend dat de kredieten voorzien op artikel 5610/332/02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar om toelagen aan de organismen toe te kennen voorzien zijn;

Overwegend de aanvraag van 12 juni 2013 tot het bekomen van steun voor de activiteiten en feestelijke gebeurtenissen van “La Fonderie” toegekomen bij de Schepen van Toerisme;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een buitengewone subsidie van een bedrag 750Eu toe te kennen aan « La Fonderie », op hun rekeningnummer BE57 068104819035

Artikel 2 :

de uitgaven van artikel 5610/332/02 van budget 2013 af te trekken

De huidige beraadslaging aan de volgende diensten door te sturen : B4, B6, B10, dienst Toerisme, B19 (HD);

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

Jef Van Damme quitte la séance / verlaat de zitting

Khadija El Hajjaji quitte la séance / verlaat de zitting

Shazia Manzoor quitte la séance / verlaat de zitting

#012/20.11.2013/A/0049# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur**
Approbation du plan de politique culturelle néerlandophone intégrée 2014-2019.

Ci-joint le texte explicatif en français (la délibération officielle est uniquement en néerlandais):

Considérant que la Vlaamse Gemeenschap soutient depuis 2002 le développement de la culture locale à Molenbeek, sur base des plans culturels 2005-2007 et 2008-2013 et sur base des plans d'actions et évaluations annuelles ;

Considérant que le Gouvernement flamand a modifié le décret de Politique de Culture

Locale du 5 juillet 2007 par un nouveau décret Culture Locale du 6 juillet 2012, ceci étant entretemps complété avec un arrêt de décision dd. 26 octobre 2012 ;
Considérant que les conditions d'adhésion à et les possibilités de subvention offertes par ce nouveau décret Culture Locale, ne sont pas différentes de celles qui étaient appliquées durant la période 2008-2013, et que par conséquent l'adhésion au nouveau décret ne suppose aucun nouvel engagement ou investissement de la part de la commune mais offre une base de subvention dans la culture à Molenbeek pour les prochaines six années par la Communauté flamande et la Vlaamse Gemeenschapscommissie;
Considérant que le plan culturel annexé répond aux critères formaux émis par la Communauté flamande dans le décret de Politique Culture Locale du 13 juillet 2007 et ceux du nouveau décret du 6 juillet 2012 ;
Vue que le plan correspond aux critères participatifs émis par la Communauté flamande notamment d'impliquer les habitants et associations concernées dans des débats préparatoires ;
Considérant la lettre de la Vlaamse Gemeenschapscommissie dd. 24 septembre 2013, demandant à la commune de Molenbeek Saint Jean d'envoyer pour le 1er décembre 2013 un nouveau plan culturel couvrant la période 2014-2019, accompagné d'un avis favorable du Cultuurraad, des conseils d'administration de la bibliothèque communale néerlandophone et du CC De Vaartkapoen et d'une approbation du conseil communal;
Considérant que le Cultuurraad a donné un avis favorable le 22 octobre 2013, et que les conseils d'administration de la bibliothèque communale néerlandophone et du CC De Vaartkapoen se sont également prononcés positivement sur le plan culturel pour Molenbeek annexé, lors de sa réunion du respectivement le 22 et le 21 octobre 2013;
Considérant que le règlement organique de l'organisation du Cultuurraad, approuvé par le conseil communal le 22 novembre 2007 est adapté aux critères formaux de la Communauté flamande ;

DECIDE:

Article unique:

D'approuver ce plan culturel et de donner instruction pour qu'il soit transmis pour le 1er décembre 2013 à la Vlaamse Gemeenschapscommissie, avec les éléments annexes nécessaires.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
36 votants : 36 votes positifs.

Goedkeuring van het Nederlandstalige geïntegreerde cultuurbeleidsplan 2014 - 2019.

DE RAAD,

Gelet op het decreet van 13 juli 2001 houdende het stimuleren van een kwalitatief en integraal lokaal cultuurbeleid;
Gelet op het besluit van 11 januari 2002 van de Vlaamse regering ter uitvoering van het

decreet van 13 juli 2001 houdende het stimuleren van een kwalitatief en integraal lokaal cultuurbeleid;

Gelet de decreetswijziging van 23 december 2006 dat een geïntegreerd cultuurbeleidsplan voorschrijft;

Gelet het ministerieel besluit van 13 februari 2007 tot wijziging van het ministerieel besluit van 29 mei 2002 houdende vastlegging van de structuur van het gemeentelijk cultuurbeleidsplan, een beleidsplan van de bibliotheek en een beleidsplan van het cultuurcentrum;

Gelet op het decreet van 6 juli 2012 houdende het stimuleren van een duurzaam en kwalitatief lokaal cultuurbeleid;

Overwegende dat het geïntegreerde cultuurbeleidsplan 2014 -2019 de geïntegreerde doelstellingen en acties beschrijft van GC De Vaartkapoen, O.B. De Boekenmolen, de Nederlandstalige cultuurdienst en de culturele acties van Brede School Molenbeek op basis van een brede bevolkingsparticipatie;

Gelet op de administratieve richtlijnen voor het lokaal cultuurbeleid voor de Brusselse gemeenten vanwege het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap en de Vlaamse gemeenschapscommissie voor het jaar 2014;

Overwegende dat de raad van beheer van GC De Vaartkapoen, de raad van beheer van O.B. De Boekenmolen en de cultuurraad het geïntegreerde cultuurbeleidsplan 2014 - 2019 goedkeurden op respectievelijk 21 oktober 2013 en beide laatsten op 23 oktober 2013;

Overwegende dat het organieke reglement, goedgekeurd door de gemeenteraad op 18 mei 2005, herzien door de gemeenteraad van 22 november 2009 en opnieuw aangepast dient te worden aan de nieuwe decretale vereisten;

BESLUIT:

Enig artikel:

Het geïntegreerde cultuurbeleidsplan 2014 – 2019 in bijlage goed te keuren.

Verzending van huidige beslissing aan de dienst secretariaat, O.B. De Boekenmolen en de Nederlandstalige cultuurdienst (B12).

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

#012/20.11.2013/A/0050# **Travaux Publics Et Travaux De Voirie - Openbare Werken En Wegenwerken**
Marché de travaux relatif à la modernisation des ascenseurs des bâtiments communaux – Projet – CC13.0051.

Le point est retiré de l'ordre du jour, double emploi avec le point 32.

Werken opdracht betreffende de moderniseringwerken van de liften van de gemeentelijke gebouwen – Ontwerp – GR13.0051.

Het punt wordt van de dagorde gehaald, dubbel gebruik met punt 32.

Contrat de quartier Cinéma Belle-Vue - Volet 2 - Vente d'un bâtiment et d'un terrain sis à 1080 Bruxelles, rue de la Perle 3 en vue de la construction de logements.

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale en date du 10 décembre 2009 approuvant le programme de base du contrat de quartier Cinéma Belle-Vue ;
Considérant que le volet 2 dudit programme prévoit l'acquisition d'un immeuble situé à 1080 Bruxelles, rue de la Perle 3 (cadastré 2^{ième} division, section B, n° 139E) afin d'y mener soit une opération de démolition-reconstruction soit une rénovation en vue de la création de 15 logements ;

Considérant que l'article 4, 2° de l'Ordonnance du 7/10/1993 organique de la revitalisation des quartiers définit les opérations sous volet 2 comme "toute acquisition de biens immeubles, bâtis ou non, ou toute prise de droit d'emphytéose sur de tels biens, en vue, le cas échéant, de les assainir en tant que terrain à bâtir et de les mettre à disposition d'investisseurs privés ou publics afin de les affecter exclusivement à l'habitat" ;

Vu la délibération du Conseil communal du 30/06/2011 portant décision, entre autres, d'approuver l'acquisition par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean du bien sis à 1080 Bruxelles, rue de la perle 3 pour un montant de € 638.000,00 ;

Considérant que le prix de la vente doit correspondre au minimum au quart du prix de l'estimation du Receveur de l'Enregistrement sans pouvoir être inférieur aux coûts de viabilisation des terrains par les travaux d'installation des réseaux d'électricité, de gaz, d'égout et de canalisation d'eau (article 4, §1^{er}, 2° de l'arrêté du 3 février 1994 portant exécution de l'ordonnance organique de la revitalisation des quartiers) ;

Considérant que le coût de viabilisation du bâtiment est estimé à € 65.000,00 (montant arrondi) ;

Considérant que vu ces montants, le prix minimum de mise en vente du bien sis à 1080 Bruxelles, rue de la Perle 3 sera de € 175.750,00 ;

Considérant que le mode de vente sera la vente de gré à gré avec mesures de publicité selon les conditions et critères tels que définis dans le cahier spécial des charges annexé à la présente délibération ;

Considérant que la recette sera inscrite à l'article 9301/761-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014;

Vu le cahier spécial des charges rédigé par la division des projets subsidiés ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article 1:

De prendre connaissance et d'approuver les termes du cahier spécial des charges relatif à la vente d'un bâtiment et d'un terrain sis à 1080 Bruxelles, rue de la perle 3 dans le cadre du volet 2 du Contrat de quartier « Cinéma Belle-Vue » ;

Article 2:

D'approuver la vente du bâtiment et du terrain par procédure de vente de gré à gré avec mesures de publicité pour un montant minimum de € 175.750,00 ;

Article 3:

De prévoir la recette à l'article 9301/761-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 ;

Expédition in extenso du dossier sera faite au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale (Tutelle générale) ainsi qu'aux autorités subsidiaires.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 34 votes positifs, 2 abstentions.

Wijkcontract Cinema Belle-Vue – Luik 2 - Verkoop van een gebouw en een terrein gelegen te 1080 Brussel, Parelstraat 3 met het oog op het bouwen van woningen.

DE RAAD,

Gezien het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 10 december 2009 waarmee de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het programma van het wijkcontract "Cinema Belle-Vue" goedkeurt;

Overwegende dat het luik 2 van bovenvermeld programma voorziet in de aankoop van een gebouw gelegen te 1080 Brussel, Parelstraat 3 (gekadastréerd in de 2de afdeling, sectie B, nr 139E) voor ofwel een operatie van afbraak-verbouwing ofwel een renovatie met het oog op het bouwen van 15 woningen;

Overwegende dat artikel 4, 2° van de Ordonnantie van 7/10/1993 houdende organisatie van de herwaardering van de wijken, de ingrepen uit luik 2 definieert als "het verwerven van al dan niet bebouwde onroerende goederen, of het in erfpacht nemen van dergelijke goederen om ze, in voorkomend geval, bouwrijp te maken en ze ter beschikking te stellen van overheids- of privé-investeerders, om ze uitsluitend voor huisvesting te bestemmen";

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad d.d. 30/06/2011 instemmend, onder andere, met de aankoop door de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek van een goed gelegen te 1080 Brussel, Parelstraat 3 voor een bedrag van € 638.000,00;

Overwegende dat de verkoopprijs moet overeenkomen met minstens een vierde van de prijs van de raming van de Gewestelijke ontvanger, zonder lager te kunnen zijn dan de kosten voor het bouwrijp maken van de terreinen door installatiewerken van leidingen voor elektriciteit, gas, riolen en water (artikel 4, § 1er, 2° van het besluit van 3 februari

1994 houdende uitvoering van de ordonnantie houdende organisatie van de revitalisering van de wijken);

Overwegende dat de kosten voor het bouwrijp maken van het gebouw zijn geraamd op 65.000,00 € (afgerond bedrag);

Overwegende dat gelet op deze bedragen, de minimumprijs voor het te koop stellen van het goed gelegen te 1080 Brussel, Parelstraat 3 175.750,00 € bedraagt;

Overwegende dat de wijze van verkoop de onderhandse verkoop met bekendmaking zal zijn, volgens de voorwaarden en criteria zoals omschreven in het bijzonder bestek in bijlage bij deze beraadslaging;

Overwegende dat de opbrengst zal ingeschreven worden op het artikel 9301/761-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014;

Gezien het bijzonder bestek, opgesteld door de afdeling gesubsidieerde projecten;

Gelet op de artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

B E S L U I T :

Artikel 1 :

Kennis te nemen van de bepalingen van het bestek betreffende de verkoop van een gebouw en een terrein gelegen te 1080 Brussel, Parelstraat 3 in het kader van luik 2 van wijkcontract “Cinema Belle-View” en deze goed te keuren;

Artikel 2 :

De verkoop van het gebouw en het terrein via de procedure van onderhandse verkoop met bekendmaking voor een minimumbedrag van 175.750,00 € goed te keuren;

Artikel 3 :

De opbrengst te voorzien op artikel 9301/761-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014;

Het dossier zal in extenso worden overgemaakt aan het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (Algemene voogdij) alsook aan de subsidiërende instanties.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

36 stemmers : 34 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

Shazia Manzoor entre en séance / treedt in zitting

#012/20.11.2013/A/0052# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

Interpellation introduite par Monsieur Christian Magérus, Conseiller communal PS, au sujet de la suppression de la brigade seniors.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation introduite par Monsieur Christian Magérus, Conseiller communal, au sujet de la suppression de la brigade seniors, dont la teneur suit:

Des rumeurs persistantes font état de la suppression de la « brigade seniors »

Pour ceux qui ne le savent pas, la « brigade seniors », est constituée des gardiens de la paix qui accompagnent nos seniors en rue lesquels :

- Participent à une activité organisée par la commune ou une association;
- Notamment, aux nombreux voyages, en son temps, initiés et organisés par l'Echevine de l'Action sociale, Paulette PIQUARD.
- Aux repas de printemps ou de Noël, organisé par le même échevinat ;
- Une activité organisée par une Association...

La raison d'être de cette cellule était donc d'accompagner et de sécuriser nos seniors quand ils participent à l'une ou l'autre des manifestations reprises ci-dessus.

Serait-ce en cette matière comme pour la propreté publique. Plus aucun papier gras ne jonche le sol communal, le Collège décide donc de supprimer la campagne ramassage/encombrants à domicile...

L'insécurité est bannie, nos seniors sont tous en pleine forme, pas de problème, et, aucune raison donc de laisser cette cellule continuer à fonctionner normalement au bénéfice des moins jeunes.

Ces gardiens de la paix assistent régulièrement les moins jeunes, des liens se sont créés, ils participent au processus intergénérationnel tellement important pour ce public plus fragile à qui nous devons le respect...

Pourquoi vouloir, à nouveau, supprimer ce service essentiel apporté à la population?

Christian Magérus

Le Conseil approuve le projet de délibération.

37 votants : 37 votes positifs.

Interpellatie ingediend door Mijnheer Christian Magérus, Gemeenteraadslid PS, Magérus betreffende de afschaffing van de Senioren brigade.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

#012/20.11.2013/B/0053# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

Interpellation déposée par Monsieur Dirk Berckmans, conseiller communal N-VA, relative à la publication des interpellations des conseillers communaux.

Cette interpellation concerne plusieurs aspects de la publication des interpellations des

conseillers communaux, ainsi que les réponses à ces interpellations.

1° Lors de la séance du conseil communal du 20 juin 2013 le nouveau « règlement d'ordre intérieur du conseil communal » (ROI) a été approuvé.

L'alinéa 3 de l'article 33 de ce règlement dit : « Le conseiller souhaitant voir sa question orale ou écrite publiée en français et en néerlandais, sur le site internet de la commune, fournira la traduction de sa question. La réponse sera alors également publiée dans les deux langues ».

Lors des séances du conseil communal du 9 juillet, du 28 août et du 24 septembre dernier, j'ai fait une ou plusieurs interpellations dont j'ai également fourni, préalablement et dans les délais, la traduction en français. Quand je consulte sur le site web de la commune le compte rendu intégral desdites séances, je constate que la question a été seulement reprise en néerlandais (langue dans laquelle la question a été posée) et que la réponse est seulement reprise en français (langue dans laquelle la réponse a été donnée). Ceci n'est pas conforme à la disposition précitée du ROI.

Je pensais que le conseil communal est l'organe réglementaire et que le collège des bourgmestre et échevin est l'organe qui est tenu à exécuter les décisions du conseil communal. Pourquoi le collège n'a pas appliqué l'article 33, alinéa 3 du ROI en ce qui concerne les interpellations qui ont été introduites dans les deux langues ?

2° Les questions écrites des conseillers communaux, ainsi que les réponses, sont publiées dans une sous-rubrique de la rubrique principale « Le Conseil », à savoir « Questions posées par les conseillers communaux et réponses données par le Collège des Bourgmestre et Echevins » ; voir le copy/paste ci-après :

« Conseil

- Le Conseil communal
- Séances du Conseil communal
- Les conseillers communaux
- Liste à jour du Collège des Bourgmestre et Echevins et des conseillers communaux
- Motions
- Questions posées par les conseillers communaux et réponses données par le Collège des Bourgmestre et Echevins
- Nouveau règlement d'ordre intérieur du conseil communal (en ce compris le règlement sur le droit d'interpellation des habitants) »

Les interpellations ou questions orales des conseillers communaux parlent, comment d'ailleurs aussi les questions écrites, souvent des problèmes qui concernent toute la population ou une grande partie de la population. Contrairement aux questions écrites, les questions orales ou interpellations sont seulement reprises dans le compte rendu intégral des séances du conseil communal. Ainsi, peu de citoyens retrouveront les questions orales ou interpellations et les réponses. En plus et sauf exception, les interpellations ne sont pas reprises à l'ordre du jour des séances du conseil communal tel qu'il est publié sur le site web de la commune. Dans la plupart des cas, cet ordre du jour publié mentionne seulement l'ordre du jour tel qu'il a été fixé par le président, en concertation avec le collège. S'il s'avère plus tard qu'il y a des interpellations ou autres points à ajouter à l'ordre du jour, cet ordre du jour complémentaire n'est plus publié sur le site communal.

Je pose les questions suivantes à ce sujet :

a) Est-ce que l'ordre du jour complémentaire peut également être publié dans la rubrique concernée du site web communal ?

b) Est-il possible de publier les questions orales ou interpellations également dans une rubrique particulière de la rubrique principale « Le Conseil » tel qu'il est le cas pour les

questions écrites ?

Je tiens à signaler enfin qu'il y a 7 sous-rubriques dans la rubrique principale "Le Conseil" en français, or qu'il y en a 8 dans la rubrique principale "De Raad" en néerlandais... mais il ne faut pas paniquer, il n'y a pas de discrimination linguistique ; il s'agit seulement d'une sous-rubrique qui, en néerlandais, a été reprise, deux fois tandis qu'il s'agit deux fois du même contenu (à savoir "Binnenhuis reglement van de Gemeenteraad (nieuwe versie van 20/06/2013)" et "Nieuw intern reglement van de gemeenteraad (reglement betreffende de interpellatierecht van de inwoners inbegrepen)". Morale de l'histoire : certains aspects sont publiés deux fois ; d'autres aspects ne sont pas publiés du tout...

Je vous remercie.

Dirk Berckmans.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

37 votants : 37 votes positifs.

Interpellatie ingediend door Mijnheer Dirk Berckmans, gemeenteraadslid N-VA, betreffende de publicatie van interpellaties van gemeenteraadsleden.

DE RAAD,

Neemt kennis van de interpellatie ingediend door Mijnheer Berckmans betreffende de publicatie van interpellaties van gemeenteraadsleden waarvan de inhoud volgt:

Deze interpellatie betreft verschillende aspecten m.b.t. de publicatie van interpellaties van gemeenteraadsleden en de erop gegeven antwoorden.

1° Tijdens de gemeenteraadszitting van 20 juni 2013 werd het nieuw "reglement van inwendige orde van de gemeenteraad" goedgekeurd.

Artikel 33, derde lid van dit nieuwe reglement luidt : "Het raadslid dat wenst dat zijn mondelinge of schriftelijke vraag op de website van de gemeente in het Nederlands en het Frans wordt gepubliceerd, verstrekt de vertaling van zijn vraag. Het antwoord zal dan ook in de beide talen worden gepubliceerd".

Tijdens de gemeenteraadszittingen van 9 juli, 28 augustus en 24 september jl. heb ik een of meerdere interpellaties gehouden en heb ik vooraf (en tijdig) telkens ook de vertaling van die interpellatie (in het Frans) verstrekt. Wanneer ik op de website van de gemeente het "integraal verslag" van die zittingen raadpleeg, stel ik vast dat de vraag enkel in het Nederlands is vermeld (taal waarin ik de vraag tijdens de zitting en mondeling heb uiteengezet) en dat het antwoord enkel in het Frans is opgenomen (taal waarin het antwoord tijdens de zitting en mondeling werd gegeven). Dit is niet in overeenstemming met de voormelde bepaling van het reglement van inwendige orde van de gemeenteraad. Ik meende dat de gemeenteraad het regelgevende orgaan was terwijl het college van burgemeester en schepenen het orgaan is dat uitvoering moet geven aan de regels waarover door de gemeenteraad werd beslist. Waarom heeft het college geen uitvoering gegeven aan artikel 33, derde lid van het reglement van inwendige orde van de gemeenteraad wat betreft de publicatie van interpellaties die in de twee talen zijn ingediend ?

2° De schriftelijke vragen van gemeenteraadsleden en de antwoorden erop worden op de website van de gemeente in een afzonderlijke rubriek van de hoofdruubriek “De Raad” gepubliceerd, met name in “Vragen gesteld door de gemeenteraadsleden en antwoorden gegeven door het college”; zie copy/paste hierna :

“De Raad

- De Gemeenteraad
- Zittingen van de Gemeenteraad
- De Gemeenteraadsleden
- Binnenhuis reglement van de Gemeenteraad (nieuwe versie van 20/06/2013)
- Lijst van het College van Burgemeester en Schepenen en van de Gemeenteraadsleden
- Moties
- Vragen gesteld door de Gemeenteraadsleden en antwoorden gegeven door het College van Burgemeester en Schepenen
- Nieuw intern reglement van de gemeenteraad (reglement betreffende de interpellatierecht van de inwoners inbegrepen)”

De interpellaties of mondelinge vragen van gemeenteraadsleden gaan, zoals trouwens ook de schriftelijke vragen, vaak over probleempunten die de gehele bevolking of een groot deel ervan aanbelangen. De mondelinge vragen of interpellaties, alsook de antwoorden erop, zijn daarentegen enkel in het integraal verslag weergegeven. Op die manier vinden weinig burgers die interpellaties terug. Bovendien zijn de interpellaties, behoudens enkele uitzonderlijke gevallen, ook niet opgenomen in de dagorde van de desbetreffende gemeenteraadszittingen zoals die wordt gepubliceerd op de gemeentelijke website : Meestal wordt immers allen de initiële dagorde gepubliceerd zoals die door de voorzitter, in samenspraak met het college, is opgesteld. Wanneer de dagorde nadien wordt aangevuld met interpellaties en/of andere punten, wordt die nieuw aangevulde agenda niet meer gepubliceerd.

Ter zake stel ik de volgende vragen :

- a) Kan de aanvullende agenda ook worden gepubliceerd in de desbetreffende rubriek op de gemeentelijke website ?
- b) Kunnen de interpellaties of mondelinge vragen, en de antwoorden erop, ook in een afzonderlijke rubriek van de voormelde hoofdruubriek “De Raad” worden gepubliceerd zoals dit het geval is met de schriftelijke vragen ?

Tot slot merk ik geheel terloops op dat het nieuw reglement van inwendige orde van de gemeenteraad in die rubriek tweemaal is gepubliceerd : eenmaal onder “Binnenhuis reglement van de Gemeenteraad (nieuwe versie van 20/06/2013)” en eenmaal onder “Nieuw intern reglement van de gemeenteraad (reglement betreffende de interpellatierecht van de inwoners inbegrepen)”. Aldus worden bepaalde aangelegenheden tweemaal gepubliceerd terwijl andere helemaal niet worden gepubliceerd...

Ik dank u.

Dirk Berckmans.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

Hassan Rahali entre en séance / treedt in zitting

Interpellation introduite par Monsieur Nader Rekik, Conseiller communal PS, au sujet de la rentrée scolaire 2013-2014.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation introduite par Monsieur Rekik au sujet de la rentrée scolaire 2013-2014, dont la teneur suit:

Réponses attendues aussi bien pour l'enseignement francophone que néerlandophone.

Voilà près de 3 mois que la rentrée scolaire a eu lieu.

Outre les échos divers que nous avons de la population, nous souhaiterions avoir davantage d'informations quant à cette rentrée scolaire.

Pourriez-vous nous faire part le plus précisément possible des chiffres correspondants aux enfants inscrits en 2013 2014 dans les écoles maternelles et primaires de la commune. Quels étaient les chiffres de l'année 2012 2013 ainsi que 2011 2012 ?

Quel est le nombre d'enfants sur listes d'attentes ?

Quel est le niveau de saturation de chaque école ?

Quels sont les établissements qui doivent accueillir plus d'élèves que d'habitude ?

En d'autres termes, quelles sont les écoles les plus touchées par le boum démographique ?

Quel secteur géographique ?

Y a-t-il des écoles moins touchées par la pression démographique ?

Certaines directions se plaignent d'un taux d'absentéisme conséquent du corps enseignant. Avez-vous évalué ce que cela représente en chiffres et quelles seraient les raisons de cet absentéisme récurrent. Pénibilité, conditions de travail difficiles, manque de moyens ?

La pénurie d'enseignants touche l'enseignant de la communauté française. Qu'en est-il des écoles molenbeekoises. Comment gérez-vous ce problème ? Quelles sont les branches touchées par cette pénurie ? Où identifiez-vous cette pénurie ?

Savez-vous chiffrer le nombre d'enfants molenbeekoises qui ne sont pas scolarisés sur le territoire de la commune ? Pouvez-vous commenter ces chiffres ?

Combien de places supplémentaires sont prévues pour la rentrée scolaire suivante ?

Nous souhaiterions avoir davantage de détails sur l'organisation des repas chauds à l'école. Combien d'élèves bénéficient des repas chauds dans les écoles maternelles et primaires. Quels sont les % par école ? Ces chiffres sont-ils à la baisse ou à la hausse ? Merci de commenter.

Quelles sont les mesures concrètes prises pour lutter contre l'échec scolaire ? Outre les écoles des devoirs extrascolaires. Quels sont les dispositifs de lutte contre l'échec mis en place dans les écoles ?

Nader Rekik

Le Conseil approuve le projet de délibération.
38 votants : 38 votes positifs.

Interpellatie ingediend door Mijnheer Nader Rekik, Conseiller communal PS, betreffende het schooljaar 2013-2014.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

#012/20.11.2013/A/0055# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

Proposition de motion déposée par Monsieur Michaël Vossaert, Conseiller communal FDF, relative à l'élargissement du périphérique (ring) Nord.

LE CONSEIL,

Vu la directive européenne 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement;
Vu la directive européenne 2008/50/CE concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe qui impose, depuis le 1er janvier 2010, que la moyenne annuelle concernant le dioxyde d'azote (NO₂) ne dépasse pas le seuil de 40 µg/m³ ;
Vu l'accord du gouvernement bruxellois 2009-2014 qui prévoit de "réduire les émissions de gaz à effet de serre de 30% pour 2025 par rapport 1990";
Vu les objectifs du Plan Iris 2 de réduire de 20 % le trafic automobile en Région bruxelloise d'ici 2018 (par rapport à 2001);
Vu les propositions du projet « Mobilitévisie 2020 » qui s'inscrit dans le prolongement des annonces faites par la Région, amande d'améliorer la desserte de la périphérie bruxelloise et de réduire la pression automobile autour de la capitale;
Vu l'accord sur la 6e réforme de l'Etat créant une "communauté métropolitaine" au sein de laquelle "se tiendra la concertation entre les trois Régions relative à la mobilité, à la sécurité routière et les travaux routiers, de, vers et autour de Bruxelles. Le fait de fermer ou de rendre inutilisables les accès et sorties du ring fera l'objet d'une concertation préalable";
Vu que la Commission européenne a décidé en juin 2010 de demander à la Belgique d'appliquer pleinement la législation de l'Union européenne relative à la qualité de l'air pour ce qui est des particules;
Vu la décision de la Commission européenne du 6 juillet 2012 relative à la notification

par le Royaume de Belgique d'un report du délai prévu pour respecter les valeurs limites fixées pour le NO₂ dans trois zones de qualité de l'air qui indique que "pour évaluer s'il est réaliste de prévoir que la valeur limite sera respectée pour la nouvelle échéance, la Commission a besoin de données précises et détaillées sur l'ampleur et l'incidence des mesures de lutte contre la pollution envisagées, y compris un calendrier clair pour leur mise en œuvre ». En ce qui concerne Bruxelles, la Commission constate « qu'il ressort des informations que la valeur limite annuelle fixée pour le dioxyde d'azote ne sera respectée qu'en 2018" ;

Vu la décision du gouvernement flamand du 25 octobre 2013 qui prévoit les modalités à suivre pour l'élargissement du périphérique (ring) nord, dont les travaux commenceront en 2016;

Considérant que le risque existe que la Région Flamande décide d'élargir le ring sans jamais mettre en place des mesures structurelles pour diminuer la congestion automobile dans et autour de Bruxelles;

Considérant le rapport de l'inspection des finances concernant la décision du gouvernement flamand du 25 octobre qui émet un avis négatif quant au choix du gouvernement flamand de passer "immédiatement - sans attendre des mesures ne touchant pas à l'infrastructure - à une infrastructure optimisée et sécurisée » et qui rappelle au gouvernement flamand qu'« à défaut d'une vision totale de la problématique de la congestion routière, les plans d'infrastructure routières envisagés n'auront qu'un faible impact sur la fluidité du trafic. De plus, il n'a pas été tenu compte de l'impact d'un nouveau stade national et de l'aménagement du méga-complexe commercial Uplace, à Machelen » ;

Considérant que l'élargissement du périphérique aura un effet préjudiciable aux objectifs climatiques et en matière de qualité de l'air de la Région bruxelloise;

Considérant l'étude récente de Greenpeace et du Bond Beter Leefmilieu Vlaanderen (BBL) qui indique d'une part qu'en règle générale, l'effet d'appel généré par des infrastructures plus larges et attractives n'est que trop peu pris en compte dans les modèles de circulation à la base des études d'incidences sur l'environnement et que d'autre part, l'élargissement tel que prévu augmenterait le volume de trafic et, donc, les émissions sur et autour du ring de 10,1%;

Considérant l'étude comparative de l'association environnementale flamande Bond Beter Leefmilieu Vlaanderen (BBL) entre l'étude d'incidences sur l'environnement (MER - Milieueffectenrapport) pour "l'optimisation" du ring bruxellois et les normes de l'Organisation mondiale pour la santé (OMS) qui conclut que près d'un million d'habitants de Bruxelles et de sa périphérie, dont 200.000 sont des enfants de moins de 18 ans et donc très sensibles, seront exposés à trop de particules fines (PM 2,5) ;

Considérant que les communes situées sur la partie Nord-Ouest de l'infrastructure du ring sont les premières communes touchées par cet élargissement et ce notamment dans les quartiers adjacents aux autoroutes de pénétration urbaine comme les avenues Charles Quint, Albert, Gand, Ninove et de l'Exposition,...

Considérant que le Bois du Laerbeek à Jette, en lisière duquel le Ring est aménagé dans sa configuration actuelle, sera maintenu dans son intégralité contrairement à ce qui était annoncé initialement.

DECIDE:

1. De demander au Collège des bourgmestre et échevins de revendiquer auprès du

gouvernement régional :

- D'inscrire le point relatif à l'élargissement du périphérique (ring) nord à l'ordre du jour du prochain comité de concertation régions - fédéral comme prévu dans le cadre de la "communauté métropolitaine" au sein de laquelle "se tiendra la concertation entre les trois Régions relative à la mobilité, à la sécurité routière et les travaux routiers, de, vers et autour de Bruxelles. Le fait de fermer ou de rendre inutilisables les accès et sorties du ring fera l'objet d'une concertation préalable".

- D'exiger dans le cadre de ce comité de concertation, les mesures structurelles suivantes pour améliorer la mobilité dans et autour de Bruxelles :

* De renégocier l'actuel accord de coopération entre la STIB, la TEC et De Lijn (établi en 1991) afin que celui-ci contribue à une meilleure mobilité pour les Bruxellois et les navetteurs, dans, vers et à l'extérieur de la Région bruxelloise.

* D'inciter la Région à augmenter la création de parkings de dissuasion au-delà du Ring.

- De mettre en place un péage urbain bruxellois visant à réduire la pression de la navette automobile entrante, et à faire contribuer les navetteurs au financement d'un grand plan d'investissement dans les transports urbains bruxellois au bénéfice tant des navetteurs que des Bruxellois.

• Demande au collège des bourgmestres et échevins :

2. De revendiquer auprès des gouvernements fédéral et régional bruxellois, la concentration des moyens de l'accord de coopération Beliris sur des projets relatifs à la mobilité et au désengorgement de Bruxelles.

3. De déposer, à défaut de concertation entre les régions, un recours auprès des instances juridiques nationales et européennes en application de la directive européenne du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement.

4. De demander au Collège des bourgmestres et échevins de revendiquer auprès du gouvernement fédéral d'accélérer la mise en œuvre de l'ensemble de l'offre RER.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 23 votes positifs, 15 abstentions.

**Voorstel tot motie ingediend door Mijnheer Michaël Vossaert, Gemeenteraadslid
FDF, betreffende de uitbreiding van de Ring Noord.**

DE RAAD,

Gelet op de Europese richtlijn 85/337/CEE betreffende de evaluatie van de weerslag van sommige openbare en private projecten op het milieu;

Gelet op de Europese richtlijn 2008/50/CE betreffende de omgevende luchtkwaliteit en schone lucht voor Europa waarin, sedert 1 januari 2010, wordt opgelegd dat voor het jaarlijks gemiddelde wat betreft stikstofdioxide (NO₂) de drempel van 40 µg/m³ niet wordt overschreden ;

Gelet op het akkoord van de Brusselse regering 2009-2014, waarin wordt vooropgesteld dat "de gasemissies met broeikaseffect tegen 2025 met 30% worden verminderd ten opzichte van 1990";

Gezien de doelstelling van het Plan Iris 2 om het autoverkeer in het Brussels Gewest tegen 2018 met 20 % te doen dalen (ten opzichte van 2001);

Gelet op de voorstellen van het project « Mobiliteitsvisie 2020 » dat kadert in de verlenging van de aankondigingen die zijn gedaan door het Vlaams Gewest dat de verbinding met de Brussels ringweg moet worden verbeterd, en de druk van de auto rond de hoofdstad moet worden verminderd;

Gezien het akkoord over de 6de staatshervorming, waarbij een "grootstedelijke gemeenschap" wordt opgericht, binnen dewelke "het overleg betreffende de mobiliteit, de wegveiligheid en de wegenwerken van, naar en rond Brussel tussen de drie Gewesten zal worden gehouden. Het feit dat de toegangen tot, en uitgangen van de ring worden gesloten of onbruikbaar worden gemaakt, zal het voorwerp zijn van voorafgaand overleg";

Overwegende dat de Europese Commissie in juni 2010 heeft besloten België te verzoeken de wetgeving van de Europese Unie inzake luchtkwaliteit wat betreft fijn stof volledig toe te passen;

Gelet op het besluit van de Europese Commissie van 6 juli 2012 betreffende de kennisgeving door het Koninkrijk België van uitstel van de termijn die wordt vastgelegd voor de inachtneming van de limietwaarden die vastgesteld zijn voor NO₂ in drie zones voor luchtkwaliteit, waarin wordt aangegeven dat "voor het evalueren of het realistisch is te bepalen dat de limietwaarde voor de nieuwe termijn zal worden in acht genomen, de Commissie precieze en gedetailleerde gegevens nodig heeft over de omvang en de weerslag van de beoogde maatregelen in de strijd tegen de verontreiniging, waaronder een duidelijke kalender voor de aanwending ervan ». Wat Brussel betreft, stelt de Commissie vast « dat uit de informatie blijkt dat de jaarlijks vastgelegde limietwaarde voor stikstofdioxide enkel in 2018 zal worden in acht genomen";

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 25 oktober 2013, waarin de te volgen modaliteiten worden vastgelegd voor de uitbreiding van de Noorderring, waarvoor de werken zullen aanvangen in 2016;

Overwegende dat het risico bestaat dat het Vlaams Gewest beslist om de ring uit te breiden, zonder ooit structurele maatregelen in te voeren voor het verminderen van opstopping door auto's in en rond Brussel;

Gelet op het inspectieverslag van financiën betreffende het besluit van de Vlaamse regering van 25 oktober, waarin een negatief advies wordt uitgebracht aangaande de keuze van de Vlaamse regering om "onmiddellijk, zonder maatregelen af te wachten waarmee niet aan de infrastructuur wordt geraakt" over te schakelen "op een geoptimaliseerde en beveiligde infrastructuur » en waarin de Vlaamse regering er wordt aan herinnerd dat « bij gebrek aan een totaalvisie op de problematiek van de opstoppingen op de weg, de geplande infrastructuurplannen slechts een geringe impact zullen hebben op de doorstroming van het verkeer. Daarnaast werd er geen rekening gehouden met de impact van een nieuw nationaal stadion en de inrichting van het commercieel megacomplex Uplace, te Machelen » ;

Overwegende dat de uitbreiding van de ring een schadelijk effect zal hebben op de klimaatdoelstellingen en de doelstellingen inzake luchtkwaliteit van het Brussels Gewest;

Gelet op de recente studie van Greenpeace en de Bond Beter Leefmilieu Vlaanderen (BBL) waarin wordt aangegeven dat enerzijds, over het algemeen, met het schokeffect dat wordt opgewekt door een ruimere en attractievere infrastructuur te weinig rekening wordt gehouden bij de verkeersmodellen op basis van de milieueffectenstudies en dat anderzijds, de uitbreiding zoals vooropgesteld zou leiden tot een verhoging van het verkeersvolume en, dus, van de emissies op en rond de ring met 10,1%;

Gelet op het vergelijkend onderzoek van de Vlaamse milieuvereniging Bond Beter Leefmilieu Vlaanderen (BBL) van de milieueffectenstudie (MER - Milieueffectenrapport) voor "optimalisering" van de Brusselse ring en de normen van de Wereldgezondheidsorganisatie (WGO) waarin wordt geconcludeerd dat nagenoeg een miljoen inwoners van Brussel en de rand, van wie 200.000 kinderen jonger dan 18 jaar, die dus heel gevoelig zijn, aan te veel fijn stof (PM2,5) zullen worden blootgesteld ; Overwegende dat de gemeenten die gevestigd zijn in het noordwestelijk deel van de infrastructuur van de ring de eerste gemeenten zijn die worden geconfronteerd met deze uitbreiding, dit met name in de wijken die grenzen aan de autowegen voor het binnenrijden van de stad, zoals de Keizer Karellaan, de Albertlaan, de steenweg op Gent, de Ninoofsesteenweg en de Tentoonstellingslaan, ... Overwegende dat het Laerbeekbos te Jette, aan de rand waarvan de Ring wordt aangelegd met de huidige configuratie, integraal zal worden behouden, in tegenstelling tot hetgeen oorspronkelijk werd aangekondigd.

BESLUIT:

- Verzoek aan het College van burgemeester en schepenen om bij de gewestregering het volgende te eisen :
 - om het punt betreffende de uitbreiding van de Noorderring op de agenda te plaatsen van het volgend overlegcomité gewesten – federaal, zoals vastgesteld in het kader van de "grootstedelijke gemeenschap" binnen dewelke "het overleg betreffende de mobiliteit, de wegveiligheid en de wegenwerken van, naar en rond Brussel tussen de drie Gewesten zal worden gehouden; Het feit dat de toegangen tot, en de uitgangen van de ring worden gesloten of onbruikbaar worden gemaakt, zal het voorwerp zijn van voorafgaand overleg".
 - om in het kader van dit overlegcomité de volgende structurele maatregelen te eisen voor het verbeteren van de mobiliteit in en rond Brussel :
 - * om opnieuw te onderhandelen over het huidig samenwerkingsakkoord tussen de MIVB, de TEC en De Lijn (opgericht in 1991), opdat dit zou bijdragen tot een betere mobiliteit voor de Brusselaars en de pendelaars in, naar en buiten het Brussels Gewest;
 - * om het Vlaams Gewest aan te zetten tot het inrichten van een groter aantal ontradende parkeerruimten achter de Ring.
 - om tolgeld voor de stad Brussel in te voeren, waarbij de druk van het binnenkomend autoverkeer van pendelaars wordt verminderd, en men de pendelaars laat bijdragen tot de financiering van een groot investeringsplan binnen het Brussels stedelijk transport, ten gunste van zowel de pendelaars als de Brusselaars.

- Verzoek aan het college van burgemeester en schepenen :
 - om bij de Brusselse federale en gewestregering te eisen dat de middelen van het samenwerkingsakkoord Beliris worden gericht op projecten betreffende de mobiliteit en de ontlasting van Brussel;
 - om, bij gebrek aan overleg tussen de gewesten, een beroep in te stellen bij de nationale en Europese juridische instanties, in toepassing van de Europese richtlijn van 27 juni 1985 betreffende de evaluatie van het milieueffect van sommige openbare en private projecten.

- Verzoek aan het College van burgemeester en schepenen om bij de federale regering het volgende te eisen :
 - om de invoering van het gezamenlijk RER-aanbod te versnellen.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 23 positieve stemmen, 15 onthoudingen.

#012/20.11.2013/A/0056# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

Proposition de motion introduite par Monsieur Michaël Vossaert, Conseiller communal FDF, soutenant l'abaissement de l'âge de début de l'obligation scolaire.

LE CONSEIL,

Proposition de motion soutenant l'abaissement de l'âge de début de l'obligation scolaire
Vu la résolution du Conseil supérieur de la santé du 28 octobre 2011 qui recommande aux parents d'inscrire leurs enfants à l'école dès 2,5 ans ;

Vu les diverses conclusions issues de l'étude « Petite enfance, grands défis II, Education et structures d'accueil », OCDE (2007), qui démontrent les avantages sociétaux et éducationnels de la fréquentation préscolaire dès 2,5 ans ;

Considérant la corrélation entre l'investissement dans des services d'accueil et d'enseignement performants et le rendement qui en est retiré par la société toute entière ;
Considérant que l'éducation commence par la maîtrise de la langue de l'enseignement et au regard des avantages cognitifs et langagier relevés dans les études susmentionnées ;

Considérant l'urgence sociale et le nécessaire investissement dans l'éducation, particulièrement en Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant l'impact du boom démographique qui touche la Région de Bruxelles-Capitale et, partant, de nombreuses communes dont Molenbeek-Saint-Jean avec une demande croissante pour une offre qualitative et quantitative d'accueil de la petite enfance et de l'enseignement ;

Considérant que l'abaissement de l'âge scolaire relève de la compétence du législateur fédéral.

Le Conseil communal de Molenbeek-Saint-Jean :

- appelle le gouvernement fédéral a entamé des concertations étroites avec l'ensemble des pouvoirs publics compétents en matière d'enseignement et d'accueil de la petite enfance, mais aussi les entités fédérées, pour débattre d'un phasage de l'abaissement de l'obligation scolaire fixée actuellement à six ans ;

- appelle les différents exécutifs communautaires et régionaux francophones et néerlandophones à encourager, en synergie directe avec les autres niveaux de pouvoir, par tous les moyens qu'ils estiment nécessaires, la fréquentation régulière de l'enseignement maternel à partir de l'âge de deux ans et demi ;

- appelle les différents exécutifs communautaires et régionaux francophones et

néerlandophones à évaluer les besoins structurels (infrastructures, ressources humaines et supports pédagogiques) et l'impact budgétaire des objectifs visés par la présente motion, puis à affecter les moyens nécessaires pour leurs réalisations, en ce compris dans le contexte du boom démographique bruxellois.

- Demande au Collège des Bourgmestres et Echevins de transmettre la présente motion aux différents gouvernements concernés ainsi qu'aux 18 autres communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 36 votes positifs, 2 abstentions.

Voorstel van motie ter ondersteuning van de verlaging van de leeftijd waarop de schoolplicht begint, ingediend door de heer Michaël Vossaet, Gemeenteraadslid FDF.

De raad,

Voorstel van motie ter ondersteuning van de verlaging van de schoolplichtleeftijd
Gelet op de resolutie van de Hoge gezondheidsraad van 28 oktober 2011, waarin aan de ouders wordt aanbevolen om hun kinderen vanaf de leeftijd van 2,5 jaar in de school in te schrijven;

Gelet op de diverse conclusies van de studie "Kleine kinderen, grote uitdagingen II, Opvoeding en opvangstructuren", OESO (2007), waarin de maatschappelijke en opvoedkundige voordelen worden aangetoond van schoolbezoek vanaf de leeftijd van 2,5 jaar vóór de leerplicht;

Overwegende de correlatie tussen de investering in opvangdiensten en een performant onderwijs, en het rendement dat hier voor de hele maatschappij uit voortvloeit;

Overwegende dat opvoeding begint bij de beheersing van de taal van het onderwijs, en gezien de voordelen op het cognitieve vlak en op taalgebied die in de voormelde studies naar voren gebracht zijn ;

Gelet op de noodzaak op sociaal gebied en de noodzakelijke investering in opvoeding, meer bepaald in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de impact van de bevolkingsgroei in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en, diensengevolge, in een groot aantal gemeenten, waaronder Sint-Jans-Molenbeek, met een toenemende vraag naar een kwalitatief en kwantitatief opvangaanbod voor kleine kinderen in het onderwijs ;

Overwegende dat de verlaging van de leeftijd om naar school te gaan onder de bevoegdheid valt van de federale wetgever.

De Gemeenteraad van Sint-Jans-Molenbeek :

- verzoekt de federale Regering nauw overleg aan te gaan met de gezamenlijke bevoegde overheden inzake onderwijs en opvang van kleine kinderen, maar ook de gefedereerde entiteiten, om op die manier een regeling te bespreken voor de verlaging van de leeftijd waarop de schoolplicht begint, die momenteel vastgesteld is op zes jaar;
- verzoekt de verschillende Franstalige en Nederlandstalige Gemeenschaps- en

Gewestexecutieven om, in rechtstreekse synergie met de andere overheidsniveaus, en met alle middelen die ze noodzakelijk achten, aan te zetten tot het regelmatig bezoeken van het kleuteronderwijs vanaf de leeftijd van tweeënehalf jaar ;

- verzoekt de verschillende Franstalige en Nederlandstalige Gemeenschaps- en Gewestexecutieven de structurele behoeften (infrastructuur, human resources en pedagogische ondersteuning) en de impact op de begroting van de doelstellingen die in de onderhavige motie worden beoogd, te evalueren, en vervolgens de nodige middelen aan te wenden voor de realisatie ervan, onder meer in de context van de bevolkingsgroei in Brussel.
- verzoekt het College van Burgemeester en Schepenen de onderhavige motie over te maken aan de verschillende betrokken regeringen, alsook aan de 18 andere gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
38 stemmers : 36 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

#012/20.11.2013/A/0057# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

Proposition de motion déposée par Monsieur De Block, conseiller communal PTB, relative au risque d'expulsion d'une élève à l'Institut des Ursulines et à la situation des demandeurs d'asile Afghans en Belgique.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Voorstel tot motie ingediend door de Heer De Block, Gemeenteraadslid PTB, betreffende het risico van uitsluiting van een leerling bij het Ursulineninstituut en de toestand van de Afghaanse asielaanvragers in België.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

Dirk Berckmans quitte la séance / verlaat de zitting

#012/20.11.2013/A/0058# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

Proposition de motion introduite par Monsieur Jamal Ikazban, Conseiller communal du groupe PS, au sujet de la piscine Louis Namèche.

Le point est rejeté.

37 votants, 12 votes positifs, 24 votes négatifs, 1 abstention.

Ont voté contre cette proposition : Françoise Schepmans, Ahmed El Khannouss, Sarah Turine, Patricia Vande Maele, Abdelkarim Haouari, Karim Majoros, Jan Gypers, Ann Gilles-Goris, Olivier Mahy, Annalisa Gadaleta, Dina Bastin, Michel Eylenbosch, Danielle Evraud, Luc Léonard, Mohamed El Abboudi, Shazia Manzoor, Georges Van Leeckwyck, Leonidas Papadiz, Nicole Linders-Dubocage, Roland Vandenhove, Laurie Carême-Palanga, Youssef Lakhroufi, Khadija Tamditi, Laura Pinti.

Voorstel tot motie ingediend door Mijnheer Jamal Ikazban, Gemeenteraadslid van de PS fractie, betreffende het zwembad Louis Namèche.

Het punt wordt verworpen.

37 stemmers, 12 positieve stemmen, 24 negatieve stemmen, 1 onthouding.

Stemden ze tegen dit voorstel : Françoise Schepmans, Ahmed El Khannouss, Sarah Turine, Patricia Vande Maele, Abdelkarim Haouari, Karim Majoros, Jan Gypers, Ann Gilles-Goris, Olivier Mahy, Annalisa Gadaleta, Dina Bastin, Michel Eylenbosch, Danielle Evraud, Luc Léonard, Mohamed El Abboudi, Shazia Manzoor, Georges Van Leeckwyck, Leonidas Papadiz, Nicole Linders-Dubocage, Roland Vandenhove, Laurie Carême-Palanga, Youssef Lakhloufi, Khadija Tamditi, Laura Pinti.

#012/20.11.2013/A/0059# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

Proposition de motion introduite par les groupes PS, SP.A et PTB au sujet de la décision de mettre fin à la gratuité des garderies au sein des écoles du réseau communal.

Le point n'est pas abordé, car 1/3 des conseillers communaux a convoqué un conseil communal le 28/11/2013 pour traiter du sujet.

Voorstel tot motie ingediend door de fracties PS, SP.A en PTB betreffende het besluit om een einde te maken aan het gratis karakter van de kinderopvangdiensten bij de scholen van het gemeentelijk net.

Het punt wordt niet aangesneden, want op initiatief van 1/3 van de gemeenteraadsleden wordt op 28/11/2013 een gemeenteraad bijeengeroepen om het onderwerp te behandelen.

PAR ORDONNANCE / OP LAST :

Le Secrétaire du Conseil,
De Secretaris van de Raad,

Le Président du Conseil,
De Voorzitter van de Raad,

Jacques De Winne

Michel Eylenbosch